

# REFLEX<sup>ES</sup> 50

bimestriel anti-fasciste

décembre 1997 - 20 FRANCS

**FN, xénophobie, exclusions**

---

**Combattre  
sans détail**

# C'EST NOËL POUR REFLEXes

Enfin le numéro promis depuis plus d'un an. Ce numéro 50 qui devait fêter les 10 ans de REFLEXes a donc pris du retard. Et ce n'est pas sans joie que nous annonçons une réparation régulière à partir de janvier 1998 avec 4 numéros par an.

Les problèmes financiers, techniques et pratiques sont en partie les raisons de ce retard. Car une réflexion nouvelle sur la place et la fonction d'un magazine antifasciste s'est posée au cours de ces dernières années. En effet, l'information et la sensibilisation, les enquêtes et les recherches sur l'extrême-droite, nécessaires et indispensables à la connaissance et à la compréhension du développement de l'extrême droite, des idéologiques autoritaires, sécuritaires et xénophobes ne suffiront pas pour inverser les rapports de force. Après Article 31, Celsius, REFLEXes allait-il disparaître ou se transformer, trouvant une nouvelle place au côté du journal Ras l'Front ? C'est ce que le proche avenir nous dira.

En tout état de cause, le combat contre le Front national est aussi un combat pour construire des alternatives sociales et politiques au néo-libéralisme conquérant et à la gauche gestionnaire. L'unité républicaine qui n'a jamais été opérante pour contrer le nazisme, le fascisme ou le franquisme ne le sera pas plus dans les années à venir. C'est des luttes et des mobilisations sociales, d'être «Tous ensemble» dans des revendications concrètes et immédiates pour transformer radicalement ce monde barbare avec le développement d'associations, de collectifs et d'organisations rupturistes à la pensée unique que viendra notre capacité à sortir des impasses actuelles. C'est aussi dans ce cadre que REFLEXes participera à des débats avec d'autres forces pour renforcer la résistance.

## Abonnez-vous

- |                                  |  |  |
|----------------------------------|--|--|
| <b>NO PASARAN ! (10 numéros)</b> | <input type="checkbox"/> 80 Fr.          | <input type="checkbox"/> 100 F. de soutien |
| <b>DE DIFFUSION</b>              | <input type="checkbox"/> 3 ex. - 240 Fr. | <input type="checkbox"/> 5 ex. - 400 Fr.   |
| <b>REFLEXes (6 numéros)</b>      | <input type="checkbox"/> 100 Fr.         | <input type="checkbox"/> 150 F. de soutien |
| <b>REFLEXes + NO PASARAN !</b>   | <input type="checkbox"/> 180 Fr.         | <input type="checkbox"/> 250 F. de soutien |

NOM : \_\_\_\_\_ PRÉNOM : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_ CODE POSTAL : \_\_\_\_\_

VILLE : \_\_\_\_\_ PAYS : \_\_\_\_\_ TÉL : \_\_\_\_\_

A RENVoyer à REFLEX - NO PASARAN, 21<sup>er</sup>, RUE VOLTAIRE 75011 PARIS  
CHÈQUE À L'ORDRE D'«EMANCIPATION»

## GROUPES DU RÉSEAU

- **ANGERS** : REFLEX c/o JoTaKe BP 5223 49052 Angers cedex 02
  - **BLOIS** : *No Paze, No Lèze* c/o Singulier Plurielle BP 171, 41005 Blois cedex
  - **BORDEAUX** : CAF 7 rue du Muguet 33000 Bordeaux
  - **BOURGES** : PAS PAREIL BP 402 18007 Bourges
  - **BRUXELLES** : *Alternative Libertaire*, Boite Postale 103, 1050 Ixelles 1, Belgique
  - **DIJON** : SCALP c/o les voix sans maître 7 rue du docteur Chaussier, 21 000 Dijon
  - **GRENOBLE** : B381 - c/o CADEP BP 475 38016 Grenoble cedex 1
  - **LAVAL** : *Groupe Cosette Résistance*, Boite Vocale : 0606047068
  - **LIMOGES** : DO IT YOURSELF BP 135 87000 Limoges (SCALP au dos de l'enveloppe)
  - **LYON** : *Collectif contre la soumission* c/o La Gryffe 5 rue S. Gryphe 69007 Lyon
  - **LYON** : SCALP c/o La Gryffe 5 rue S. Gryphe 69007 Lyon
  - **MONTPELLIER** : REFLEX BP 5555 34070 Montpellier cedex 03
  - **NANTES** : SCALP No Pasaran c/o Cered BP 322 44803 St-Herblain cedex - Boite Vocale : 0604292675
  - **NEVERS** : SCALP c/o Collectif Y'en a Marre 10 rue Bourgeois 58000 Nevers
  - **PARIS** : SCALP-REFLEX 21<sup>ter</sup> rue Voltaire 75011 Paris. Tél 01 43 48 51 16
  - **PAU** : ANARAM AU PATAC (CROC) Fronton deudas 2 costa de la hont 64000 Pau tél/fax : 05 59 98 04 90
  - **RENNES** : SCALP No Pasaran c/o CPCL BP 2571 35036 Rennes cedex 3
  - **TOULON** : LA COMMUNE 2 rue F. de Présencé 83000 Toulon tél : 04 94 91 26 80
  - **TOURS** : LA CANAILLE c/o Manta BP 2838 37028 Tours cedex
  - **TOURS** : Groupe Libertaire de Tours c/o FA. BP 7414 37074 Tours cedex 2
- Pour les groupes : **BRETAGNE** : BREIZH ETRE-VRUADEL ; **COMPIEGNE** : COORDINATION REGIONALE ANTIFASCISTE ; **FLORAC** : SCALP ; **METZ** : SCALP ; **NANCY** : SCALP ; **NIMES** : No Pasaran ; **NIORT** ; **PÉRIGUEUX** ; **POITIERS** : SKALP ; **RODEZ** : SCALP ; **STRASBOURG** : SCALP... écrire au 21<sup>ter</sup> rue Voltaire 75011 Paris (c/o SCALP-REFLEX) tél : 01 43 48 54 95 fax : 01 43 72 15 77

## GROUPES EN CONTACT AVEC NO PASARAN

- **PARIS 18<sup>e</sup>** : COLLECTIF 18<sup>e</sup> PARALLELE 10 rue Planchette-75018 Paris
  - **TOULOUSE** : INFOSUD 40 rue A. Duméril 31400 Toulouse tél : 05 61 52 03 99
- Pour les groupes de : **ANNECY, AIX, ANGOULEME, AVIGNON, CHAMBERY, COGNAC, FIGEAC, FLORAC, MARSEILLE, PÉRIGUEUX, PERPIGNAN**... écrire au 21<sup>ter</sup> rue Voltaire 75011 Paris (c/o SCALP-REFLEX)

## ADRESSES UTILES

- Librairie PUBLICO, 145 rue Amélot 75011 Paris
- Librairie LA GRYPPE, 5 rue S. Gryphe 69007 Lyon
- Le LOCAL, 16 rue Santeque 44000 Nantes
- MALOJA, 61 Rue Jeanin 21000 Dijon
- C.C.I. 1/2, rue Denis du Péage 59000 Lille
- PATXOKI, 23, bis rue des Tonneliers 64000 Baïona
- UUDPIA, 32 rue Carnot 37000 Tours
- LIBRAIRIE SCRUPULES  
26 rue St-Sépulchre 34000 Montpellier
- Le Kiosk, Passage Dumas 75011 Paris
- Le Vendémiaire, centre commercial Croix de Chavaux, 93100 Montreuil

Adresse e-mail  
reflex@ecn.org

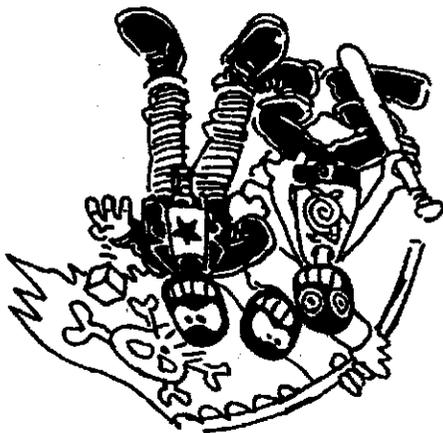
- Radio sur Paris
- FPP 129 pdt Wilson 93200 St Denis - 1 merc. sur 2 19-20h30 105.6
  - Radio-Libertaire 89.4 le vendredi 16h-18h
- 



**I**L Y EUT un temps où la valeur d'un homme se jugeait à celle de ses ennemis. *Réflexes* n'est plus vraiment dans ce cas de figure et il a trop d'ennemis pour que cela soit probant ; par contre, il semble évident que si la valeur d'un journal se mesurait au retard pris dans son élaboration, cette revue serait la meilleure jamais concoctée dans le petit milieu antifasciste radical. Un an que ce numéro 50 (le numéro des dix ans !) est mis en chantier, un an que des tribulations diverses et variées retardent sa sortie. Leur nature importe peu et elles n'ont que fort modérément influé sur le contenu de ce numéro. Par contre, il est évident que certains articles pourront vous sembler quelque peu décalés ou du moins plus tout à fait de première fraîcheur... Mais n'est pas Belle au Bois Dormant qui veut et surtout pas notre maquettiste velu !

Quoi qu'il en soit ce numéro 50 vient clore un cycle, tant pour la revue que pour le groupe REFLEX. Vous en aurez un petit aperçu grâce aux différents points de vue exposés par la suite : immigration, extrême-droite, délire sécuritaire... Il suffit de se tourner vers le passé pour mieux mesurer ce qui nous attend dans l'avenir. Mais il en va de même pour *Réflexes* qui a beaucoup évolué depuis son premier numéro : nous sommes passés d'une sorte de fanzine qui faisait le point sur les différentes luttes en cours à une revue offrant analyses et points de vue sur les thèmes qui constituent notre préoccupation principale. Par le passé, cette transformation progressive n'a pas forcément plu à tous nos lecteurs et lectrices : le principal reproche portait sur l'importance accordée à l'extrême-droite et au sein de celle-ci à des groupuscules folkloriques. Nous pensons que ce reproche était infondé dans la mesure où ces groupes constituaient une menace relative pour les militants révolutionnaires, entre autres sur les campus. À partir de maintenant, la satellisation autour du FN et le renforcement de celui-ci modifie radicalement la donne et le numéro 51 inaugurera donc une nouvelle façon d'aborder tous ces sujets.

Le besoin s'en fait bien sûr sentir : durant ce printemps, l'antifascisme s'est trouvé une fois de plus instrumentalisé et il a été raconté un peu tout et n'importe quoi sur l'extrême-droite. La capacité qu'a la social-démocratie d'agiter le spectre du fascisme pour mieux accueillir sous son urne protectrice les pauvres petits électeurs tremblotants est proprement stupéfiante. Mais il est bien court le temps des élections et nous pouvons déjà juger sur le terrain de la profondeur des déclarations ou des structures attrape-pigeons (je ne pense pas qu'au Manifeste contre le Front National) égrénées ces derniers mois. D'ores et déjà, l'absence de bilan critique et le refus de reconnaître que les mesures discriminatoires envers les populations immigrées datent de leur propre gestion du pouvoir nous rappellent que les grandes déclarations rituelles des responsables socialistes ont à peu près autant de valeur que celles d'un candidat à la présidentielle RPR parlant de « fracture sociale ». De fait, en l'absence d'alternative radicale au pourrissement capitaliste, le FN est appelé à renforcer sa présence dans toutes les structures de la société française, en particulier celles qui assurent le contrôle social. Il nous faudra donc nous montrer à la hauteur de cet enjeu et cela passe par le développement de nos capacités de lutte : du « harcèlement démocratique » nous retiendrons surtout le harcèlement tout court, tant contre le FN que contre le système capitaliste en général puisque J.-M. Le Pen n'en est finalement qu'un des plus beaux fleurons. *Réflexes* s'inscrit tout naturellement dans cette démarche mais il est évident, et nous sommes en cela fidèles à notre philosophie politique libertaire, que chacun peut lutter ainsi : il suffit de le vouloir et de s'en donner les moyens.



# Comme un indien métropolitain

## De la difficulté de souffler des bougies...

**J**E NE SOUHAITERAIS à personne ce genre d'exercice : il est trop périlleux. Certains par le passé s'en sont relativement bien tirés, tel «Le roman de nos origines» paru dans *La Banquise*, numéro 1 et racontant l'itinéraire d'une partie du courant ultra-gauche français. Mais **comment aborder dix ans d'action politique et d'intervention sur le champ de l'antifascisme et de l'anticapitalisme ?**

Faut-il commencer par dix ans de slogans, dont le succès se mesure à la manière dont ils ont été repris par d'autres organisations politiques : «Sortons de notre réserve», «C'est à la misère qu'il faut s'attaquer, pas aux immigrés !», «Police partout, justice nulle part !» ? Faut-il continuer par dix ans de construction acharnée d'un collectif sous tous ses aspects, avec bien souvent l'impression de bégayer : dix ans de presse, d'interventions sur le terrain, de concerts, d'erreurs grossières, de réseaux régionaux, nationaux, européens, galactiques ? Ou par dix ans de fâcheries diverses et variées avec tout le monde, y compris et surtout avec les personnes qui étaient bien souvent les plus proches du collectif, en précisant bien inutilement que ces fâcheries n'eurent bien des fois qu'un lointain rapport avec la politique ?

Ou encore par dix ans d'analyses, dont la validité n'a hélas jamais été aussi affirmée, sur la montée en puissance d'une xénophobie née du système capitaliste ?

Faut-il terminer par dix ans de luttes à venir qui seront sans doute parmi les plus décisives ?

Puisqu'il faut bien commencer par quelque chose...

### CE N'EST QU'UN COMBAT, CONTINUONS LE DÉBUT !

Prenez un groupe de jeunes, étudiants ou lycéens, de Nanterre ou d'ailleurs en région parisienne, membres d'une structure libertaire relativement restreinte (Coordination Libertaire Étudiante), déçus par le faible travail de fond du mouvement libertaire ou l'absence de liaisons entre différents fronts de lutte, confrontés à une lame de fond autoritaire symbolisée par la montée du FN... Secouez le tout, servez en 1986, vous obtenez REFLEX, Réseau d'Étude, de Formation et de Lutte contre l'Extrême-droite et la Xénophobie, vilain petit

canard prêt à lutter sur tous les fronts : mesures sécuritaires, immigration, antifascisme, luttes de libération nationale et sociale, soutien aux personnes incarcérées, antimilitarisme. Cela reflétait les centres d'intérêt

des différents «fondateurs» ainsi que la période politique dans laquelle cette création prenait place.

La droite revenait au pouvoir en portant haut la bannière de l'Ordre et des valeurs, l'espoir de voir émerger un mouvement autonome de l'immigration s'éloignait après son phagocytage par la pieuvre social-démocrate et sa tentacule SOS-Racisme, l'extrême-droite progressait, portée entre autres par les calculs politiques des uns et des autres. Le camarade Vladimir Illich aurait dit «Que faire ?», certains ne se posaient plus la question depuis 1984 et la première réponse radicale contre le FN à Toulouse, à savoir l'attentat contre le Palais des congrès qui permit l'annulation du meeting de Jean-

Marie Le Pen. L'émergence dans cette ville d'un mouvement autonome antifasciste affirmant qu'il fallait empêcher l'extrême-droite de s'exprimer ouvrait la voie à de nouveaux regroupements, qu'ils se nomment Section Carrément Anti Le Pen ou CRAFAR (Lille), Urgence (Lyon), CAF (Marseille).

Assez rapidement, l'antifascisme radical est devenu l'objet privilégié de lutte, avec comme base une réflexion simple : l'extrême-droite est un condensé de tout ce qu'on peut excréter en tant que libertaire : conception autoritaire et élitiste de la société, vision suprémaciste blanche très largement répandue parmi ses membres, patriarcat, instrumentalisation par la bourgeoisie. Cela partait d'une vision correcte des choses qui pourtant n'est pas passée au-delà des militants : le FN a bien un rôle de diviseur du mouvement social entre les petits blancs et les autres mais ce n'est pas une marionnette, ni un pantin et il n'est que porté par un très large mouvement de la société en faveur de l'ordre et de la sécurité. La Coordination Nationale Anti-Fasciste qui se crée en 1987 affirmait donc la nécessité d'investir le milieu social sous toutes ses formes et en particulier le milieu associatif. Pendant ce temps, il naissait des SCALP un peu partout, à partir de groupes d'amis et sous des formes chaotiques. Cette atmosphère faite de délires médiatiques et d'exaltation rigolarde n'est sans doute pas près de se revoir de sitôt en politique. C'est sans doute la seule bonne chose qu'ait pu nous apporter l'émergence du FN en tant que force électorale...

Ce qui est sûr, c'est que l'antifascisme radical n'a pas marché :

- Le milieu associatif ou syndical n'a pas vu débarquer des hordes de militants radicaux conscients de la partie à jouer. Incapacité à tenir les objectifs affichés ? Certes, mais faute de troupes : que faire à 200 ? Or mis à part certaines villes, la plupart des SCALP n'ont jamais compté plus de militants que celui de l'université de Tolbiac avec sa dizaine de membres...

- REFLEX n'a pas réussi à fixer autour de lui les dizaines de jeunes cotoyés lors des manifestations et concerts. Pire, les fâcheries ont été si nombreuses qu'une partie de ceux qui liront cet article se sentiront concernés par ces lignes : fâcheries politiques avec l'OCL en 1988-1989, avec le SCALP de Paris et ses «débris» en 1991 ou avec d'autres encore; fâcheries pour des poils de moustache<sup>1</sup> avec des individus dont le ressentiment est aujourd'hui bien souvent apaisé, Bakounine soit loué !

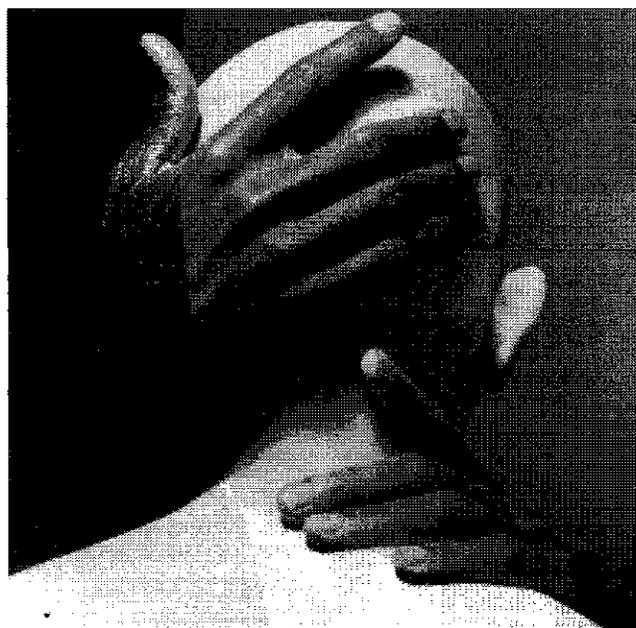
- Une génération fiable de militants n'a pas émergé de ces cinq années d'activisme échevelé.

Mais après tout, l'opération socio-démo-politicarde SOS-Racisme a-t-elle mieux réussie avec des moyens sans comparaison aucune avec ceux possédés par la CNAF durant 3 ans ?

### APRÈS LA PLUIE, LE BEAU TEMPS...

1991 s'est donc présentée comme l'année noire de l'antifascisme radical. Mais les bonnes fées de l'antifascisme étant nombreuses et bien intentionnées, l'année suivante a vu une certaine renaissance qui n'a cessé depuis de se confirmer. Il faut dire que le mouvement

(<sup>1</sup>) Comprenez qui voudra et qui pourra...



est alors un peu général. «Comités Ras l'Front», «Ligue antinazie», «Jeunes contre le Racisme en Europe», «Comités contre Le Pen»... Les autoproclamés arrières petits-enfants de Trotski ont décidément l'art et la manière de multiplier les structures attrape-militants. Ils ne sont pas les seuls ! Ainsi en est-il des «Manifeste contre le Front National», «Comité de vigilance contre l'extrême-droite» et autres attrape-ploum-ploum pré-électorales.

Beaucoup de sincérité «antifasciste» derrière tout cela mais combien d'analyses justes sur la responsabilité des «démocrates» dans la montée du Front et l'origine capitaliste de celle-ci ? De fait, la relance d'un nouveau réseau antifa-radical à partir des décombres de la CNAF s'est-il traduit par un saut qualitatif dans la lutte contre les miasmes frontistes ? Déjà, le changement de nom s'est avéré plus convivial que l'ancien «CNAF» qui ressemblait tant à l'aboïement du labrador à feu monsieur le président. Lorsque l'on connaît l'importance des sigles dans le petit milieu libertaire, on comprendra immédiatement l'enjeu de la chose. Ensuite, d'une façon ou d'une autre, l'élargissement régulier des contacts et l'enracinement de ces derniers a permis des échanges dont la CNAF n'a pas offert d'exemples à l'époque de sa «gloire». Certes, ce n'est pas le réseau No Pasaran ! qui arrêtera la progression du FN et l'installation de la barbarie au coeur des métropoles capitalistes. Mais constituer un grain de sable est déjà en soi un objectif à part entière...

#### À SAINT-CLOUD, RIEN DE NOUVEAU ?

En dix ans, les craintes que l'on pouvait avoir à l'égard du renforcement des tendances xénophobes des sociétés européennes se sont hélas confirmées... Pourtant l'évolution de l'extrême-droite française n'est pas seulement quantitative, elle est également qualitative. Ainsi il est certain que l'enracinement du Front National prend des allures électorales choquantes : meilleur score aux élections présidentielles en 1995 avec 15% des suffrages exprimés, quatre villes d'importance conquises... Pourtant, est-ce vraiment cet aspect des choses qui doit nous faire hurler au retour du fascisme ? Après tout, le FN ne progresse bien souvent que grâce à une abstention massive qui n'a jamais été aussi peu porteuse de perspectives de rupture avec le système démocratique libéral, n'en déplaise aux compagnons anarchistes abstentionnistes. Quel commentaire à apporter face à l'élection cantonale partielle de Toulon en septembre dernier au cours de laquelle le candidat frontiste progresse de 15 points alors qu'il y a 66,63% d'abstentions ?

Par contre, il est clair qu'en dix ans, la légitimité et le discours du FN ont changé. D'une façon ou d'une autre, le FN est devenu le pivot incontournable des droites radicales en France. Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour faire ce constat : il suffit de faire le bilan de ce qui est et de ce qui n'est plus. Exit les groupuscules plus ou moins folkloriques qui attireraient à eux une fraction radicalisée de la jeunesse nationaliste :

● Le GUD a été absorbé par Renouveau Étudiant dont il assure l'encadrement, tout en se permettant quelques facéties qui doivent rappeler le bon vieux temps aux plus anciens militants : collages d'affiches anti-israéliennes ou anti-gouvernementales sur le périphérique parisien, «commando» itinérant qui depuis un an laisse des traces à intervalles réguliers dans le cuir chevelu des étudiants syndiqués de quelques campus provinciaux. Les affrontements physiques des campus parisiens (Sorbonne, Tolbiac) ont disparu et ceux qui

(?) Les rédacteurs de la revue rappellent cependant à intervalles réguliers que, faute de mieux, ils soutiennent le FN, considérant que ce parti, malgré tous ses défauts, demeure le principal espoir d'accéder au pouvoir pour le camp nationaliste.

(?) Mouvement solidariste français, Groupe solidariste «Francité», Sauvegarde des métiers, Alliance nationale, Cercle Saint-Michel, Fragments, Cercle des Jeunes Agriculteurs Français, Décision française, revue *L'Écritoire*

(?) *Citadelle*, n°6, juillet-août 1992, revue de France-Solidarité, groupe dont faisait partie Gérard Bouchet, à présent dirigeant du Mouvement solidariste français.



(<sup>6</sup>) Idem.

(<sup>7</sup>) Voir *Réflexes*, n°47.

(<sup>8</sup>) Dans son nouveau bi-mensuel, *Voix du Peuple* devenu *Résistance*, C. Bouchet affirme avoir été victime d'une manœuvre de «l'extrême-droite sioniste». En fait, il semble qu'une partie des membres du CE de NR ait pris le contrôle des finances (juteuses grâce aux Lybiens !!!) et de *Lutte du Peuple*.

(<sup>9</sup>) On peut étayer cette affirmation avec les accusations de *Tribune juive* début octobre 1996, démenties par J.

Bompard dans *National-Hebdo* du 17 octobre 1996, selon lesquelles *Lutte du Peuple*, devenu *Voix du Peuple*, serait imprimé par la mairie d'Orange.

Bompard nie cela d'autant plus fermement que, selon lui, la mairie ne possède que des photocopieuses.

Lorsqu'on constate la piètre qualité d'impression de *Voix du Peuple*, on en conclut immédiatement qu'accusations et démentis ne sont pas incompatibles...

refusent la normalisation frontiste ont été contraint de se réfugier dans des petits regroupements plus ou moins obscurs : Union Nationale des Etudiants de Droite ou petites revues du type *Réfléchir & Agir*<sup>2</sup>. L'UNED a rejoint une myriade de petits groupes<sup>3</sup>, composés de dissidents du FN pour la plupart, pour former l'Alliance solidariste. Cependant, selon les responsables de l'Alliance, celle-ci n'entend pas concurrencer le FN mais «l'aider dans tous les cas où cela sera possible.» Cette position a le mérite d'être claire, contrairement au solidarisme lui-même qui, rappelons-le, se veut «une doctrine politique prônant la création d'une organisation sociale respectant les aspirations matérielles, intellectuelles et spirituelles de la personne, pour assurer en particulier l'équilibre entre la responsabilité de l'individu et sa liberté, la prise en compte concrète à tous les niveaux de la société des diverses solidarités dans lesquelles il est engagé et la détermination de la finalité sociale.» Si vous pensez que tout cela est bien confus, vous avez raison car «la définition du solidarisme recherche moins la clarté que l'unité.»<sup>4</sup>

● La mouvance nationaliste-révolutionnaire s'est trouvée absorbée dans l'orbite frontiste, alors même qu'elle semblait s'en éloigner depuis quelques années. Ainsi, lorsqu'en 1991 Troisième Voie scissionne entre l'organisation Nouvelle Résistance et les Bases autonomes (bien vite disparues) et chasse Jean-Gilles Malliarakis de son poste de secrétaire général, c'est au nom de la pureté de la doctrine nationaliste-révolutionnaire, considérant que J.-G. Malliarakis n'avait fait que mener une politique réactionnaire, assujettie aux intérêts du FN et pousser le mouvement NR dans une impasse. Nouvelle Résistance paraissait alors vouloir développer une politique s'appuyant sur la pensée de théoriciens comme Jean Thiriart et le national-bolchevisme, ne ratant pas une occasion de vilipender son ancien secrétaire général et le FN, qualifié de parti raciste et de valet du système. Les thèmes développés par NR à travers sa presse allait de l'écologie au soutien aux mouvements de libération nationale et l'infiltration de quelques mouvements politiques progres-

sistes semblait en être une conséquence logique. Pendant ce temps, Malliarakis adhérait officiellement au FN, développait des thèses ultra-libérales sur les ondes de son émission de Radio-Courtoisie, abandonnait son poste de responsable francilien de la CDCA et finissait par fermer sa librairie «héritée» d'Henri Coston : la Librairie française.

Automne 1996, les choses sont devenues plus claires et le retour de NR dans le giron extrême-droite est bien avancé comme en témoignent les «événements» de cette année : promotion d'André-Yves Beck, cadre NR et ancien TV, au poste de Chargé de la communication de la mairie frontiste d'Orange<sup>6</sup>, participation remarquée aux différentes manifestations organisées par le FN comme celle de septembre à Marseille consécutive à l'assassinat d'un collégien, promotion interne au poste de responsable de la jeunesse de Fabrice Robert, conseiller municipal frontiste francilien et leader du groupe *bonehead* Fraction Hexagone, scission d'une partie des militants cet été sur la question de l'inféodation de NR au FN dans la perspective définie par le secrétaire général Christian Bouchet de développer des thèses nationalistes-révolutionnaires au sein du FN. Il semble que le chant des sirènes frontistes ait résonné plus fort aux oreilles de C. Bouchet que ses précédentes affirmations, du type : «J'ai beaucoup de mal à imaginer comment on pourrait s'affirmer NR au sein du FN d'une manière cohérente et suivre la ligne de celui-ci : réclamer la suppression de l'impôt sur le revenu, manifester pour le rétablissement de la peine de mort, cohabiter avec un sioniste comme Hemmerding ou un zouave pontifical comme Romain Marie.» Il est clair que même si, en façade, Nouvelle Résistance continue d'exister, ce sera dans l'orbite et avec l'aide du FN.

- Les groupuscules à sensation l'Oeuvre française et PNFE demeurent dans leur léthargie, ponctuée épisodiquement de «scandales» ou de «coups», telle l'appartenance au PNFE d'une partie des profanateurs de Carpentras ou la préparation d'un attentat contre Patrick Gaubert en 1993-1994 par des soudards de l'Oeuvre. Ces deux structures n'ont finalement jamais pesé aussi peu dans le camp nationaliste, tant en terme d'influence politique qu'en terme numérique. Cela ne peut que pousser certains vieux routards de ces groupes à se rapprocher du FN, comme l'a finement noté le Monde avec sans sens aigüe de l'observation politique. Il en va de même des «figures» ultra-nationalistes des années 1980 : Olivier Mathieu, Yann-Ber Tilenon, Tristan Mordrel, Michel Faci, etc... Certains ont disparu et pris la fuite après de multiples fâcheries, avec le PNFE par exemple, d'autres tentent vaillamment de maintenir quelques

## 1986

Lorsque paraît le premier numéro de *Réflexes* en juin 1986 (tirés à 300 exemplaires), beaucoup pensent que ce sera le dernier.

L'édico pourrait être repris dix ans plus tard :

*« Les dernières mesures sécuritaires du gouvernement libéral Chirac font de chacun d'entre nous un suspect en puissance. Insécurité croissante pour les étrangers, mais aussi pour les jeunes, répression contre les réfractaires à l'armée, droit d'asile de plus en plus bafoué, politique d'enfermement visant à détruire toute identité individuelle et collective... font de la France un "pays" qui n'est plus celui des droits de l'homme »* Souhaitant coordonner différents comités et groupes d'individus, les vingt pages tapées à la machine passent en revue les différents axes de lutte : luttes contre les lois sécuritaires, antifascisme, luttes antiracistes et antimilitaristes, appel au soutien pour le réfugié italien Orestino Dominichelli. Dès ce premier numéro, l'ouverture européenne est déjà présente avec un article contre la lutte contre le recensement en Allemagne. Les autres numéros de l'année se déclinent de la même manière, publiant de nombreux communiqués d'associations diverses. Le numéro 4 de décembre 1986, enrichi de 8 pages se branche (déjà!) sur les mouvements sociaux, c'est à dire la lutte contre le projet Devaquet, tout en espérant que ce mouvement élargisse ses cibles *« l'ouverture progressive du mouvement à d'autres champs de lutte (...) tels le code de la nationalité, le plan Chalendon, la remise en cause du remboursement de l'IVG, etc, confirmant (...) que les préoccupations de ce que l'on a appelé "la nouvelle génération" d'étudiants et de lycéens ne se limitent pas à la culture du look et du vidéo-clip »*. Apparaissent dans ce numéro les premiers récits et analyses *« Violences, provocations et répression dans les manifestations étudiantes »* et la première interview, celle de l'Anti-fascist Action anglais (en fait une traduction de Searchlight, déjà!!!). À noter l'initiative de demande pour les femmes du statut d'objecteur (sic) de conscience.

## 1987

L'année 1987 sera prolifique. Huit numéros (de 32 à 40 pages). En janvier apparaît en Une l'autocollant vedette de *Réflexes* des premières années *« Cet homme est dangereux !!! »* diffusé à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires et qui eut comme effet de saturer une ligne téléphonique du ministère de l'Intérieur. Les premières enquêtes sur l'extrême droite sont présentées sous la forme d'un article sur la Fédération

Professionnelles Indépendante de la Police (une de nos têtes de Turcs favorites) et sur l'extrême droite universitaire (une autre de nos têtes de nœuds...), la maquette est toujours aussi approximative mais déjà l'ordinateur avait fait son apparition.

On sent quand même dans ces numéros un intérêt pour les luttes de l'immigration, surtout pour les initiatives autonomes (collectif *« J'y suis, j'y reste... »*),

l'autre préoccupation majeure étant la police (en particulier sur les violences policières), l'antifascisme n'apparaissant qu'à l'occasion d'interview de collectifs antifascistes locaux Urgence de Lyon (dans le n°7 d'avril 1987), dossier sur Marseille et Lyon (n°8 de mai), le Comité de Résistance Antifasciste et Antiraciste de Lille. À noter aussi l'apparition à partir de mai 1987 des dessins de Gil, qui signera les couvertures de *Réflexes* pendant des années dont cette année-là *« Révisionnistes : toujours plus cons! Les Juifs n'ont jamais existé ! »* et *« Ma grippe est espagnole, mes chiffres sont arabes, mes capotes sont anglaises, mes godasses sont italiennes et mon berger est allemand... »*

*« J'ose même pas ouvrir le gaz pour en finir : il est soviétique ! »*. Dans le numéro de novembre 1987, publication de deux communiqués, à savoir celui de l'organisation basque "IPARRETARRAK" et de "l'ex-FLNC" pour protester contre les poursuites intentées contre *U Ribombu* et contre un magazine basque du Nord *Abil* : *« Nous pensons que le fait de publier des textes émanant de groupes ayant choisi la lutte armée comme outil politique ne peut en aucun cas être assimilé à une acceptation ou à un soutien (à) ceux qui publient ces textes. La liberté d'expression et d'information ne peut être restreinte au motif que la publication de textes émanant de ces groupes est une apologie de leurs crimes, sinon nous risquons bientôt de n'avoir à publier que les communiqués ou textes émanant d'offices ministérielles ou institutionnelles. »* L'année se termine par un numéro spécial (n°12) de quarante pages présentant la Coordination Nationale Antifasciste créée en novembre à Lyon et rassemblant des collectifs de Lyon, Toulouse (Scalp), Lille et Paris. Les initiatives de solidarité se continuent avec des campagnes pour la libération de Jean-Philippe Casabonne *« Otage français à Madrid »* ou Roberto Gemignani (militant italien menacé par une extradition). Plus de douze pages sont consacrées aux luttes de l'immigration et en particulier à l'initiative *« Mémoire fertile »*.

activités alors même qu'ils n'ont cessé d'accumuler les déboires financiers, en particulier dans le domaine de l'édition et des librairies. C'est ainsi qu'à Paris la Librairie a pris le relais d'Ogmios et a été elle-même remplacée par l'Æncre.

(<sup>9</sup>) Voir *Militer au Front* ou également

l'interview de J.-M. Le Pen à *National-Hebdo* n°563 en mai 1995.

(<sup>10</sup>) Expression «inventée» par Pascal Perrineau

(<sup>11</sup>) Jean-Marie Le Pen, *Les Français d'abord*, 1984

(<sup>12</sup>) Cf le salut de Le Pen lors du premier mai 1996 à «la longue lutte des travailleurs et des syndicats pour plus de justice, de sécurité et de liberté dans le travail.»

(<sup>13</sup>) Une étude un peu exhaustive des bulletins régionaux du FNJ suffit à s'en convaincre. Dis-moi quelles sont tes références historiques et politiques, je te dirai qui tu es (ou qui tu hais d'ailleurs...)

existe des races différentes, des ethnies différentes, des cultures différentes, je prends acte de cette diversité et de cette variété, mais

#### UN PARTI NATIONAL ET SOCIAL

Par ailleurs, le FN a manifestement décidé d'accentuer son discours rupturiste et ce pas forcément sur ce que l'on croit. Jusqu'à présent, le Front national proclamait clairement son appartenance à la droite et aux valeurs de celle-ci en s'affirmant «droite nationale et populaire»<sup>9</sup>. Il n'est pas évident que le slogan «Ni droite, ni gauche, Français !» ne soit autre chose qu'une affirmation volontariste comme le FN en a le secret. Les différents sondages de cette année consécutifs aux procès intentés par le FN à certains organes de presse pour «affirmation calomnieuse» montrent, y compris pour ses plus farouches électeurs, que le FN est un parti de droite, dès lors que la valeur fondamentale de ce courant est encore d'être le parti de l'Ordre. L'expression médiatiquement à la mode de «gaucho-lepénisme»<sup>10</sup> semble de fait assez décalée...

Par contre, le noyau dur du FN accentue manifestement son objectif de diffusion de thèmes jusqu'alors au second plan mais qui deviennent la nouvelle ligne du parti, justifiant ainsi l'analyse de Hanna Arendt sur les cercles du totalitarisme et la diffusion des idées les plus ignobles au travers de ces cercles pour atteindre la société toute entière. Il en va ainsi du thème de «l'inégalité des races», inoculé à la société toute entière grâce aux mass-media après avoir été diffusé par le passé dans la littérature du mouvement : «Il

j'établis bien sûr une distinction à la fois entre les êtres et entre les peuples ou les nations. Je ne peux pas dire que les Bantous ont les mêmes aptitudes ethnologiques que les Californiens, parce que cela est tout simplement contraire à la réalité. (...) S'il est exact que les Hommes ont droit au même respect, il est évident qu'il existe des hiérarchies, des préférences, des affinités qui vont de soi.»<sup>11</sup>

Il en va de même de l'antisémitisme, avec des attaques lors du premier mai contre «le capital anonyme et vagabond», «la minorité anonyme et conquérante», «le complot mondialiste visant à détruire les nations et les structures de l'ordre naturel», «la domination complète de toute la planète dans tous les domaines : financier, économique, commercial, juridique, voire religieux.» En comparaison, la tentative d'implantation sociale et les déclarations qu'elle suscite de la part des dirigeants du parti<sup>12</sup> ne correspondent donc pas tant à une affinité soudaine pour le progressisme social qu'à une stratégie simple et efficace de développement du parti. Ce n'est donc pas le FN qui se durcit (il n'a pas fondamentalement évolué dans ses références et sa vision du monde) mais les différents cercles qui l'entourent dans la société, de l'électeur fidèle au simple sympathisant sur le thème de «l'immigration-invasion». Ce saut qualitatif du discours se traduit par la place prise par le FNJ au sein du FN et qui serait impensable dans n'importe quel autre parti. La fascination pour cette jeunesse et le culte qu'elle entraîne depuis toujours dans ce courant politique poussent le FN à laisser le FNJ diffuser une image fasciste<sup>13</sup> du mouvement qui n'est plus vue comme un handicap puisque c'est toute une partie de l'opinion qui la porte par sa xénophobie.

Pour conclure à titre provisoire, le FN est plus que jamais un diffuseur de métastases xénophobes et autoritaires dans la société. Il n'est sans doute ni plus ni moins fascinant qu'il y a quelques années, par contre son discours a peu à peu modelé certains pans de la société au point que ses idées n'ont jamais été aussi dangereuses. C'est clair : on est bien reparti pour dix ans de luttes !!!

## Des livres pour combattre le racisme, le fascisme, la xénophobie.

### LIBERTAIRES ET "ULTRA GAUCHE" CONTRE LE NÉGATIONNISME - Collectif.

Préface de Gilles Perrault. Comme nous l'avons dit à plusieurs reprises, la nécessité de la lutte contre le négationnisme ne se pose pas, elle s'impose. Et notre volonté de participer à la clarification du problème posé par l'existence d'un courant négationniste dit "ultra-gauche" s'inscrit dans cette perspective. Le texte de François-Georges Lavacquerie, comme le bilan critique de leur expérience au sein de l'ultra gauche mené par Serge Quadrupani et Gilles Dauvé, nous paraissent être des contributions importantes à cette réflexion et au combat contre le négationnisme. Prix 45 F

**L'EUROPE EN CHEMISE BRUNE** - La résurgence dans toute l'Europe d'une extrême-droite active et revancharde a de quoi faire frissonner ceux qui ont connu le nazisme ou le régime de Pétain/Laval dans les deux zones de la France de la «Révolution Nationale». Les témoins du franquisme ou du salazarisme ceux qui ont connu le régime des colonels grecs, ne peuvent rester insensibles devant le retour en force des vieux démons et des crapules fascistes. 35F

**SANS-PAPIERS : CHRONIQUES D'UN MOUVEMENT** - *Sans-Papiers : chroniques d'un Mouvement*, fait le tour de France des luttes de sans-papiers en 1996-début 97, et rappelle les prin-

cipales actions menées à Paris et en Banlieue (*La Ballade des sans-papiers* de Saint-Ambroise à Saint-Bernard; Saint-Hippolyte; le 3ème collectif; Des Papiers pour tous; Colombes-Nanterre; Versailles...), ainsi qu'en régions (Morlaix-Bégard-Nantes en Bretagne; Tours; Lille; Nîmes; Toulouse...). Les critiques et analyses des luttes interrogent en particulier les différents points de vue prônant l'autonomie, une régularisation globale, l'extension du mouvement à toute l'immigration et au mouvement social d'ensemble, en France, en Europe et dans le monde. **Sans-Papiers : chroniques d'un Mouvement**, a été réalisé par REFLEX et l'agence IM'média. Livre de 128 pages - 50 F.

**ORDRE MONDIAL ET FASCISME LOCAL** - Ce livre de R. Berthier permet de mieux comprendre les fondements et les enjeux du renouveau des idéologies nationalistes et fascistes en analysant un conflit dont nombre d'éléments laissent à penser que le plan de paix en vigueur ne signifie pas, loin de là, la fin des hostilités... **Co-édition Monde Libertaire/Reflex/ACL - 70 F**

**RAPPORT 97 : "RACISME, EXTREME DROITE ET ANTISEMITISME EN EUROPE"** Ce troisième rapport du CRIDA (Centre de recherche, d'information et de documentation antiraciste) présente pays par pays, l'état du racisme, de l'antisémitisme et des activités de l'extrême droite

en Europe et propose quelques réflexions transversales «Régionalisme et extrême droite - Forteresse Europe - Nouvelle droite en Suisse». Ses auteurs sont universitaires, journalistes et militants associatifs dans les pays concernés. Indispensable pour tout militant antifasciste... 288 pages - 49 F -

**CINÉMA ET GUERRE D'ESPAGNE - Matéo Moral.** Quelle est la place de la guerre d'Espagne dans le cinéma d'hier et d'aujourd'hui ? Cet essai analyse la représentation du conflit espagnol dans les productions cinématographiques hollywoodiennes et européennes de *Mourir à Madrid à Land and Freedom*, de *Pour qui sonne le glas* à *Blocus de L'espoir à Libertarias*. 15 F

**PAS DE JUSTICE, PAS DE PAIX !** Cesare Battisti, Eric Bentolila, Michel Chevron, Erica Della Rosa, Robert Deleuse, Gérard Delteil, Alexandre Dumas, Pierre Filoche, Jimmy Gladiator, Thierry Jonquet, Jean-Jacques Languetif, Roger Martin, Pierre-Alain Mesplède, Jean-Bernard Pouy, Serge Quadrupani, Jean-Jacques Reboux.

Seize nouvelles, qui parlent de la misère sociale, des flics, des injustices, des oppressions ordinaires... mais aussi des grèves, des révoltes solitaires et collectives, de l'espoir. Seize nouvelles pour dire que la littérature noire, même policière ne sera jamais celle de la police. - 49 F.

**Libertaire, égalitaire, solidaire**

EDITIONS REFLEX

**Le principal financier du Front national reste l'Etat, avec presque 50% des recettes du FN. Sans l'aide publique le FN ne pourrait pas continuer à se développer. Ironie de l'histoire, c'est la démocratie qui finance un parti fondamentalement anti-démocratique.**

**L**E LIVRE de Guy Konopnicki *Les filières noires* tentait de déterminer quelles étaient les sources de financement du Front national. Diverses pistes étaient évoquées notamment en Afrique et au Moyen-Orient. Si pour certaines d'entre elles, l'information s'est avérée intéressante et inédite, comme par exemple l'aide d'une banque saoudienne au quotidien de Bruno Mégret *Le Français*, l'ensemble n'a pas débouché sur de grosses révélations. Il reste que les finances du FN restent toujours aussi opaques et qu'il est difficile de connaître son mode de financement. Pourtant depuis 1993 tous les partis politiques se présentant aux élections sont tenus par la loi de publier leurs comptes, ainsi que la liste des dons d'entreprises. La publication des comptes de 1994 ne nous apprend que peu de choses (voir *Réflexes* n°47). Néanmoins ils nous permettent de tirer quelques indications intéressantes sur l'état du Front national et même de soulever une piste financière inédite à ce jour.

#### DES TENDANCES LOURDES

Les recettes du Front national ont peu varié entre 1993 et 1996 ; respectivement 72 millions et 75 millions. Si on regarde d'un peu plus près on s'aperçoit que la tendance est même à la baisse.

Ainsi on s'aperçoit qu'en 1994, le poste cotisation des adhérents a diminué de 2,5 millions par rapport à 1993. Si on pose la cotisation de base à 200 frs, cela signifierait qu'entre 1993 et 1994 le FN aurait perdu près de 12 000 adhérents. Il faut bien sûr relativiser ces chiffres, le FN comme tous les autres partis ayant tendance à gonfler le chiffre de ses adhérents. Néanmoins on peut expliquer cette différence par le fait que pour beaucoup de gens l'adhésion au FN reste ponctuelle : on prend sa carte une année, puis on ne la renouvelle pas. Le FN reste un parti passoire qui a du mal à fidéliser ses adhérents. Par contre, ceux qui restent forment une base très solide de purs et durs. Le FN est donc définitivement ancré dans la vie politique et il ne disparaîtra pas du jour au lendemain. Au contraire, sa stratégie actuelle n'en est que plus préoccupante : formation de responsables et encadrement de toutes les catégories sociales au moyen de cercles ou de syndicats frontistes de manière à toucher de nouveaux publics et à ramener vers lui des gens qui peuvent voter FN un jour sans

# Le POIGNON du Front



donner suite après. Cela signifie que le FN n'a pas fait encore le plein de toutes ses voix et qu'il entend bien transformer sympathisants et électeurs en militants.

Le poste cotisation des élus connaît lui aussi une baisse de l'ordre de 900 000 frs. Il est clair que sans députés, le FN a du mal à pouvoir vivre de manière autonome d'un point de vue financier, d'autant plus que les dons d'entreprises et de particuliers suivent la même courbe. En fait, le principal financeur du Front national reste l'Etat avec 36 millions de francs en 1994 ce qui représente presque 50% des recettes du FN soit 10% de plus qu'en 1993. Sans l'aide publique le FN ne pourrait pas continuer à se développer. Ironie de l'histoire, c'est la démocratie qui finance un parti fondamentalement anti-démocratique. Ce la veut dire aussi que le Front national vit à crédit, il emprunte de l'argent en spéculant sur les résultats électoraux. Si jamais le

pronostic s'avère faux, le FN risque alors de connaître de gros problèmes financiers (comme dans le cas de la Fédération des Bouches du Rhône il y a quelques années). D'où la nécessité de trouver d'autres sources de financements que celle de l'Etat, des entreprises et des particuliers.

#### LE GRAND KAPITAL SUR LA RÉSERVE...

Les fonds en provenance des entreprises n'atteignent pas des sommes extraordinaires, car les grosses entreprises qui financent traditionnellement les partis politiques (bâtiment et travaux publics, secteur des eaux...) ne souhaitent pas voir leur nom accolé à celui du FN, par peur de perdre d'autres marchés. Quant à celles qui font des dons, ce sont généralement des petites entreprises installées localement ou bien dirigées par des militants du FN. La liste des dons des personnes morales publiés en 1994 vient confirmer cette analyse.

En 1994 le FN a perdu son principal bailleur de fond la Compagnie des Bateaux Mouches dirigée par Jean Bruel (voir *Réflexes* n°47) qui a préféré un rival plus présentable, le vicomte de Villiers et son Mouvement pour la France auquel il a versé 300 000 frs. Peut être que la mauvaise publicité occasionnée par son don de 250 000 frs au Front national en 1993 l'a fait réfléchir. Un autre financier habituel du Front et de ses candidats (voir *Réflexes* n°45) les laboratoires pharmaceutiques Beaujour a disparu. Ils ont eux aussi préféré changer de monture et choisir le RPR en lui octroyant un don de 100 000 frs. Seul



Plastique Omnium reste fidèle au FN, doublant même sa contribution au parti de Jean Marie Le Pen, en la faisant passer de 50 000 à 100 000 frs. À titre de comparaison Plastic Omnium a versé en 1994, 30 000 frs au RPR, 112 000 frs au PS, 50 000 au PC et 30 000 frs au Parti Républicain. Le FN est en passe de devenir pour cette société un partenaire comme les autres d'autant plus que le FN est à la tête de quatre maries et qu'un de ses anciens responsables Jacques Peyrat dirige celle de Nice. Plastic Omnium spécialisée dans le mobilier urbain (les poubelles entre autres) et le chauffage collectif vit de ses contrats avec les collectivités locales. Autres aficionados du FN, la Sarl SMP Joly et la SA Sarca Intermarché. Plus militants le Comité de soutien aux libertés, la SA Jean Paul Jamet - la famille Jamet comprend Alain Jamet responsable du FN dans l'Hérault - ou encore l'association « Rilleux fait Front ». Quelques nouveaux apparaissent comme la Sarl GG Conseil. On ne se bouscule pas pour financer le Front et encore moins pour voir son nom apparaître publiquement. D'où la nécessité de trouver d'autres filières de financement, plus opaques voire détournés.

#### DES PARTIS FANTÔMES

Le FN a reçu, outre les dons de société et de personnes physiques, un don de 60 000 frs provenant d'un petit parti politique jusqu'alors inconnu : le Rassemblement des Démocrates Républicains de Progrès (RDRP). Celui-ci est domicilié en Seine-et-Marne et dirigé par un certain Jacques Prost. Ce parti apparaît pour la première fois en mars 1993 à la faveur des législatives, il présente 69 candidats qui obtiendront 47 000 voix. Mais bizarrement ce n'est pas sous le signe du RDRP qu'ils vont se présenter mais sous celui de Génération Verte. À l'époque l'écologie est à la mode et les divisions du mouvement écologiste ont fait éclater celui-ci en plusieurs organisations : les Verts, Génération écologie, l'Alliance pour l'écologie et la démocratie... Certains ont joué sur la confusion des sigles et la sympathie pour

l'écologie en général et vont récolter quelques milliers de voix, et beaucoup d'argent (sous la forme de remboursement des frais de campagne et d'une subvention proportionnelle au nombre de voix obtenus). En 1997 cette subvention est de 11,32 frs par voix pendant cinq ans. À ce petit jeu c'est un avocat marseillais Bernard Manovelli qui décroche le gros lot en présentant 551 candidats, choisis parfois sans leur consentement sur des listes de donateurs de la Société protectrice des animaux (SPA), sous l'étiquette des Nouveaux écologistes et sous celle du Rassemblement nature et animaux. L'État lui verse 3 millions pour l'aide budgétaire publique plus deux millions en 1994.

Génération Verte ou plus exactement le RDRP, lui, se contentera plus modestement de 460 000 frs en 1993 et 580 000 en 1994 soit un total de plus de un million de francs, ce qui n'est pas négligeable. En poursuivant notre enquête, nous découvrons que les militants de Génération verte appartiennent dans leur grande majorité à la tendance vert de gauche. Ainsi Roger Johnstone candidat RDRP Génération Verte dans le VII<sup>e</sup> à Paris. En 1989 il est alors candidat aux Européennes sur la liste du Front national en quatorzième position. À Rosny-sous-Bois, Génération Verte présente une certaine Jacqueline Lambert. En fait cette dernière se présente sous son nom de jeune fille, elle s'appelle en réalité Jacqueline Lambert Pancrazi et se retrouve bien loin de chez elle, puisqu'elle habite Marseille où elle occupe le poste de secrétaire de section du Front national des VIII<sup>e</sup> et IX<sup>e</sup> arrondissement. Son mari Claude Pancrazi est lui aussi candidat de Génération verte mais à Compiègne. Lui, A Brié-Comte Robert, c'est Marie Odile Rate qui se présente, là aussi elle s'est exilée puisqu'elle est marseillaise et membre du FN, c'est la responsable de la section du 3<sup>e</sup> secteur dont elle sera la tête de liste aux municipales de mars 1995. Dans la 6<sup>e</sup> circonscription du Val d'Oise on trouvait comme candidat Franck Londouch. Ce dernier est le photographe officiel du Front national. Il sera

#### LE FINANCEMENT DU FRONT NATIONAL

POSTES	1993	1994
Cotisation adhérents	10 700 000	8 145 000
Cotisation élus	5 500 000	4 680 000
Financement public	29 000 000	36 400 000
Dons personnes physiques	13 000 000	11 000 000
Dons personnes morales	470 000	370 000
Dons partis politiques	-	60 000
Manifestation colloques	6 600 000	6 800 000
Produits d'exploitation	-	1 960 000
Autres produits	4 890 000	2 300 000
Produits financiers	945 000	2 650 000
Amortissement	1 000 000	500 000
<b>Total</b>	<b>72 000 000</b>	<b>74 800 000</b>

SOURCE JOURNAL OFFICIEL

#### LISTE DES DONNS DES PERSONNES MORALES

1993		1994	
Cie Bateaux mouches	250 000	Plastique Omnium	100 000
Plastique Omnium	30 000	Sarl GG Conseil	67 000
Sarl SMP Joly	440 000	Com. sout. aux Libertés	35 000
SA National Hérodote	22 000	Sarl SMP Joly	87 000
AC SRN 92	25 000	SA Jean Paul Jamet	33 000
AC SES	15 000	Ets Blanck SA	20 000
SA Sarca Intermarché	18 000	SOIB	12 000
SCI Ray Expansion	20 000	Gérard Paguez	10 000
SNFI	15 000	Marcel Bouvier	8 000
France LI XXXX	17 000	SA Sarca Intermarché	8 500
		Rilleux Fait Front	8 000

SOURCE JOURNAL OFFICIEL

interpelle en train d'éconler de faux billet de 200 frs à Disneyland. On va se méfier l'anti-américanisme du Front ! Enfin pour finir Jacques Prost, le président du RDRP, est membre du FN depuis 1985 et le président du Cercle National des Automobileistes et de la Route. Plusieurs membres de sa famille étaient candidats sur la liste du RDRP. On pourrait continuer cette énumération longtemps, car en fait la plupart des candidats présentés par Génération Verte et le RDRP sont membres ou proches du FN.

#### UNE SUCCURSALE DU FN ?

En tout cas, outre le fait de présenter plusieurs militants frontistes, il n'hésite pas à faire au FN des dons financiers. En 1993 le RDRP va donner 20 000 frs à la fédération FN de Seine et Marne. En 1994, c'est au FN que le RDRP va verser 60 000 frs.

Un autre don singulier est celui de 30 000 frs à l'association Saint Louis. Cette dernière est en fait une emanation du Front national, elle gère depuis 1996 une SCI Saint Louis qui est devenue la propriétaire du Château de Neuville-Barangeon, siège du Cercle National des Combattants, un cercle dirigé par Roger Helleindre, l'un des plus vieux cadres du Front national. Ce château accueille entre autres l'Université d'été du Front National de la Jeunesse. Pour qui roule ce drôle de Rassemblement des Démocrates Républicains de Progrès qui n'a eu aucune activité politique autre que celle de se présenter aux législatives de mars 1993 ?

Un élément de réponse intéressant nous est fourni par l'adresse de Génération Verte, il correspond au siège parisien de la secte Moon. Or Roger Johanne, candidat du FN aux européennes de 1989, puis candidat du RDRP Génération Verte a été présenté dans les médias comme un très proche de la secte. D'autre part, les liens entre le Front national et la secte Moon ont depuis longtemps entravés la chronique (voir entre autres le livre de Jean François Boyer, *L'Empire Moon*, aux éditions la Découverte).

Comme on le voit, le Front national qui brandit haut et fort la préférence nationale n'est pas sectaire en ce qui concerne son mode de financement. Très dépendant de l'Etat, il reste fragile. Mais la prise de plusieurs ministères lui permet d'avoir accès à d'autres formes de financements liées aux marchés publics. Un bon moyen pour caser professionnellement des militants mais aussi pour prendre sa dime sur les fournisseurs du type Plastic Omnium. Nul doute que si le Front obtient quelques sièges de députés, le monde des affaires reconsidérera sa position vis-à-vis de Jean Marie Le Pen.

## 1988

L'antifascisme prend de plus en plus de place dans *Reflexes* : quatre Unos sur sept sont consacrées à Le Pen et il ouvre quasi systématiquement le journal. Interview d'un Redskin, de collectifs Scalp Bordeaux et Nantes, Lille, Reims, textes d'analyses comme celui d'Alain Bihl (eh oui !) dans le numéro 18 de septembre 1988, « Derrière le vote Le Pen, le remodelage des rapports de classe », ou sur « l'implantation du Front national chez les dockers Marseillais » (n° 14 mars 1988) mais aussi comptes rendus des nombreuses initiatives antifascistes locales, nationales ou européennes (Congrès antifasciste, antiraciste et antisexiste de Berlin). Les skins (que l'on n'appelait pas encore en politiquement correct boneheads) font leur apparition sous la rubrique « Skinhead (aid) : offrez leur un cerveau ! ». Les luttes des jeunes issus de l'immigration sont aussi très présentes ainsi que les luttes de libération nationale (que l'on appelait pas encore en po « résistances identitaires »), Kanaky, Corse et Pays Basque. La police tient bien la corde en particulier dans le numéro de juin 1988 avec l'Affaire Black War, une opération policière visant à criminaliser le mouvement radical qu'il soit politique ou musical. Un deuxième septennat mitterrandien ne bouleverse pas d'allégresse la rédaction de *Reflexes* : « La victoire de Mitterrand a réjouit les immigrés d'après *Liberation*. Pour les Kanaks, elle signifiait au moins une pose (sic) dans l'engrenage de la guerre coloniale entreprise par Pons. Et pourtant ! Mitterrand dans le débat avec Chirac a été on ne peut plus clair : il n'y aura pas de changement dans la politique menée vis à vis de l'immigration et en ce qui concerne l'affaire d'Ouvéa, lui-même a donné son accord pour la prise d'assaut, même s'il avait demandé comme lors de l'assassinat d'Éloi Machoro que cela se fasse avec le moins de morts possible... Mitterrand a dit qu'il était en accord avec les lois Pasqua, même s'il voulait revenir sur certaines dispositions... »

## 1989

L'année démarre sur une campagne pour la libération de Pantxoa, guitariste du groupe KGB, condamné à quatre ans de prison pour avoir jeté deux cocktails molotov sur les volets d'un policier responsable de l'assassinat de son ami Luis, chanteur du même groupe, et qui passe son deuxième Noël en prison. Les lignes de force du journal varient peu : antifascisme qui garnit souvent les premières pages, luttes de libération nationale, lutte contre l'immigration et antiaméricanisme. À noter une ouverture de plus grande ampleur

perspectives européennes, à propos de l'extrême droite mais pas seulement puisqu'on trouve de nombreux articles sur la question de l'asile. Un numéro spécial est consacré à l'Europe : « Pour une Europe ouverte et solidaire. Contre une Europe de l'exclusion du racisme et du fascisme ». « Cette Europe en construction, si elle ne fera pas disparaître les États nationaux entraînera néanmoins un certain nombre de modifications dans notre vie quotidienne, en terme de droit et de liberté. En effet, l'Europe en préparation est celle du contrôle social et de la répression. Au centre de ce processus se trouve la question de l'harmonisation des législations entre les différents États liée à la question de la disparition des barrières douanières et, plus largement, des frontières. Or cette harmonisation se prépare dans un climat social globalement désastreux : crise économique, développement de la précarisation, restructuration, chômage... Ces facteurs sociaux se répercutent politiquement par une montée généralisée de l'extrême droite au niveau européen, et plus largement par une dérive droitière de toutes les formations politiques » (Ouf!!). Ce numéro débute par le récit de l'expédition de la délégation de *Reflexes* au congrès antifasciste de Berlin : « Vous prenez cinq militant de *Reflex* (ce qui donne deux chevelus, un rasé, un créteux et une caution présentable) que vous mettez dans une voiture convenable (...) Vous choisissez un itinéraire vous permettant de passer un maximum de postes frontaliers, afin de tester au mieux l'homogénéisation des coutumes douanières (...) Après avoir parcouru deux mille kilomètres et surtout passé près de huit heures aux seuls postes frontières, vous avez enfin constaté que les sondages (des voitures aux frontières NdLR) sont à la mode et l'approfondissement systématique aussi. Vous en êtes presque à souhaiter que l'harmonisation des législations fasse que la prochaine fois, les premiers qui fouillent vous donnent un bon de passage à remettre au poste suivant... » N'ayant peur de rien, REFLEX et le Scalp Paris organisent une manifestation le 22 avril « Pour une journée européenne antifasciste, antiraciste et antisexiste », manifestation qui rassemblera Place de l'Europe, à 5 minutes du siège du Front national quelques deux cents personnes. L'autre campagne qui mobilisera une grande partie des Scalp en France sera la tournée Gerónimo à laquelle participeront entre autres Lud Thénardier, Dirty District, NCI, Brigades, Washington Dead's Cats, les Kamieners du Suicide... On trouve tout cours des enquêtes sur le PNFF, les skins, le PPIF

# Zik & Zina

## quand la musique fait boum

**Carpentras, Toulon, rien de commun à priori si ce n'est la profanation de tombes dans un cimetière. D'un côté une bande de skins, de l'autre des garçons et des filles adeptes d'un culte à Satan. Et pourtant entre les deux affaires, il existe plus de points communs qu'on ne pourrait croire.**

**À** LA FIN des années 1970 l'extrême droite a compris la nécessité d'investir le champ culturel et notamment le terrain musical. Celui-ci, et le rock en particulier, sont perçus comme un vecteur capable de porter plus facilement le message politique de ces groupes notamment en direction de la jeunesse.

Pendant longtemps une telle stratégie va rester cantonnée dans un ghetto, principalement celui de la scène skinhead. Mais depuis quelques années s'est amorcée une nouvelle évolution : outre les groupes issus de la scène skinhead, on trouve dorénavant des formations qui représentent des genres musicaux nouveaux : le Black Metal, la musique industrielle et le Hard Rock...

Il faut aussi ajouter que ce renouveau musical s'est accompagné de la création de véritables réseaux visant exclusivement à reprendre les idées nationalistes par l'organisation de concerts, la publication de bulletins d'infos mêlant rubriques musicales et politiques, la production de disques, la diffusion de tee-shirts, K7 vidéo...

De nouvelles alliances se forment en vue de diffuser plus largement leur programme. C'est ainsi qu'aujourd'hui se côtoient et collaborent ensemble des skinheads nationaux-socialistes, des adeptes du satanisme et des partisans des anciennes traditions païennes.

### TOUT D'ABORD UN PETIT HISTORIQUE

Le rock et ses dérivés ont toujours dégagé une odeur de souffre. Pour les plus vieux, citons pour mémoire *Sympathie for the Devil* des Rolling Stone, ainsi que les rumeurs malveillantes sur Led Zeppelin et Deep Purple. Avec l'apparition de Black

Sabbat commence à se développer un style aux références plus marquées. Mais c'est en 1979 que va apparaître le groupe qui va donner son nom à ce nouveau style de rock, il s'agit de Venom avec son deuxième album intitulé *Black Metal*. Celui-ci va influencer toute une nouvelle scène qui pointe dans le Nord de l'Europe et surtout en Scandinavie. Le style mêle à la fois maquillage provocant, pseudonymes ronflants, références à Lovecraft, Aleister Crowley, pratiques sataniques... Le style va connaître son apogée en 1991 avec le suicide de la formation phare de l'époque, Mayhem. Ce suicide va faire basculer la scène Black Metal norvégienne dans le fait divers. C'est ainsi que va se développer une organisation pseudo-terroriste intitulée Black Metal Mafia. Apparemment sous l'impulsion des membres du groupe norvégien Darkthrone, qui s'était fait remarquer par ses communiqués antisémites : « *Toute personne se permettant de critiquer notre disque sera considérée comme ayant une attitude de Juif* ». Ce délire va culminer en 1992 et 1993 avec l'arrestation de la quasi intégralité des membres d'Emperor, un autre groupe norvégien, pour des incendies criminels d'églises, vol et meurtre, homicide volontaire sur un homosexuel.

Est aussi arrêté Christian «Vag» Vikernes, 20 ans, alias Count Grishmqqkh, leader du groupe Burzum pour meurtre et incendie d'une église. Condamné à 21 ans de prison, celui-ci est devenu une sorte de héros pour la scène Black Metal du monde entier. Ses déclarations sont souvent reproduites dans les fanzines des adeptes de ce genre musical. Elles dévoilent la vision politique du person-

nage et d'une certaine partie de musiciens et des fans de Black Métal : « *Je suis nationaliste. Mon but est de glorifier le royaume de Norvège. Nous avons la peau blanche, les yeux bleus, les cheveux blonds, nous sommes des demi-dieux. Les autres n'ont pas de place ici* » ; « *Je soutiens toutes les dictatures : Staline, Hitler, Ceaucescu...* » ; « *Je hais la paix et j'aime "enculer" les gens stupides qui marchent autour et s'aiment entre eux. Nous faisons la guerre* » ; « *Il n'y a pas de meilleure chose dans l'esprit que la violence. Juste marcher dans la rue et frapper un garçon c'est stimulant.* » En prison il s'est attaqué à la lecture de *Mein Kampf* et possède même un fan club en France.

### EN FRANCE

En effet, la scène Black Metal s'est développée au début des années 1990 en France, avec l'éclosion de plusieurs groupes et de divers fanzines liés à ce mouvement. En mars 1995 paraît le premier numéro d'un nouveau zine intitulé *Deo Occidi* (Dieu est mort). Il est l'oeuvre d'un certain Rudy Potyralla. Pour celui-ci *Deo Occidi* n'est pas un nouveau fanzine de Black Metal, comme il s'en créait chaque année. Il se veut avant tout anti-chrétien et veut surtout former politiquement le public du Black Metal. Dès le deuxième numéro, paru en juillet 1995. Potyralla précise un peu ses idées :

« *Jésus est en train de mourir, la guerre raciale est en train de commencer. Encourager le combat racial/nationaliste contre le «Gouvernement d'Occupation Zoniste» (ZOG), le communisme, les musulmans et les ordures de drogués et les homosexuels.* » Le numéro 3 parut à l'automne 1995 annonce clairement la couleur :

« *Deo Occidi n°2 a eu un grand succès et vous a informé qu'il existait une nouvelle génération de nationaux socialistes dans toute l'Europe et en France. Aussi nous avons décidé de créer une organisation de groupes de Black Metal qui approuvent notre idéologie.* » Le zine mêle interviews de groupes français et étrangers et articles sur le

satanisme, la torture, Lovecraft... Au fil des numéros vont apparaître des articles sur la Waffen SS, l'antisémitisme marquant notamment l'orientation de la revue. Une vision politique qui semble partagée par nombre de groupes français comme le prouvent ces extraits d'interviews.

Ainsi Osculum, un groupe de Montreuil qui à la question : « Êtes-vous intéressés par le nationalisme ? » répond : « Intéressés ? Nous sommes nationalistes français et fiers de l'être. La guerre en France est proche ».

— « Que pensez-vous des Juifs, des musulmans ? »

— Nous les aimons... quand ils sont morts. Nous avons une totale répugnance pour les musulmans, ce n'est pas une race, c'est de la merde ».

Articulo Mortis de l'Isle-sur-Sorgues dans le Vaucluse :

— « Quel serait le monde parfait pour vous ? »

— Le monde parfait serait un monde sans chrétiens et autres inférieurs comme les arabes et les nègres.

- Êtes-vous intéressés par le nationalisme ?

- Nous sommes très nationalistes et racistes. nous aimons les arabes surtout quand ils ne savent pas nager ».

Dark Sanctuary de Paris :

— « Que pensez-vous des essais nucléaires sur Mururoa, les approuvez-vous ? »

- Je suis contre les essais nucléaires à Mururoa. C'est un endroit superbe et cela coûte beaucoup d'argent. Ne testons plus la bombe sur des poissons. Testons là sur Alger ou sur Israël ».

Lord, un groupe du Nord de la France :

— « J'ai vu que certains groupes français de BM (Black Metal) sont racistes. Comment expliquez-vous cela et quel est votre point de vue ? »

#### « GLOIRE AU POUVOIR BLANC »

— Si certains groupes ne sont pas racistes, c'est qu'ils ne connaissent pas vraiment les arabes et les Nègres. Il est temps maintenant de détruire ces races. Gloire au pouvoir blanc. Guerre contre les musulmans ! »

Prophecy, de Blois :

— « Parlons un peu de la France : je pense que nous sommes sur la bonne voie : 15% pour le FN aux présidentielles, un président de droite, les essais nucléaires, qu'en pensez-vous ? »

— Nous sommes sur la bonne voie avec le FN. Les gens ont finalement réagi face à la menace de l'immigration, le règne de l'insécurité, etc, imposé par ces primitifs qui souillent notre sol. Il est temps de se battre contre ça. Sur la mafia juive, ils contrôlent beaucoup de choses (média, économie, politique...), mais en ce moment en France personne ne bouge ou ne réagit contre cela, par

peur d'être néo-nazis ! Battons-nous contre cette vermine, donnons-leur un vrai holo-causte cette fois... Nous devons sauver la race blanche contre les hordes de bâtards primitifs. Nous devons instituer la terreur, nous devons instituer un ordre nouveau ».

Étienne Van Acker, l'un des membres du groupe, écrira une apologie des Waffen SS dans le numéro 3 de *Deo Occidi*.

Cette scène semble surtout s'être développée dans le Sud de la France et plus particulièrement dans la région de Toulon. C'est ainsi que dans le numéro 2 de *Deo Occidi* on peut lire l'interview d'un groupe de Toulon Blessed in Sin :

— « Actuellement votre ville est dirigé par le FN, que pensez-vous de cela ? Pensez-vous que la vie dans votre ville est meilleure avec ces nouveaux dirigeants, êtes-vous intéressés par la politique ? »

#### « J'AI VOTÉ FRONT NATIONAL »

— J'espère que la vie sera meilleure, c'est pourquoi j'ai voté FN. Ce sont des enclaves de chrétiens mais ce sont les plus extrémistes en politique, ici, en France et j'espère qu'ils feront quelque chose contre l'immigration. Je hais les gens mais les pires, ce sont les arabes et les négros qui sont beaucoup trop dans nos rues. Comme avec tous les chrétiens, les juifs et les musulmans, il faut brûler toute cette merde, tous les gazer, pas de pitié pour les inférieurs.

— Comment voyez-vous le futur de la scène Black Metal en France ?

— Pour être un vrai groupe de BM, vous devez être contre les fausses religions et encourager notre guerre. Ceux qui n'aiment pas brûler les églises, profaner des cimetières n'ont rien à faire dans notre scène. »

Dans *Deo Occidi* numéro 3, c'est au tour d'un autre groupe de Toulon, Funeral, d'être interviewé :

— « Pensez-vous que les idées sont plus importantes que la musique pour un groupe de BM ? »

— J'ai créé Funeral seulement pour exprimer mes idées qui sont basées sur le génocide de la race humaine, la destruction des religions juive, chrétienne, musulmane, la pureté et la suprématie de la vraie race aryenne. Nous sommes les successeurs des SS. Nous allons finir le travail qu'ils ont commencé pour protéger notre sang et notre honneur ».

L'interview est illustrée par la photo de deux adeptes de BM au pied d'une tombe, maquillés et porteurs, pour l'un, d'un brassard à croix gammée. Des paroles, il semble que l'on soit très vite passé aux actes. Début juin une tombe est profanée dans le cimetière de Toulon, un crucifix est planté à l'envers dans un cadre embaumé tiré de sa tombe. Très vite la police arrête les auteurs

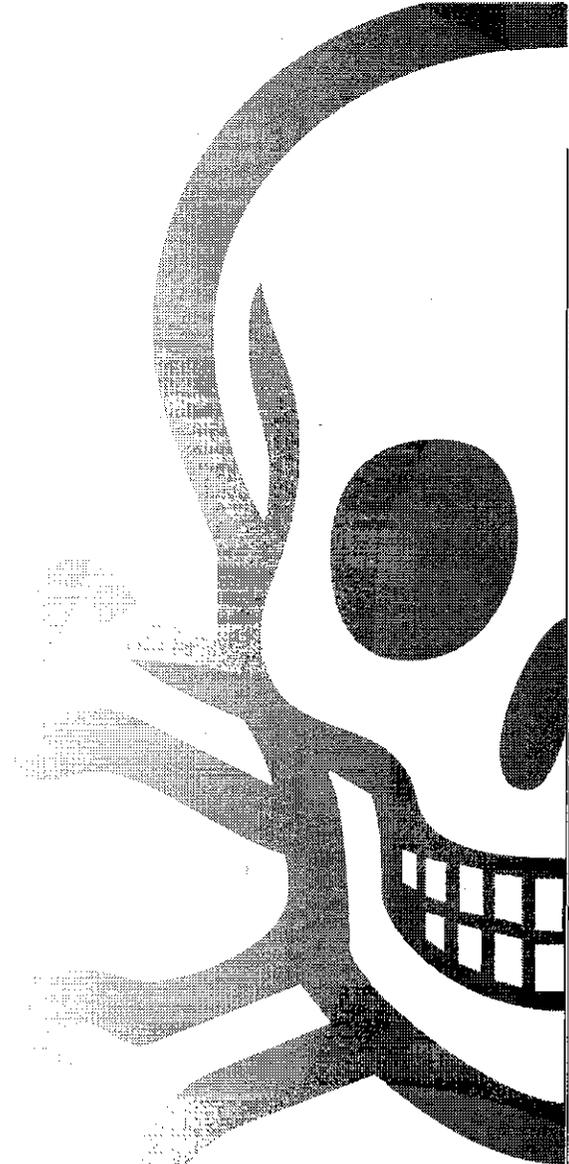
de la profanation, deux garçons et deux filles. Les deux garçons sont Antony Mignoni, membre du groupe Funeral, l'autre est Christophe Magnoni, membre du groupe Blessed in Sin.

L'orientation politique de *Deo Occidi* semble s'être accentuée, depuis ce celui-ci a établi des liens étroits de collaboration avec une vieille connaissance, Hervé Guttuso, et les Charlemagne Hammer Skins<sup>2</sup>. Guttuso, suite à des problèmes avec la justice pour ses écrits dans sa revue *Terreur d'Élite*, a dû arrêter la publication de celle-ci et fermer sa boîte de distribution « 88 Diffusion ». Ayant quitté Marseille, il se réfugie un temps à Paris chez un militant du PNFE, Pascal Biaux, avant de partir en Angleterre chez ses copains de C18. Avec leur appui, il a relancé le CHS, tout d'abord en diffusant deux nouvelles publications *14 mots* « Bulletin de liaison des authentiques aryens révolutionnaires » et *Wotan*, « bulletin d'infos

(<sup>1</sup>) Tiré de *Rage* n°9.

(<sup>2</sup>) Voir *Reflexes* n°47.

(<sup>3</sup>) David Lane est le responsable du groupe terroriste néo-nazi américain *The Order*. Démantelé par le FBI, il est le modèle pour beaucoup de supémacistes blancs, de milices et pour C18.





des CHS ». Ces deux revues avaient d'abord élu domicile aux États-Unis chez 14 Words Press, une boîte de diffusion tenue par Katya Lane, la femme de David Lane<sup>3</sup>. Mais s'étant rendu compte du côté un peu délirant du personnage, ses amis américains ont demandé à Guttuso d'aller se faire voir ailleurs. Du coup les nouvelles publications du CHS sont domiciliées en Angleterre à la boîte postale de C18. Les CHS ont aussi ouvert un site sur Internet qui change souvent d'emplacement. La presse du CHS présente les obsessions de Guttuso et de ses petits camarades : ZOG (le fameux gouvernement d'occupation sioniste), des conseils sur la fabrication d'armes, des textes de militants américains, des conseils juridiques mais aussi les descentes en flammes de certaines personnalités de la scène skin, en particulier du PNFE, et son ancien camarade Greg Reemers, un skin du Havre responsable du zine Viking.

#### L'ORDRE NOIR

En froid avec une bonne partie des skins français, les CHS cherchent de nouveaux liens avec la scène Black Metal. C'est ainsi qu'on peut lire un article de présentation des CHS dans *Deo Occidi*, qui renvoient l'ascenseur en présentant cette revue dans *14 Mots*. Dans celle-ci, la personne interrogée présente une organisation dont il est aussi membre, Black Order, qui se veut une organisation sataniste internationale dont le siège se trouve en Nouvelle Zélande, avec un relais en Angleterre pour l'Europe : « *Black Order fait la promotion des racines occultes à travers ses religions (comme l'Odinisme) ou sa philosophie (Nietzsche en particulier) tout comme sa politique (nous sommes tous nazis), rétablit le côté sombre et naturel de l'Homme et cherche à établir une culture politique qui sied à l'homme blanc* » ; « *Notre but est aussi une société blanche dominant culturellement et scientifiquement le monde civilisé régnant sur les races inférieures. Nos moyens sont les mêmes que*

*ceux des Juifs, le noyautage ! C'est-à-dire imposer une contre-culture. Nous gagnons beaucoup de supporters par notre action idéologique. Il faut ensuite les faire passer de l'état de combattants anti-chrétiens à celui de combattants politiques raciaux. À travers mon fanzine Deo Occidi, je démonte le mensonge chrétien, la manipulation des esprits et la grande machination juive, il est logique que l'étape suivante soit le national socialisme... Pour le moment je juge plus utile de parfaire l'éducation des Blacks Metals fans, de les introduire dans les milieux NS afin qu'ils y apprennent le plus de choses possibles. Eux-mêmes logiquement s'engageront par la suite dans la lutte au niveau individuel. Notre association (action indépendante du Black Order) supervise, regroupe les groupes satanistes NS. Nous avons créé une charte que nous leur imposons tel un code d'honneur, nous développons les liens entre gens sirs... »*

L'emblème du Black Order est une svastika à l'intérieur d'un cercle formé par un serpent qui se mord la queue. Il existe une section du Black Order en France, dirigé par Sacha Titeux de Reims. C'est un ancien skin qui au début des années 1990 diffusait un zine intitulé *Sang et Honneur*. Les rédacteurs de *Deo Occidi* ont créé une association basée à Rouen et intitulé AMMSG (Ad Majorem Sata-nae Gloria). Celle-ci distribue et produit les disques et démos des groupes français de Black Metal national socialiste. Une de leur première production est celle d'Osculum et de Funeral. Une compilation d'autres groupes est en préparation. À la même adresse qu'AMMSG, on trouve une association intitulée SD 88 qui diffuse toute une série de zines skinheads comme ceux de Guttuso, *Resistance*, *Gestapo*, *White Spirit* fait par Philippe Bourdon de Bethune, *Pitbul* de Alex Billochon...

La charte à laquelle les groupes de Black Metal qui veulent travailler avec AMMSG doivent adhérer comprend 13 articles. Elle stipule :

Article 1 : « *Tout terrorisme se pratique de manière individuelle sans impliquer la totalité du mouvement BM ou en revendiquant son affiliation à ce mouvement, à cause de l'infiltration probable qui s'en suivrait de la part des RG ou des groupes de défense juifs. Nous tous approuverons ces gestes sans en être les commanditaires.* »

#### « CHACUN DOIT S'ARMER »

Article 2 : « *Chacun doit s'armer, de manière individuelle en vue de combattre tout opposant. Tous les moyens devront être utilisés pour se procurer un armement légal et illégal.* »

Article 3 : « *Chacun groupe et personne devra tisser des liens avec les milieux nationalistes classiques.* »

Article 8 : « *Nos vrais ennemis sont les chrétiens et leur morale, les Juifs dominant le monde en vue de la mort de la race aryenne, les musulmans sur notre territoire européen (mais dans la perspective d'un nouveau conflit israélo-arabe, il est profitable de soutenir l'islamisme au Moyen Orient) ; enfin la gauche en général (socialistes et communistes) est notre ennemi évident. Sans oublier les handicapés mentaux d'homosexuels à rejeter du sol européen.* »

Article 9 : « *Tout mélange racial est interdit. Seul l'eugénisme peut purifier notre race. Les non-blancs sont des parasites inférieurs.* »

La coupure avec la scène skin française et l'alliance avec les adeptes de Black Metal est définitivement scellée dans Wotan avec un article intitulé « *Notre musique n'est pas celle que l'on croit* », où l'on peut lire « *La Oï en France n'est pas, n'a jamais été, et ne sera jamais une musique nationaliste. En revanche il y a d'autres formes d'expression musicale comme le heavy metal, le gothic, le death metal, ou le black metal, de talentueux musiciens partageant à 100% les convictions de la rédaction de Wotan... À ce titre on peut dire que le Black Metal est un courant musical NS, non lucratif (les groupes perdent de l'argent en tournée), et qui plus est composé d'Aryens de pure race.* »

Mais il n'y a pas que les CHS à s'intéresser au death/black metal ou au rock sataniste. En effet, les flics ont découvert chez Antony Mignoni, l'un des profanateurs du cimetière de Toulon, un tract constitué d'un avis de recherche, sur lequel figure le visage du Christ et sur lequel on pouvait lire : « *On recherche pour crimes contre l'humanité Jésus, il est accusé d'être l'initiateur de persécutions et de meurtres de millions de personnes. Il est le fondateur du christianisme, une religion de fanatiques qui promet la vie éternelle mais a comme finalité l'esclavage. Attention ! Les partisans de Jésus (dit le Christ) ont pris le contrôle de dizaines de*

nations et de millions d'esprits. Ils sont armés et dangereux à la fois politiquement et idéologiquement ».

Or ce tract est issu du n°4 de la revue *Napalm Rock* qui se définit comme un «Magazine Rock, NR, Païen et européen de contre-culture.» Elle succède, en plus politique, à une autre revue créée en 1989 et intitulée *Métal Assaut*. À leur tête, Grégory Ombruck, un aixois d'une trentaine d'années, responsable de Nouvelle Résistance pour la région d'Aix Marseille. En fait, *Napalm Rock* et Gregory Ombruck ont pris la succession de l'équipe de *Forum Provence*. En effet cette dernière s'est dissoute en janvier 1995 et a quitté Nouvelle Résistance, ses principaux animateurs, Thierry Mudry et Christiane Pigace, choisissant de rejoindre la scission du GRECE Synergie Européenne. Nouvelle Résistance qui a essayé de noyauter cette structure a été finalement virée de celle-ci.

C'est au début de juin 1996 qu'Ombruck reforme un groupe de Nouvelle Résistance sur Aix-Marseille avant de créer une coordination avec le groupe de Toulon, dirigé par Gilles Pilard. En juillet de la même année, on retrouve Ombruck à l'université d'été du GRECE qui se déroule comme chaque année dans une propriété appartenant au groupe de recherche depuis 1972, la Domus Europa. Cette propriété se trouve non loin de Aix, dans un village du nom de Ventabren. Le mois suivant, Ombruck va participer au deuxième congrès de NR qui a lieu à Valenciennes. À la fin de celui-ci il fera partie d'une délégation qui se rendra au grand rassemblement nationaliste de Dixmude.

#### CONCERT À ORANGE

Outre son zine, Ombruck organise par l'intermédiaire de son association Metal Assault des concerts, l'un d'entre eux l'a été en collaboration avec l'office municipal de la culture et de la ville d'Orange. Il est vrai que l'on trouve au service de communication de ville un militant NR, André Yves Beck, aujourd'hui membre du Comité central du FN. Bizarrement, alors que le nom de la revue a été abondamment citée dans la presse et à la télévision, Ombruck et ses petits camarades n'ont pas été inquiétés par les services de police chargés de l'affaire.

Nouvelle Résistance ne s'intéresse pas uniquement au Rock païen ou satanique, il dispose même d'un groupe maison, Fraction Hexagone, basé à Nice. Celui-ci se revendique skin nationaliste révolutionnaire adepte du Rock Against Capitalism, à la différence du Rock Against Communism habituel dans la mouvance skin. Néanmoins les influences restent communes : « *Légion 88, Bunker 84, Storkraft, Condemned 84, de plus nous écoutons beaucoup de trash, death*

## 1990

Changement de format. *Réflexes* passe en A4, d'abord plutôt modestement, puisque le n°27 ne compte que 14 pages et n'est servi qu'aux abonnés. La période vache maigre s'étant aggravée, on ne notera dans ce numéro que la marche caravane pour la libération de Jean Philippe Casabonne qui se termina à Paris début février par une maigre manifestation. Après plusieurs années de mobilisation antifasciste, un bilan était nécessaire d'autant plus que, loin de diminuer, les scores du Front national et le racisme ne faisaient que croître. D'où un numéro bilan réalisé avec la revue anarchiste *Noir et Rouge*, intitulé « Antifasciste pourquoi ? » (n° 28/29, 60 pages). Le bilan est sévère pour l'antifascisme libéral mais pas seulement. Ainsi Vanina (du collectif Noir & Rouge) conclut son article « Antifascisme : remède ou poison ? » par la remarque suivante : « Parler d'« antifascisme » pour désigner la dynamique lancée contre un mouvement du type FN est impropre (...) et peut même se révéler gênant dans la mesure où l'appel aux références historiques ne reçoit guère l'écho de l'opinion publique. De plus, comme elle permet de ratisser large, cette étiquette peut masquer l'absence de contenu politique dans le message « antifasciste » (...). La nécessité d'une clarification politique, aussi réelle soit-elle, n'est pas seulement le propre de cet « antifascisme », qui fonctionne actuellement comme un groupe de pression, c'est celui de l'extrême gauche en général, en mal d'alternative et de stratégie politiques (...) ainsi que de nouvelles formes de militantisme. (...) La clarification politique est nécessaire à court terme, sous peine d'essoufflement, parce que le fonctionnement sur des signes de reconnaissance et des slogans ne fonctionne jamais bien longtemps (...). L'antifascisme radical, lui, doit se structurer comme un mouvement politique, s'il veut se développer réellement. Il doit aussi veiller à ne pas se « ghettoïser » en conservant une attitude défensive ou en se laissant confiner (...) en marge de la société ; il doit au contraire « sortir de sa réserve » en adoptant une autre démarche vis-à-vis de l'extérieur. (...) Il faudrait songer à établir de nouveaux réseaux permettant de reconstruire le tissu social et d'éviter à chacun de rester dans sa bulle, autrement dit recréer un autre militantisme, en particulier dans les grandes villes, pour impulser une plus grande dynamique. Réinvestir les quartiers favoriserait une intervention sur la politique du logement, par exemple ». Le collectif *Réflex* tire également le bilan dans l'article « L'Antifascisme radical, quesaco ? » : « La notion de travail local continue de poser

problème. Elle a vécu jusqu'alors sur une dynamique de développement et il s'agit maintenant de consolider celui-ci sur la base des acquis mais aussi en fonction de perspectives à créer. Deux hypothèses se dégagent :

- soit le travail de terrain est considéré comme une occupation en termes idéologiques, une affirmation de son existence, et alors cet objectif a été atteint;
- soit le travail de terrain se comprend en termes d'occupation idéologique, mais indissociablement liée à une occupation politique et sociale : être capable d'initiatives, de peser dans un rapport de forces politiques, de créer des réseaux de sociabilité-convivialité. Bref, être incontournable sur le terrain (thèmes et lieux) choisi, que ce soit en terme de mobilisation (quantitatif) ou d'analyse et de perspective (qualitatif), condition sine qua non d'une véritable autonomie politique. » *Réflexes* continue toujours ses enquêtes sur l'extrême droite (FPIP, PNFE, Nouvel Ordre Européen et un petit nouveau, le KKK français) et développe ses contacts à l'étranger (Dossier sur la Grande-Bretagne, dans le n°31 de l'été 1990). L'appel de Gilles Perrault « Le temps de la contre-offensive est venu » est publié (n°31 été 1990) mais l'initiative de « l'Appel des 250 » est très vite critiquée (n°32 octobre 1990) : « Poser le problème de la lutte antifasciste de façon structurelle : unité, front uni, front républicain, n'est-ce pas mettre la charrue avant les bœufs ? La proposition des 250 de collectifs unitaires reposant sur de simples agrégations d'organisations n'est-elle pas un échec consommé depuis de longues années ? C'est une des raisons qui avait vu le Scalp apparaître à Toulouse en 1984 et c'est l'absence totale de réactions face au Front national et aux fascistes qui a donné naissance depuis trois ans à des Scalps dans toute la France... L'affirmation d'un discours alternatif et radical sera-t-il noyé par les machineries politiciennes ? Il ne tient qu'à nous qu'il en soit autrement. »

Cette année se termine par un dossier sur le rock alternatif qui entretient des liens avec le mouvement antifasciste radical explicité dans l'édito du dossier : « Chaque mois, nous organisons un ou deux concerts où musique et politique se mêlent pour former un cocktail détonnant. Les groupes que nous invitons ont tous en commun d'avoir une autre démarche vis à vis de leur public, d'instaurer de nouvelles règles du jeu où le fric ne serait plus maître... Dans ces concerts, les groupes ne sont pas là pour attirer les gens dans le giron de quelques officines politiciennes, mais parce que leurs préoccupations convergent avec les nôtres ».

metal hardcore. » La différence entre NR et NS ? « Elle est diffuse. Nous avons surtout voulu démontrer que nous avons le regard

(\*) Voir *Réflexes* n° 42.

(†) Il a depuis, lui aussi, rejoint le Front national grâce auquel il était conseiller municipal dans une commune de la région parisienne.

tourné vers l'avenir et non vers des formes dépassées qui n'ont aucune chance de vaincre actuellement. Tout dépend de savoir si tu veux gagner ou seulement te faire plaisir. C'est ce qu'ont compris certains NS, qui militent dans différentes organisations

NR. Cela ne sert à rien de se proclamer NS devant un public NS, ce qui me paraît important, c'est de diffuser l'idéal nationaliste chez des gens qui, au départ, ne font pas partie de votre camp.»

En fait il s'agit juste d'un problème de forme car sur le fond Fraction Hexagone reste bien un groupe skin. C'est ainsi qu'il ont joué à Bordeaux pour l'association Un jour Viendra et qu'ils devaient jouer à Marseille pour Guttuso et ses petits copains. Mais, pas de chance, le concert a été annulé sous la pression de la police. Du coup les skins ont dû s'expatrier à 150 km de là dans les environs de Cannes. En octobre 1995, c'est en plein Printemps à Bourges, que Fraction Hexagone a joué pour les skins du zine *Sound of Hammer* édité par Sébastien Legentil.

Dernièrement, le 11 mai 1996 à Passy sur Eure, le groupe s'est produit lors d'un RAC. Mais là encore cela s'est plutôt mal passé, puisqu'ils n'ont joué qu'à 4 heures du mat devant une salle quasiment vide, avec un son pourri. Du coup, au bout d'une demi-heure, ils ont remballé leur matos avec la haine. L'un des leaders de Fraction Hexagone est un étudiant niçois, Fabrice Robert<sup>5</sup>. En compagnie d'un autre militant de Nouvelle Résistance de Nice, ils avaient été arrêtés et condamnés pour avoir diffusé devant certains lycées de Nice des tracts négationnistes. Il est aussi le responsable de la feuille d'info *Jeune Résistance*. Enfin Fraction Hexagone était l'un des groupes qui s'est produit au festival rock d'Orange, organisé par Ombruck. Ils y ont même gagné un prix, étonnant non ?

Outre le death metal et la Oi anticapitaliste, Nouvelle Résistance s'intéresse aussi de très près à la musique industrielle dont elle rend compte régulièrement dans une chronique intitulé "Bruits européens" qui recense les dernières productions de ce courant musical, notamment ceux des groupes politiquement proches, comme Jean Marc Vivenza, qui préside aux destinées de l'Œuvre bruitiste et qui fut un cadre du Mouvement Nationaliste Révolutionnaire, de Troisième Voie et de Nouvelle Résistance et qui est aujourd'hui

proche de Synergie Européenne. Dans les publications de NR, on informe sur des groupes comme Laibach (dont le fan club en France s'intitule «Nouvel Art Slovène»), ou encore *Sol Invictus*, Non, Current 93 et surtout les préférés de NR Death in June dont le nom fait référence à la nuit où les SA furent liquidés par les SS d'Himmler, et Blood Axis dont le leader Michaël Moghian se revendique lui-même comme fasciste.

En revanche aucune publicité pour le disque de Valérie Lemercier « *Manges des frites* » dont le producteur et le compositeur est Bertrand Burgalat. Cet ancien du Groupe Union Défense, du MNR puis de Troisième Voie s'est d'abord reconverti dans un premier temps dans le rock en produisant Jad Whio, avant de poursuivre avec Valérie Lemercier.

L'extrême droite a évolué, abandonnant le terrain trop marqué de la scène skin, au profit d'autres types de musiques comme le black métal, la musique industrielle voire même la techno. C'est ainsi qu'on assiste à des recyclages étonnants comme celui de l'ancien chanteur de Légion 88, Alain Perez, devenu celui du groupe de hardcore Tribal Zone. Les cheveux ont repoussé pour certains mais le message reste le même : haine des Juifs, des noirs, des homos et apologie du fascisme et du nazisme.



1986-1996  
1986-1996



# La décennie sécuritaire

## COPS EN STOCK

**1986 – Loïc Lefevre, William Normand,**

**Malik Oussekiné, Abdel Benyahia sont victimes**

**de «bavures» de la part d'une police à qui l'on a confié**

**la tâche de «terroriser les terroristes» aux dires**

**de Charles Pasqua, ministre de l'intérieur du**

**gouvernement de cohabitation Chirac-Mitterrand.**

**D**ix ans plus tard, les ministres de l'Intérieur qui se sont succédés, socialistes comme libéraux ont aggravé la législation sécuritaire laissant peu de place aux droits et aux libertés du citoyen. De Vigipirate aux lois antiterroristes, de la multiplication des milices dans les zones urbaines aux polices municipales, les motifs avancés sont toujours ceux de la garantie de l'ordre public et de la lutte contre l'insécurité, quand les raisons véritables sont la perpétuation d'un ordre social et économique capitaliste, qui chaque jour apporte son lot de misère, de pauvreté et d'exclusion.

### FIN DES ANNÉES 70 :

#### L'IDÉOLOGIE SÉCURITAIRE EN MARCHÉ

«La France a peur !» Cette intervention de Roger Gicquel, présentateur d'un journal télévisé au début des années 1980, est restée gravée dans les mémoires comme la médiatisation de «l'insécurité urbaine». Violence, drogue, délinquance, l'individu se trouverait dépossédé de toute possibilité d'action pour faire face aux dangers qui le menacent. Incapable de rassurer l'imaginaire individuel, pour cause de faillite des institutions coercitives que sont par exemple la police et la justice, l'État manquerait à ses premières obligations : la sécurité des biens et des personnes. La fin de l'État-providence ne se limite pas aux questions économiques et sociales mais s'étend à son rôle de protecteur. Cette insécurité galopante est mise sur le devant de la scène lors des premiers échecs des plans Barre de lutte contre le chômage à la fin des années 1970 sous le gouvernement Giscard. Poniatowski, alors ministre de l'Intérieur, déclare: «Je voudrais que le Ministère de l'Intérieur s'appelle le Ministère de la Sécurité des Français.» Avec sa médiatisation, la sécurité devient un concept idéologique et politique qui n'a de cesse de s'alimenter de tous les fantasmes individuels et collectifs.

Cette construction idéologique – système d'idées, de représentations et d'images déterminant une conception globale du monde et de la

vie – s'est faite lentement et a pris définitivement son sens au milieu des années 1980, lorsque la gauche s'est rangée derrière le discours sécuritaire, l'a adopté, l'a institutionnalisé. Ce qui sous-tend cette idéologisation, c'est le besoin de garder intacts les rapports sociaux.

La sécurité devient donc un enjeu primordial car les raisons «objectives de l'insécurité» grandissent avec la mise à l'écart d'une fraction de la population. Au XIX<sup>e</sup> siècle, on avait assisté à cette même idéologisation avec les «classes dangereuses». La construction de l'idéologie sécuritaire a aujourd'hui des atouts puissants : la manipulation et la désinformation opérée des «décideurs» (pouvoirs publics, classe politique, médias, acteurs sociaux et économiques). Lorsqu'on interroge les gens sur «leurs peurs», on s'aperçoit qu'elles sont très diverses et touchent nombre d'aspects de la vie quotidienne. Le chômage, la précarité, le délabrement dans les quartiers sont souvent cités, voire considérés comme les premières raisons de l'inquiétude. La restriction de la sécurité à deux éléments (la «protection des biens et des personnes» et la «question nationale») n'est pas fortuite et ne représente pas la «pensée» effective, quantifiée, scientifique de l'opinion publique. L'idéologie sécuritaire est un discours qui fonde la sécurité sur un contrôle policier des lieux sociaux et qui écarte le problème de la crise économique et sociale pour construire un discours basé sur la restauration d'un ordre social s'appuyant sur l'émergence d'un État fort et repressif, notamment dans deux domaines, la police et la justice.

#### DE LA FIN DES ANNÉES 70 AU MILIEU DES ANNÉES 80

Occupée à la répression des «gauchistes» et des luttes sociales après 68, la police réinvestira la rue par des opérations coups de poing et des contrôles d'identité au faciès à la fin des années 1970. Alain Peyrefitte «théorisera» tout cela dans un rapport intitulé *Réponses à la violence* où le leitmotiv majeur est la prévention des désordres sociaux, et non leur traitement. L'abrogation par le gouvernement Mauroy au début du septennat Mitterrand de la loi «Sécurité et liberté» (loi anti casseurs) devait symboliser la fin du tout répressif, et s'inscrivait dans les discours de la transformation des rapports entre l'institution policière et le citoyen. Mais les «socialistes» se convertirent rapidement au libéralisme et aux contraintes du marché, et par là-même à l'acceptation de la misère sociale et des violences qui l'accompagnent. Articuler répression, prévention et médiation deviendra un de leurs soucis majeurs.

En effet, suite aux événements de 1981 aux Minguettes dans la banlieue de Lyon (rodéos de jeunes avec la police), un nouveau type de prévention est mis en avant, résultat du rapport de la commission des

(<sup>1</sup>) Voir à ce sujet, le livre de Mr Chevalier, *Classes laborieuses, classes dangereuses*, éditions du Seuil.

maires sur la sécurité en 1982. Ce rapport analyse les réponses à la délinquance et présente à la fois les limites de la répression et les insuffisances de la prévention. Il propose alors de nouveaux dispositifs visant à une interpénétration des stratégies sécuritaires et des politiques de prévention, le tout orchestré par le pouvoir local. Il s'agit en fait de mobiliser, d'associer, de confronter les acteurs de tous les domaines d'activités sociales (santé, urbanisme, éducation, vie associative) au niveau local, car l'efficacité de l'action ne peut passer que par une appréhension des problèmes sur le terrain pour une adaptation du dispositif. Le décloisonnement et la collaboration des différents acteurs sociaux impliqués dans les politiques locales de prévention conduit à modifier la place de la police dans la ville car, elle aussi, est engagée dans ce partenariat caractéristique de la nouvelle prévention. Ce qui lui permet de légitimer son action, sa présence, et de mettre en avant sa «mission sociale».

Ceci se traduit en partie par le développement considérable de l'ilôtage, qui est présenté comme une police de proximité assurant une présence régulière et sécurisante dans les quartiers, et une garantie contre les dérapages dans la mesure où l'ilôtage consiste en un face à face personnalisé créant «une participation» concrète des protections des droits de l'homme». En fait, ces nouvelles politiques de prévention, par leur pluridisciplinarité, permettent un contrôle plus étendu des populations à problèmes car elles assurent à leurs intervenants (travailleurs sociaux, policiers) la possibilité d'être le plus près possible de ce qui se passe, et de placer sous leur regard l'ensemble de la vie quotidienne dans sa totalité et dans son immédiateté. Cela se traduira en 1983 par la mise en place par Mr Bonne-maison, des Commissions de prévention de la délinquance associant les partenaires publics (mairies et préfetures) pour une meilleure gestion des cités, notamment pendant l'été.

#### LA POLICE HORS-LA-LOI

Le retour de la droite au pouvoir en mars 1986 et la nomination de Charles Pasqua par Chirac se caractérisera par le franchissement d'un nouveau palier dans les zones de non-droit et de sauf-conduit dans les conduites policières. Pasqua couvrira l'action de ses forces de l'ordre, même quand elle se solde par la mort, au motif de la lutte contre le terrorisme, et renforcera la législation sur les contrôles d'identité (voir encadré). L'impunité dont jouissent les policiers n'est pas un sentiment, mais se vérifie dans les conclusions judiciaires lors des passages devant les tribunaux. Peu d'entre eux se verront poursuivis après des assassinats contre des

jeunes et encore moins seront condamnés malgré l'action des comités «Justice»<sup>2</sup>, constitués par les amis et les familles des victimes.

(<sup>2</sup>) Voir à ce sujet, la brochure *L'Etat assassine*, édité par *Reflexes* et l'Association des parents et amis de détenus (APAD).

Couverte par la justice, la police sera de plus en plus perçue par les jeunes comme une institution qui bénéficie de passe-droits et ne les respecte pas. Ont-ils vraiment tort ? À ce sujet l'excellent livre de Maurice Rajsfus *La police hors la loi*, qui retrace les milliers de bavures, dérives, délits ou crimes

dont les policiers se sont rendus coupables est une mine de renseignements et d'enseignements. Les remarques de la FIDH (Fédération Internationale des Droits de l'Homme) dans la conclusion de son rapport en 1992 sont aussi affligeantes en pointant les causes structurelles et certaines dispositions du droit qui favorisent un comportement raciste de la police française, notamment les contrôles d'identité. Pour continuer son œuvre réconciliatrice entre la police et les citoyens entrepris dans les années 80, la gauche revenue au pouvoir en 1988, va s'atteler à penser la police de l'an 2000.

En octobre 1989, Pierre Joxe inaugurerait les locaux de l'Institut des Hautes Etudes à la Sécurité intérieure (IHESI), cet événement passa pratiquement inaperçu. Et pourtant l'IHESI fut l'un des maillons essentiels de la politique sécuritaire. L'IHESI a pour fonction de penser

les problèmes de sécurité du futur : quelles sont les menaces ? Quels sont les objectifs, quels peuvent être les moyens ? Une des réponses a été fournie par M. Rocard lors de l'inauguration du premier colloque organisé par l'IHESI «la lutte pour la sécurité ne peut se limiter à l'action de la justice, de la police, de la gendarmerie mais au contraire à tout ce qui concerne la formation, la politique d'insertion sociale, le logement et l'urbanisme et même la politique culturelle».

#### LA SÉCURITÉ GLOBALE

La notion de sécurité est ainsi globalisée à tout ce qui touche notre vie quotidienne et à tous ses acteurs : gendarmes et avocats, élus et magistrats, industriels et universitaires, ingénieurs et responsables de syndicat, travailleurs sociaux, sans oublier évidemment la presse. Un architecte qui construit une cité doit avoir à l'esprit la localisation future du commissariat. La politique de la ville s'insère aussi dans ce dispositif de contrôle. La violence des jeunes dans les cités est assimilée à un «terrorisme social» et les entraînements à la «guerilla urbaine» font partie dorénavant de l'enseignement fourni aux corps militaires qui peuvent être appelés à intervenir dans les banlieues. À écouter le syndicaliste Bernard Delaplace au début des années 90, on comprend toute l'importance de contrôler l'espace urbain. «Je crains dans les années à venir que tous ceux que nous rencontrons dans ce qu'on appelle les villes de banlieues, les cités sensibles ne fassent partie» (de ces jeunes exclus). Près de 15% de cette jeunesse, voire 20% seront des exclus des technologies nouvelles. Pourquoi ne pas penser que quelques idéologues en mal de popularité exploiteront ces jeunes exclus pour remettre en aval le terrorisme social ?» déclarait l'ancien président de la FASP (syndicat de police considéré comme proche du PS).

Qu'il se rassure, ces jeunes n'ont nul besoin d'idéologue, la haine seule commence déjà à les faire agir. De nouveaux moyens pour combattre la violence, de nouveaux corps de police ont créés à partir des années 1990 pour essayer de répondre d'une manière plus efficace à la violence et la concentrer dans les quartiers déshérités afin de tranquiliser les centre-villes. Ceux qu'on appellent les «BAC» (Brigades anti-criminalité) et dont on a pu remarquer à la télévision le caractère violent lors d'interventions dans les manifestations ont la tâche de faire «régner l'ordre» dans les zones les plus difficiles. On entend peu parler d'eux sauf lors d'une «bavure», et pourtant face aux bandes, aux «gangs», ils adoptent la conduite des cow-





boys, oubliant souvent les règles fixées par le droit ou le code de déontologie... Le développement de la sphère privée de la sécurité (plusieurs dizaines de milliers d'emplois) et des polices municipales qui n'ont toujours pas de statut clair quant à leurs attributions est également à relever au cours de ces dernières années. C'est en 1989 que la SNCF a lancé un plan pour la sécurité en renforçant les effectifs de la Surveillance générale. À la RATP, la création du GPSR né de la fusion du GIPR (Groupe d'Intervention et de Protection des Réseaux) et de la SUGE (surveillance générale) marquera la volonté de rendre visible la sécurité. Et il est vrai qu'on ne peut pas les rater dans leurs costumes et avec leurs armes pendantes...

Même la police s'inquiète de leur comportement. Francis Massenet (porte-parole de Différence, un syndicat de policiers en tenue) : «*Nous allons continuer notre combat afin que le service de sécurité ne dégénère pas en police parallèle*». Comme nous avons pu le souligner au début de cet article, pour accroître la sécurité, les acteurs sociaux sont mis à l'épreuve : les municipalités et les services publics s'attachent les services des «grands-frères», pour servir de médiateurs ; les commerces emploient des vigiles issus des cités, etc...

#### VIGIPIRATE, UN PLAN CONTRE LE TERRORISME ?

Vigipirate, utilisé en deux occasions au cours de ces six dernières années symbolise bien l'évolution du rôle dévolu aux forces de sécurité. Mis en vigueur la première fois en 1991 pendant la guerre du Golfe, Vigipirate s'est vu déclenché lors des attentats terroristes de l'été 1995. À ce jour, il n'a toujours pas été levé. Si le dispositif a été allégé, on peut toujours remarquer la présence de gendarmes et de militaires notamment dans les gares dont la tâche essentielle reste le contrôle des individus et de l'espace. Il n'y a pourtant plus d'attentats depuis plus de un an... Vigipirate est un plan classé «secret défense», c'est-à-dire qu'il n'est pas connu de la population et n'a jamais été discuté au Parlement. Néanmoins on sait qu'il comporte plusieurs degrés dans son application.

En septembre 1995, c'est la phase 1 qui a été déclenchée et qui s'est traduit par l'entrée des forces armées pour la «sécurité publique» (1800 militaires devant «aider la police dans les zones à risques»). La phase 2 de ce plan prévoit la «surveillance discrète du public»... Après les premiers attentats, les forces de police ont déjà été renforcées : aux escadrons de CRS et de gendarmes mobiles supplémentaires sont venus s'ajouter les services de sécurité privés comme à la RATP ou à la SNCF, mais aussi les vigiles, les contrôleurs... Il en a été de même du personnel des administrations (SNCF, RATP, Éducation nationale) qui a dû s'intégrer au dispositif de surveillance et de

## LE TEXTE DE LOI SUR LES CONTROLES D'IDENTITÉ EST ARRIVÉ

Entre 1983 et 1986, il y a eu une nette aggravation des menaces pesant sur les droits et libertés du citoyen. L'article 78-2 de la loi de 1983 prévoyait les contrôles sur la base d'indices laissant présumer qu'une infraction avait été ou allait être commise ou que la personne soumise au contrôle faisait l'objet d'une requête ordonnée par une autorité judiciaire en tant que témoin ou pour une inculpation. De même les contrôles pouvaient être effectués dans des lieux déterminés dans lesquels la sécurité des biens ou des

personnes était menacée. La loi du 4 septembre 1986 autorise dorénavant les policiers à procéder à des vérifications d'identité pour prévenir une atteinte à l'ordre public. Ce texte volontairement flou permet aux représentants de «l'ordre» de contrôler à tout moment sans avoir à justifier quoi que ce soit. En effet «l'atteinte à l'ordre public» n'est nulle part définie et reste à l'appréciation des seules forces de police. On peut leur faire confiance pour utiliser pleinement cet arsenal mis à leur entière disposition.

## L'EXTRÊME DROITE DANS LA POLICE

Les scores de l'extrême droite dans la police depuis dix ans démontrent tout le poids des idéologies racistes et sécuritaires dans ce corps d'État. Le Front national police (FNP) et la Fédération indépendante de la police (FPIP) ont réuni près de 14% aux élections professionnelles de l'année 1996. Le FNP aujourd'hui interdit était alors tout nouveau. Il se voulait pour le Front national un outil plus présentable que la FPIP. En effet, celle-ci a souvent défrayé la chronique. La présence de quelques-uns de ses membres au sein du PNFE (Parti nationaliste français et européen) impliqués dans plusieurs attentats dont celui du foyer Sonacotra de Cannes qui avait coûté la vie à une

personne en était l'exemple le plus connu. Le discours de ces deux organisations était assez semblables : rétablissement de l'ordre, contre le laxisme, contre les étrangers, etc. Depuis dix ans, la principale fédération, la FASP (Fédération autonome des syndicats de police) a perdu beaucoup d'influence (42% aux élections professionnelles de 1996). Celle-ci, inquiète de la montée de l'extrême-droite, s'est prononcé pour un sursaut. Mais la question est de savoir si les valeurs républicaines, appelées par ailleurs à la rescousse dans la lutte contre les étrangers, ne sont pas les meilleures alliées des syndicats et des idées d'extrême droite, tant dans la police que dans la société.

contrôle. Quant au citoyen, lui, son rôle, est à la fois de servir d'indicateur pour tout ce qui lui paraît suspect (objets comme individus) et d'accepter avec sourire les gênes occasionnées par les différentes mesures de sécurité comme l'évacuation des gares ou des métros, mais également les contrôles d'identité. Ce plan annoncé comme une réponse au terrorisme a plutôt démontré son efficacité dans la «chasse aux clandestins» et dans le conditionnement de la population pour une acceptation des concepts sécuritaires.

#### DES ACCORDS EUROPÉENS

La construction de l'Union européenne ne pouvait se concevoir pour ses dirigeants sans un volet répressif. En effet, la police est une institution fondamentale des États. Elle est son bras armé, tant pour des questions intérieures qu'extérieures, avec par exemple l'application de la législation concernant l'entrée et le séjour des étrangers. Partager les pouvoirs de police suppose pour les États européens un abandon d'une partie de leur souveraineté. Accorder

les législations en tenant compte des intérêts particuliers des différents États demeure un exercice difficile comme le montre les réticences de la France face à la perspective de voir ses frontières «ouvertes» en prenant pour prétexte les problèmes liés à la drogue.

Depuis la fin des années 70, c'est d'abord un système policier de gestion des étrangers et des personnes «subversives» qui s'est mis en place et la coopération policière n'a jamais cessé entre les différentes polices européennes. Le groupe TREVI – Terrorisme, Radicalisme, Extrémisme, Violence Internationale – né en 1976 et chargé de nombreuses tâches n'est pas une institution de la communauté européenne, mais réunit au plus haut niveau les plus hauts fonctionnaires et a été précurseur dans de nombreux domaines. Les accords de Schengen signés en 1985, symbole de la «naissance» de l'Europe avec la disparition des frontières internes de l'espace constitué par l'ensemble des pays signataires, ont pour objet la mise en place d'un cadre légal pour l'Europe fortresse. Dans le cadre de Schengen, toute demande d'asile rejetée par un des partenaires est automatiquement refusée par les autres. Les polices européennes mettent en commun leurs fichiers pour définir cette population à surveiller. C'est le SIS – système Informatique de Schengen – qui outre «les criminels recherchés», les «étrangers indésirables», les demandeurs d'asile qui se sont vus refuser le statut, comprendra également les personnes «dont le comportement» ou le mode de vie paraissent «suspects». EUROPOL, créée par les accords de Maastricht, est une centrale policière européenne avec des compétences exécutives. Le Groupe de TREVI longtemps semi-clandestin, a préparé EUROPOL qui sera une institution officielle de la CEE.

L'année dernière à la conférence de Dublin, le 27 septembre 1996, a été signée la «convention européenne d'extradition» par les quinze ministres de la Justice de l'Union européenne. En clair, cela signifie que les pays membres de l'Union ne pourront plus refuser l'extradition d'un ressortissant d'un pays de l'Union pour motif politique. Jacques Toubon, le ministre de la justice française déclarait à cette occasion : «*les États de l'Union ne persécutent plus personne (...). L'Europe est devenue intégralement démocratique et l'État de droit s'est imposé partout.*» Cette Europe se veut le fer de lance des idées et valeurs démocratiques. Mais elle a laissé tomber les Bosniaques, refusant de les accueillir et de leur prêter main forte contre l'entreprise de

purification ethnique mené par les dirigeants serbes, laissé massacrer les Tchétchènes par un pouvoir dictatorial russe, s'érige en forteresse contre le Sud et les pays de l'Est... exportant son savoir-faire dans la répression et le maintien de l'ordre. En France, non seulement la police est devenue un État dans l'État, mais l'idéologie sécuritaire a gagné l'ensemble du corps social, laissant place au populisme, au nationalisme et aux idées les plus réactionnaires et fascistes. Quand l'atomisation et le délitement des communautés sociales ne peuvent être combattus par des solidarités quotidiennes entre les habitants des quartiers, par une prise en charge par les citoyens de leurs problèmes et notamment ceux liés à la sécurité publique, le recours à un pouvoir fort devient souvent la solution.

À nous de faire face !



**anet**

<http://www.anet.fr/~aris>

**Réseau «No Pasaran !»** [www.anet.fr/~aris/nopasaran.html](http://www.anet.fr/~aris/nopasaran.html)

**Viva Zapata !** [www.anet.fr/~aris/zapata.html](http://www.anet.fr/~aris/zapata.html)

**Forum** de discussion sur le zapatisme et les luttes au Chiapas  
[altern.com/ecn/zapnet.html](http://altern.com/ecn/zapnet.html)

**Conflits-I**  
liste de diffusion d'infos pour les luttes  
[www.anet.fr/~aris/ecn/list\\_conflits.html](http://www.anet.fr/~aris/ecn/list_conflits.html)

**Des papiers pour tous !** [www.anet.fr/~aris/dppt.html](http://www.anet.fr/~aris/dppt.html)

## 1991

Vache maigre pour le magazine (deux malheureux numéros), mais néanmoins une très forte activité militante. Cela était dû à la tentative de REFLEX et d'autres individus et collectifs comme Noir & Rouge de créer des collectifs «Guerre à la guerre» qui publieront un hebdomadaire pendant un mois, l'objectif n'étant rien de moins que «de briser cette machine de guerre qui n'a d'autre fonction que de renforcer la misère sociale que connaissent les peuples du tiers monde et aussi certaines couches sociales en Occident». Le numéro 33 de février 1991 tourne autour des questions du contrôle social et de la répression alors que le dossier principal «East side story» s'inquiète de la montée des nationalismes dans les anciennes démocraties dites «populaires». Le numéro suivant «De Le Pen à Cresson : France terre d'exil» (n°34, été 1991) tourne autour de la situation en banlieue, de l'antifascisme, de la police et de la guerre du golfe.

## 1992

L'année démarre pour *Réflexes* par la publication avec l'équipe animant l'émission de radio Parloir Libre d'un numéro spécial : *l'État assassine. Meurtres racistes et sécuritaires*. Ce numéro actualisait une brochure éditée à la fin de l'année 1986. Un premier article reprend l'ensemble des affaires mettant en scène un flic ou un gendarme ayant tiré sur des personnes, avec pour chaque meurtre les

suites judiciaires. La simple chronologie de 1972 à 1991 qui s'étend sur une quinzaine de pages montre l'impunité dont bénéficient les forces de «l'Ordre». La brochure analyse ensuite le rôle de la justice et celui des associations. Après ce numéro spécial, *Réflexes* reprend ses habitudes : enquêtes sur l'extrême droite (les Cercles du Front national, Nouvelles résistances, skins, Nouvelle droite) mais aussi réflexion sur le Front national, «Fascisme ou réaction», concluant que «le FN n'est pas un parti fasciste, au sens historique du terme, car il n'a pas pour vocation de proposer «un ordre nouveau», ayant des

finalités totalitaires, motivé par des penchants révolutionnaires ; au contraire, il œuvre plutôt pour un retour des «valeurs traditionnelles», et ce pour endiguer la décadence dans laquelle évoluerait actuellement la société française ; il est donc un parti réactionnaire ou ultraréactionnaire (...) «Le problème est bien la montée des idéologies et politiques autoritaires et sécuritaires, pendant des logiques d'exclusion sociale ; le FN représente un courant qui prône ce type de choix politiques, et surtout il a permis l'ouverture d'espaces idéologiques les légitimant, mais pour l'instant il n'est pas au pouvoir ; c'est bien le Parti socialiste qui depuis plus de dix ans gère l'économie et la société de façon à satisfaire les besoins du Capital, donc qui met en place cette société d'exclusion porteuse en effet d'ordre sécuritaire et donc autoritaire". Le collectif s'engage aussi sur la double peine, c'est-à-dire «l'expulsion appliquée aux étrangers après leur peine de prison», d'où de nombreux articles, en fait depuis 1991. Les questions internationales prennent elles-aussi de plus en plus d'importance dans le magazine ce qui est parfaitement logique dans un contexte de globalisation : «Nous refusons la constitution du monde en trois pôles économiques dominants : les États-Unis, le Japon et l'Europe. C'est un monde où s'exacerbera la concurrence entre ces trois blocs, et ce sur le dos des pays du Sud et des victimes de l'exclusion sociale au Nord comme au Sud. À cela nous devons opposer les valeurs de solidarité, d'égalité, de liberté, au Nord comme au Sud, mais aussi militer pour la libre circulation des êtres humains et des idées» (édito du n°37 de l'été 1992). À partir de ce numéro est créée une rubrique au centre du magazine intitulée «Réflexes Europe», ou parfois «Réflexes étranger». À noter à partir de novembre de cette année la parution régulière de *No Pasaran!* qui veut «reconstituer un réseau de lutte contre l'extrême droite, les politiques sécuritaires et autoritaires» : ce mensuel sera régulier (ce qui n'est malheureusement pas le cas de *Réflexes*) et reprendra en fait petit à petit l'un des rôles originels de *Réflexes* : participer à la contre-info et rendre compte des initiatives de collectifs de luttes. À bien des égards, *No Pasaran* a finalement joué le rôle de liaison entre des luttes autonomes qui était le but premier de *Réflexes*. La principale différence porte sur le fait que *Réflexes* n'était finalement que le journal d'un collectif, parisien de surcroît, alors que *No Pasaran* essaie d'offrir une vision nationale des luttes puisqu'il est le journal du réseau national du même nom.



# Cauchemarville

## Dix ans de luttes dans l'immigration

**1.** DE RECVLS LÉGAUX en reculs légaux et idéologiques il ne semble y avoir eu que des batailles perdues. Certaines personnes parlent à ce propos d'une fascisation de la société. La qualification de cette évolution est en soi un débat. Ce qui est certain, c'est qu'après les marches de 1983 et de 1984 une certaine euphorie régnait avec le sentiment d'avoir remporté une victoire : la carte de dix ans. Dans la foulée naissait la revendication de la nouvelle citoyenneté, beaucoup d'associations se créaient. Mais dès cette époque la question du contrôle des flux migratoires était sur la sellette avec les mesures de Georgina Dufoix sur la restriction du regroupement familial et la création des centres de rétention.

En 1986 le rapport Marceau-Long, les luttes étudiantes et la mort de Malik Oussékine incitent le gouvernement Chirac Pasqua à enterrer son projet de modification du Code de la nationalité. Mais les attentats permettent à Pasqua d'instaurer les visas.

En 1996, la situation est connue, pour nous c'est la «xénophobie au pouvoir» (cf *Reflexes*, n° 49 du printemps 96). Ce qui est certain, c'est que l'opinion approuve les lois actuelles et a tendance à revendiquer encore plus de répression (enquête intitulée «Conditions de vie et aspirations des Français» rapportée par *Ouest France* du 13/08/96).

**2.** CE QUI EST également certain c'est qu'au cours de ces dix ans il y a toujours eu des luttes dans le secteur de l'immigration :

- Des luttes contre les expulsions, contre la rétention, contre la double peine avec le Comité contre la Double peine en particulier.
- Des luttes pour le droit d'asile, pour pouvoir déposer sa demande d'asile, pour en finir avec le scandale de l'Ofpra qui est devenu une machine à refuser l'asile, des luttes pour la régularisation des déboutés (en particulier les manifs et grèves de la faim des années 1990-1991, où la communauté kurde a été fortement impliquée).

- Des luttes contre les assassinats de clandestins sur les cargos (lors de l'affaire du *Mac Ruby* par exemple).

- Des luttes pour pouvoir rentrer en France, pour l'ouverture des frontières.

- Des luttes régulières pour le droit au séjour et les papiers.

- Une lutte pour le droit des femmes (asile suite à l'oppression due à leur sexe) qui n'est d'ailleurs pas terminée.

- La lutte contre l'expulsion des malades suite au développement de l'épidémie du SIDA avec entre autre l'ADMEF.

- Des luttes contre les restrictions d'accès à la nationalité avant même le nouveau code de la nationalité.

- Notons aussi les luttes pour le droit aux études à propos des mesures sur les étudiants étrangers avec les CDEE entre autres.

- La jeunesse s'est maintes fois mobilisée contre l'attitude de la police, lutte qui rejoignait souvent celle de la population contre les meurtres racistes. Le délire sécuritaire frappe en effet depuis longtemps et la justice n'est pas en reste dans cette affaire. Il y a bien une justice à deux vitesses, une pour les «blancs» et une pour les «non-blancs». Se reporter au livre de Fausto Guidice, *Arabicides*, paru aux éditions de la Découverte n'est en la matière pas du tout superflu. Ce livre date de quelques années et la situation ne s'est pas améliorée, la majorité de ces meurtres n'étant pas classés dans la catégorie «meurtres racistes» mais considérés comme des faits divers. On peut également faire oeuvre utile en étudiant le rapport annuel de la Commission Nationale des Droits de l'Homme, qui est édifiant malgré sa complaisance à l'égard du gouvernement et qui confirme d'année en année la montée du racisme.

- Des luttes contre la séparation des familles (conjointes ou enfants). La cour européenne a souvent condamné la France pour ces faits, c'est-à-dire pour le non-respect de l'article 8 de la Convention Européenne des droits de l'homme.

On connaît les rebondissements actuels de ce genre de lutte où le droit de vivre en famille n'est pas respecté. Ceci témoigne bien d'un grave recul, puisqu'il faut se référer à la nationalité française pour tenter d'obtenir

### AVERTISSEMENT

a- Le tableau pourra paraître sombre et le bilan assez négatif, mais la réalité n'incite guère à l'optimisme, même si entre-temps la lutte des sans-papiers a modifié la donne...

b- Nous ne présenterons pas ici de point de vue définitif, mais plutôt des constats, des esquisses d'analyses, mais aussi des hypothèses que nous proposons pour qu'avancent la discussion et les luttes.

des papiers (conjointes et enfants «français» !).

— Rappelons aussi les luttes pour le logement auxquelles ont participé de nombreuses personnes d'origine immigrée (Place de la Réunion, quai de la Gare, Vincennes, etc...). On peut y associer également les luttes dans les foyers pour des conditions de vie décentes. Là aussi le recul est net : le foyer Nouvelle France a été expulsé au début de l'été 1996, le rapport Cuq préconise de raser les foyers et les désigne comme le lieu de tous les trafics. Notons que dans cette conception, les foyers empêchent l'intégration en favorisant le particularisme par le maintien de modes de vie et de coutume archaïques. En fait, c'est une attaque des solidarités et des échanges qui échappent à la marchandisation officielle.

**3.** CERTES il y a eu quelques régularisations, certaines expulsions ont été bloquées, des policiers ont été un tout petit peu condamnés pour leurs actes. Mais dans l'ensemble, c'est bien le sentiment de défaite qui domine. De plus, on peut facilement noter le parallélisme des luttes, l'absence de connexion entre elles, le peu de suivi dans la durée à leur égard.

Les formes de lutte sont de plus en plus désespérées (les grèves de la faim sont devenues banales et aujourd'hui certaines personnes ont recours à la grève de la soif). On a la sensation que tout est toujours entièrement à reprendre, comme s'il n'y avait rien eu avant. Il y a bien un problème de mémoire, de transmission et de liaison. Est-ce un problème de rapport de force ou une question de maturité politique, de programme sur le plan des analyses et des revendications, ou le tout ensemble ?

Les regroupements issus de l'immigration qui développaient une pensée politique propre n'existent plus. Les échecs du CAIF et de «Mémoire Fertile» sont significatifs de cette difficulté à se situer de façon autonome et radicale, ce que note Saïd Bouamama dans son livre *Dix ans de marche des Beurs* (Éditions Desclée de Brouwer), dont le sous-titre est clair : «Chronique d'un mouvement avorté».

Tout ceci montre l'importance d'une question souvent considérée comme secondaire : la multiculturalité ou l'interculturalité. Souvent l'interculturel est cantonné dans le parascolaire ou dans les fêtes communautaires. Il peut aller jusqu'à devenir un des éléments du folklore local ou une partie de la world-culture marchandisée, ce qui explique certainement le mépris des «politiques» pour cet aspect de la vie sociale. Le refus de la politique par les tenants de «l'interculturel» renforce la coupure entre les composantes de l'immigration.



De plus il ne suffit pas que soit affirmée la volonté politique multiculturelle pour qu'elle réussisse. Dans son bilan de Convergence 84, Saïd Bouamama est assez circonspect :

«La multiculturalité, proclamée comme élément essentiel de Convergence, ne mobilise pas l'ensemble des cultures qui sont censées la constituer. La tendance à conclure à la nécessité d'une action communautaire se développe à l'issue d'une initiative qui avait un but contraire.» (dans Saïd Bouamama, op. cit. page 111).

La question de l'autonomie radicale se repose régulièrement et est au cœur de plusieurs tentatives en ce moment, que ce soit le projet du MIB (Mouvement de l'Immigration et des Banlieues), le Collectif «Des papiers pour tous !» et les luttes récentes comme celle de Saint-Ambroise / Pajol / Saint-Bernard. Mais elle n'est résolue ni définitivement ni partout en France. Ces regroupements et ces mobilisations sont encore très faibles et fragiles. On sait maintenant un peu ce qu'il ne faut pas faire, mais pas toujours ce qu'il faut faire.

Par ailleurs, plusieurs questions émergent suite à tous ces mouvements. En premier lieu, la coupure quasi permanente entre les communautés en lutte est un obstacle pénible qui semble difficile à dépasser. On peut décréter ce qu'on veut, l'union va rarement de soi.

Deuxièmement, on note souvent le peu d'implication des personnes concernées par la politique xénophobe. Il arrive fréquemment qu'elles restent dans une position d'assistées lorsqu'elles font appel à une association pour tenter de résoudre leur problèmes. Les luttes actuelles des sans-papiers, comme celle du Comité contre la double peine il y a quelques temps déjà, constituent en ce sens une évolution intéressante. Dans

le même temps, un certain nombre de militants des associations en question y trouvent une valorisation facile, comme s'ils jouaient à Zorro, ce qui ne facilite pas la citoyenneté. L'attitude paternaliste et néocoloniale a été souvent remarquée vis à vis des Africains, en particulier à Saint-Ambroise et au foyer Nouvelle France.

La troisième la question est celle de la valeur des luttes au sens moral et politique. Souvent le débat se focalisait à partir de la centralité ouvrière héritée du marxisme car la classe ouvrière était au centre du processus révolutionnaire dans les pays impérialistes. On parlait même de contradiction principale et secondaire. Dans nos pays, la contradiction principale était celle qui opposait le prolétariat à la bourgeoisie, une des contradictions secondaires était celle entre les hommes et les femmes due à l'oppression machiste de l'ordre patriarcal. Dans les années soixante-dix, il y eut une mutation avec la notion «des plus exploités», c'est à dire les immigrés, les femmes et les jeunes, dont la figure marquante était les OS (ouvriers spécialisés des grandes usines). Aujourd'hui certaines personnes ou courants identifient classe ouvrière et immigration pour pouvoir justifier les combats du présent.

La mise en avant de l'économie par les marxistes-léninistes tendaient à dévaloriser les luttes qui n'avaient pas une origine économique ou anti-impérialiste. Ce schéma ne tient plus (mais a-t-il jamais été réellement efficace ?) car aucune lutte n'est inférieure ou supérieure aux autres, du moins sur le plan moral. Or, si l'on veut bien s'y arrêter, ce n'est pas le cas sur le plan politique non plus, tant que la question d'une attaque frontale et centrale du système n'est pas à l'ordre du jour ; si un jour cela était le cas, la question de l'union ou de la fédération des luttes

deviendrait fondamentale et donc centrale. Dans l'éparpillement actuel, qui peut affirmer être au centre ? Personne. Donc la question de la complémentarité se pose politiquement pour tout le monde.

**4.** UN AUTRE CONSTAT s'impose : celui du poids de la nullité de la gauche, du PS à l'extrême gauche et cet échec de la gauche prend plusieurs visages. Le premier est celui de l'instrumentalisation. En effet les luttes sont régulièrement utilisées par la gauche pour se valoriser ou pour exister. Il est naturel, quand on mène une lutte, de s'adresser aux regroupements qui disent condamner l'exploitation, l'oppression et les discriminations ou soutenir les droits de l'homme, bref de faire appel à la gauche. D'ailleurs il n'y a bien souvent pas besoin de l'appeler longtemps : elle-ci se présente spontanément. Mais le résultat est rarement à la hauteur des espérances et le soutien devient souvent un contrôle. L'exemple de Saint-Ambroise est plein d'enseignements sur cette attitude spontanée de la gauche. SOS-Racisme y a poussé la logique jusqu'à son terme, c'est-à-dire l'utilisation de sa puissance pour la protection de certains «dossiers» en échange de leur soumission, attitude plus proche du proxénétisme que de l'action de solidarité. D'autre part, le refus de l'extension de la lutte témoigne bien d'une volonté que les choses n'aillent pas trop loin. En toile de fond, il y a la pensée «socialiste» et son acceptation des lois ainsi que la justification : «on ne peut accueillir toute la misère du monde». L'objectif est clairement la volonté de contrôler les flux migratoires.

En réponse, certains courants adoptent souvent l'attitude suivante : «on se replie et on se ferme», quitte à faire dans la provocation ou à soutenir l'Islam. L'attitude sous-jacente à ce type de démarche est l'affirmation : «si on est méchant, autant l'être au moins au niveau des apparences puisqu'il n'y a aucune issue». La faiblesse des radicaux et des libertaires, leur éloignement du terrain renforce le désarroi.

Cette crise de la gauche, qui soutient les accords de Schengen, s'accompagne d'une crise profonde des associations dites «antiracistes» ou de «solidarité». Celles-ci ont tendance à exister pour elles-mêmes, à ne fonctionner qu'avec des permanents professionnels et une base militante faible, à manifester un parisianisme outrancier et arrogant. Souvent leur financement dépend de subventions étatiques ou parapubliques, ce qui les incite à être compatibles avec le «politiquement correct». Elles ont tendance à devenir des groupes de pression, des lobbies. Ceci a comme corollaire un partage du «marché» : les droits de l'homme à la LDH,



**RASSEMBLEMENTS**  
 - QUARTIER NORD 14h BASSENS  
 - CENTRE 15h30 ST THEODORE  
 - ENTREE DE LA CAYOLLE 14h  
**TOUS 17h A LA GARE**  
 IMP. S.P.E. COLLECTIF ARENC

les noirs pour SOS, les arabes pour le Mrap, le juridique au Gisti, les «SDF» pour la Fondation de l'Abbé Pierre, la santé à Médecins du monde, le logement pour le DAL. Droits. Devant a dû jouer des coudes pour s'imposer au début de la lutte de Saint-Ambroise puis devenir une association comme les autres, c'est-à-dire quasiment disparaître devant la détermination et l'autogestion des personnes en lutte.

La politique spectacle impose ses règles. On a besoin d'exister par les médias ou des médias pour exister, ce qui accentue la difficulté d'un travail de "terrain" efficace. La parade devant les caméras, les grandes déclarations devant les micros tendus sont toujours plus faciles que l'investissement concret et quotidien.

Il est temps de s'interroger sur le phénomène des "personnalités". Le recul des partis entraîne le recours à la "société civile", c'est-à-dire à des personnes ayant un poids social reconnu ou une autorité morale. Mais ne renforçons-nous pas ainsi le phénomène

de personnalisation des notabilités, phénomène qui se joint à l'attitude des médias qui s'adressent toujours à des personnalités, sauf si on peut faire dans le sensationnel comme avec les femmes voilées ? Les acteurs de base d'une lutte sont souvent émus et ne s'expriment pas aussi bien que les habitués de la vie sociale. Tout ceci concourt à déposer les acteurs réels des luttes de la parole politique au profit du spectacle.

On peut aussi noter le poids de la volonté d'être "responsable". Elle implique inévitablement la notion de dossiers "défendables", donc de choix. La justification du clientélisme peut passer par la notion d'efficacité : comme on ne peut défendre tout le monde, autant gagner pour quelques uns. Chemin faisant, on a ainsi laissé de côté la question du combat politique contre l'Etat et le système qui génère tant d'ignominies.

On remarquera également la fâcheuse tendance à en rester aux «droits de l'homme», qui est une agréable façon d'avoir bonne conscience tout en restant dans l'impuis-

sance. C'est typique de la pensée de "gôche". Il y a toujours une bonne raison pour justifier l'injustifiable de la part du PS et de ses satellites sous influence.

C'est pour ne pas en rester là que nous pointerons l'énorme responsabilité de Mitterrand. Pourquoi n'a-t-il pas agi pour que les immigrés obtiennent le droit de vote en 1981 ? La revendication de la régularisation en 1981 révèle après coup les limites du possible. Sans faire l'apologie de l'électoratisme, on remarquera que pour avoir le droit de vote il aurait fallu être régulier, donc la régularisation pouvait être contenue dans le droit de vote. Et en effet le début du premier septennat a vu la régularisation de presque tout le monde.

Il y a eu une nette différence d'appréciation entre l'abolition de la peine de mort et la question des "étrangers en France" et de ce point de vue, la question de la justification par l'opinion a été un bon écran de fumée. Dans le premier cas, on a loué le grand politique qui a fait avancer la cause de l'humanité et dans le second, on l'a décrit comme un prisonnier des Français réactionnaires. Mais s'il avait été un aussi grand politique qu'on le dit, il aurait pris facilement le risque de mettre les Français devant le fait accompli comme De Gaulle a pu le faire en son temps avec l'Algérie. Ensuite, comme pour l'avortement, il aurait été beaucoup plus difficile de revenir en arrière, car les politiciens auraient eu besoin des voix des immigrés pour se faire élire. En fait, Mitterrand a été un politicien timoré, plus soucieux de son image que d'avancée politique.

De plus, on ne peut passer sous silence son rôle dans la montée du FN puisqu'il a joué un jeu dangereux avec la mise en place de la proportionnelle dans le but unique de diviser la droite.

**5.** DANS L'ÉTUDE de la situation, il faut remarquer la puissance de la société du spectacle. Celle-ci explique en partie pourquoi nous avons toujours une difficulté à exister. La norme transmise socialement est la marchandise par laquelle la sphère personnelle est valorisée pour son développement. L'écart entre l'individualisme et la massification des comportements n'est qu'apparente. Ce sont bien deux volets du même phénomène : le capitalisme et sa consommation de masse dans nos pays.

D'ailleurs les immigrés, ou les personnes issues de l'immigration, ne sont pas moins intégrées que les personnes d'origine autochtone. Le poids des modèles culturels est si fort que la soumission au marché est la règle. La notion de «look» dans la jeunesse montre à souhait que l'intégration est réussie. La valorisation passe essentiellement par les modes du système, c'est le résultat de la

## 1993

Reflexes peine à trouver sa formule, et sa périodicité est toujours aussi erratique (trois numéros pour l'année). Le n°38 de février 1993 tente la formule du dossier en ouverture qui déroutera nombre de lecteurs. Ce premier dossier voulait tenter «de traiter de quelques aspects de la citoyenneté. (...) Force est de constater que les avis divergent entre les différents auteurs : Alain Bihr propose d'apporter des « éléments pour répondre à la crise d'identité nationale », Luc Bonnet définit « la citoyenneté comme un outil globalement négatif » et JC tente de réfléchir sur ce que pourrait être une « citoyenneté active ». Le reste du journal est essentiellement consacré à l'extrême droite, qu'elle soit internationale ou française. La formule dossier est abandonnée dès le numéro suivant qui revient à une formule magazine qui est encore actuelle : l'ouverture reste aux enquêtes sur l'extrême droite, « Les anciens fachos qui nous gouvernent » et le début d'une longue enquête sur l'extrême droite à l'université, puis dans le n°40 une enquête sur les mercenaires néo-nazis en ex-Yougoslavie et sur le PNFE. On trouve également dans ce numéro 39 un supplément Europe, un article sur la police et l'immigration ainsi qu'une interview du groupe de rap français Assassin pour la rubrique contre-culture, suivi de celle du musicien antifasciste allemand « J » dans le n°40. À noter toujours dans le n°40 un article d'humeur, « Nous ne mangeons pas d'antisémites pour ne pas tuer d'animaux », qui fera couler beaucoup d'encre (qui n'est pas encore sèche !!) et nous vaut toujours de solides inimitiés, de Lyon à Paris. Reflexes sera même à l'époque l'objet d'une campagne de pétition et de boycott. Pourtant le ton polémique de l'article mettait le doigt sur une lente dérive d'une partie du mouvement radical : « l'antisémitisme va plus loin que la simple dénonciation des mauvais traitements infligés aux animaux, et sous couvert de bonnes intentions, invente une nouvelle forme de sectarisme, créant une communauté d'où les « viandistes » sont exclus et considérés comme la cause de tous les maux de la planète ».

## 1994

Le magazine continue son bonhomme de chemin, les couvertures et la maquette s'améliorent d'un numéro sur l'autre. Les enquêtes sur l'extrême droite sont de plus en plus pointues, au grand dam de certains de nos lecteurs qui nous reprochent de savoir lorsque Le Pen a un pet de travers...

enquêtes sur les châteaux du PNFE, sur le NSDAP-AO et l'opération Werwolf, les NR de SOS Bosnia, Jimmy Goldsmith, etc. Mais un espace de réflexion s'ouvre également dans le magazine avec des articles sur « La société duale : issue ou impasse ? » d'Alain Bihr (toujours lui...) ou « Postface de À visage découvert » d'Oreste Scalzone. Très impliqué dans le mouvement anti-CIP de mars et avril 1994, le réseau No Pasaran décide la publication d'un numéro hors série « On a toujours raison de se révolter », qui tire le bilan du « joli moi de mars ». Dépassant le simple horizon du CIP, le dossier essaie de présenter un panorama des analyses sur le travail et sa fonction : « Il paraît évident qu'en soi, les luttes contre le chômage (exiger le partage du travail ou œuvrer pour la création d'emplois) ne sont guère porteuses de perspectives. Elles doivent obligatoirement s'articuler avec celles portant sur tous les aspects sociaux. En fait, il faut inclure la lutte contre le chômage dans la lutte contre les exclusions, contre la dualisation de la société. Lutter contre l'exclusion, c'est aussi militer pour l'ouverture des frontières, pour la libre circulation des hommes, des femmes et des idées : c'est prôner la multiculturalité, qui doit aussi participer à l'élaboration de la conscience de classe ». Le dossier aborde aussi les situations locales à Nantes, Paris, Rennes, Grenoble, Lyon, Tours, Poitiers et Angers puis l'attitude des syndicats, de la police et même de l'extrême droite. À la fin de l'année universitaire, un groupe local du Scalp de l'université de Nanterre est au centre (avec nos camarades de la CNT-FAU) d'un micro-cyclone, « l'affaire Watzal », qui est en fait l'expulsion par des étudiants d'un intellectuel militant de la droite extrême allemande d'un meeting organisé par un professeur de Paris X, Michel Korinmann sur le thème « Germanophobie, Germanophilie, l'Allemagne en question ». L'affaire prend rapidement des proportions insensées, en grande partie à cause de la campagne de presse qui se développe contre les militants antifascistes locaux aussi bien dans le Monde et le Figaro que dans la presse d'extrême droite. Le soutien qu'apporteront les mandarins de l'Université à Watzal et Korinmann poussera même la direction de l'université à envisager durant un moment la réunion d'un conseil de discipline afin de prononcer des exclusions de l'université. Cette affaire trouve un écho dans Reflexes n°44, « Quand les liaisons se font dangereuses ». Également très important dans ce numéro est le compte-rendu de la campagne de solidarité menée en faveur d'antifascistes allemands poursuivis pour le meurtre d'un militant néo-nazi.

conjonction entre la télé et la marchandise. Ce que note Saïd Bouamama dans son livre sur les querelles internes et le rôle des individualités dans les mouvements associatifs issus de l'immigration témoigne de cette réalité : pour réussir, les associations peuvent être un bon moyen, surtout si on parvient à passer à la télé. Si les problèmes identitaires sont si forts c'est aussi à cause de cette valorisation politique et culturelle qui entre en contradiction avec une réalité sociale pluri- et interculturelle tout en étant soumise à la marchandise.

Dans ce cadre, la communauté est souvent présentée comme une parade à l'isolement individualiste. La solidarité communautaire est invoquée contre l'atomisation, contre le vide. Si le débat en reste à cette seule alternative : individualisme / communauté, il devient un faux débat.

**6.** LA VRAIE question est celle de la liaison entre l'interculturalité et l'égalité sociale et politique. Pour aller dans ce sens, il faudrait pouvoir sortir du cadre de la gestion des populations dans lequel c'est le ministère de l'Intérieur qui règle la situation. La question de l'immigration est devenue une question d'ordre public. C'est le cas pour toute l'Europe et c'est donc dans un ensemble supranational que la question se pose. L'Europe est devenue une forteresse informatique et policière qui est un espace de consommation. Cette donnée légitime le thème de la préservation des structures sociales qui sous-tend tout le débat public européen.

Il est impossible d'avoir une vision mondiale des problèmes de l'humanité si on en reste à un certain particularisme, fut-il européen. Si l'Europe veut absolument garder sa richesse, elle va forcément contre le reste du monde. Mais nous devons faire attention à l'angélisme, nous savons bien que l'ouverture des frontières signifierait inévitablement l'extension de la crise et un abaissement du niveau de vie général, du moins dans un premier temps. La liaison entre les problèmes locaux et ceux du monde est alors évidente.

**7.** POUR L'INSTANT ce n'est pas la voie de la globalisation qui est empruntée, mais bien celle du particularisme, qui l'emporte aisément. Ceci ne va pas sans contradictions, par exemple en France où fascisme et racisme sont officiellement interdits, mais où également ils ne cessent de se développer. Est-ce seulement un paradoxe au regard de la situation réelle ?

La banalisation du racisme quotidien et du racisme d'État semble conjoint avec une fascisation ou une dérive droitière généralisée. Si on examine l'état d'esprit général de la société, on s'aperçoit assez vite que les idées

du FN deviennent majoritaires dans la société. Ceci explique sans doute la violence de la situation.

**8.** LE CONSTAT sur la violence :

a / La montée en puissance de la violence officielle "légitime" :

- La violence est d'abord étatique et légale (lois sur l'entrée et le séjour, code de la nationalité, textes sur les droits sociaux, réglementation des visas, etc...).
- Sa mise en oeuvre est policière (expulsions, surveillance, suspicion, répression, violences, mort, etc...).
- La justice fournit un bon complément (double peine, justice à deux vitesses, etc...).



- Mais cette violence est également institutionnelle, administrative (tracasseries administratives, abus de pouvoir, mise en situation d'irrégularité, maintien en situation d'inconfort administratif, etc...).
- Elle englobe la répression des activités de solidarité (texte Pasqua de décembre 1994, poursuites judiciaires, suppression des subventions, etc...).
- La violence est aussi très présente dans le travail (précarité, salaire dérisoire, conditions de travail lamentables, etc...).
- On observe aussi une montée du racisme quotidien et une sorte de fascisme rampant avec le développement des milices, des dis-

criminations, des violences et des crimes racistes. Le constat général est assez simple, c'est celui d'un véritable apartheid social : chômage, vie urbaine dégradée, ghettoïsation dans les « cités », absence de perspectives d'ascension sociale, décalage entre l'intégration par la norme et l'exclusion de fait, destruction des foyers, etc...

La violence a bien sûr une composante symbolique importante qui est l'assimilation « immigration = problème ». Alors que le vrai problème est clairement cette domination violente, ce refus de la diversité multiculturelle et à contrario la puissance de l'unité nationale laïque et républicaine. Le refus de la représentation politique prend toute sa valeur lorsqu'on le compare à ce qui s'est passé historiquement pour le mouvement ouvrier. Par ailleurs, il existe une dévalorisation systématique des immigrés due à la reprise du conflit occident/orient dans le cadre nord/sud et aux restes du colonialisme dans le cadre de l'impérialisme actuel.

b / La violence réactive ou corollaire à tous ces phénomènes est claire :

- C'est la recherche de tous les moyens possibles pour "passer" (faux papiers, détournements de procédure, passages clandestins, passeurs, etc...).

- Ce sont les luttes sociales (les grèves de la faim, les émeutes urbaines, voire le terrorisme, etc...). Comme l'indique Baudrillard dans son livre *L'échange symbolique et la mort*, celle-ci devient monnaie d'échange, et c'est même dans certaines situations la seule chose que l'on peut mettre en jeu. Si on n'est rien, alors il reste la mort pour exister. Les zapatistes du Chiapas ne disent pas autre chose.

- C'est la violence de la vie avec son lot de délinquance parfois sordide et à maint égard, la situation tend à ressembler à la pauvreté du XIX<sup>e</sup> siècle. De fait, le recours à la violence a lieu à un âge de plus en plus jeune.

- C'est également la violence dans les communautés et entre les communautés (les agressions, les viols, les mariages forcés, les arnaques au mariage, le tribalisme mafieux, les trafics de survie, les bandes, etc...), la montée de l'islamisme comme salut et reconnaissance de la différence, tout comme le racisme inversé anti-blanc et antisémite, le machisme exacerbé.

- Une certaine tendance à l'autodestruction, ainsi que la violence symbolique (le langage, les échanges dans les rapports humains, la religion, les signes identitaires, le soutien à Khelkal, etc...) tout aussi insupportable que la violence réelle.

Bref la violence comme mode d'être dans un univers de chaos !

La revendication « je veux qu'on s'occupe de moi ! » que l'on entend si souvent est encore une fois une preuve de l'intégration. C'est

une forme politique de la volonté d'avoir voix au chapitre, parce que l'intégration politique est refusée, alors que l'intégration sociale et idéologique est déjà réalisée.

Le résultat de la situation est cette extrême difficulté à penser politique autrement que dans le cadre défini par le système. Le système tend en effet à déposséder ses membres de la citoyenneté réelle en leur faisant croire qu'ils sont libres tout en leur assignant une place dont ils ne doivent pas bouger.

**9.** UN CONSTAT devenu banal, mais dramatique, est celui du repli ethnique ou communautaire.

L'intériorisation de l'association «immigration = problème» ou celle de «banlieue = immigration» est présente partout, dans la population immigrée comme dans les associations. L'étude des difficultés par l'approche de la domination montre au contraire qu'il ne s'agit pas d'un problème ethnique ou communautaire, mais bien d'un problème social et politique. Le rapport de force entre les groupes sociaux, le rôle de l'État sont clairs dès lors que la domination capitaliste produit l'apartheid social, tant sur le plan économique que sur le plan politique. Tout baigne dans un magma idéologique qui cherche à légitimer la situation, la normalité. Aborder les problèmes par le biais de l'exclusion n'a pas arrangé les choses car c'est un concept fourre-tout qui tend à cacher qu'il s'agit en fait d'inclusion différentielle. Le poids du débat public, du «sens commun» est indéniable, car il s'agit toujours de rejouer la différence contre l'assimilation républicaine, le particularisme contre l'unité. L'exemple du foulard est très significatif car il a montré qu'il n'était pas question de poser le problème de l'égalité dans la différence.

A cet égard le rôle de Le Pen a été fondamental : il a permis de faire sauter des verrous idéologiques importants. Aujourd'hui ce sont ses thèses qui marquent la situation. La volonté de séparer les communautés gagne du terrain. Ici aussi nous sommes face à un problème de définition. Faut-il le qualifier de réactionnaire ou de fasciste ?

Le concept de fascisme était employé avant la seconde guerre pour qualifier des courants qui visaient une «rupture» (la révolution nationale socialiste pour le nazisme et la révolution nationale en France pour Pétain). La crise du système économique s'est résolue avec le new-deal et le fordisme, c'est-à-dire un compromis social avec les représentants de la classe ouvrière. Aujourd'hui l'issue de la crise semble plus improbable. Le FN est pro-libéral tout en étant protectionniste et ce qui semble identique au passé est l'attaque contre les «pauvres» pour maintenir les privilèges de certains, ce qui

## 1995

L'heure des restrictions budgétaires touche le magazine qui ne paraît plus que sur 28 pages et seulement trois fois cette année-là, alors que *No Pasaran* compte 11 numéros et passe de 16 à 24 pages. Ceci est annoncé ironiquement dans l'éditorial du n°45 : «Après *Libé*, *Réflexes* ! À la nouvelle formule de 80 pages, nous répondons par une offre plus alléchante encore : 8 pages de moins pour le même prix ! Nous parlons peu de nous dans nos éditos, mais les variations qu'a connues notre journal, tant au niveau du contenu et de la maquette qu'au niveau de la périodicité, méritent une explication. Nous essayons depuis longtemps de concilier les impératifs financiers et rédactionnels ainsi que les exigences des délais, tout en tâchant de ne pas réduire la qualité du journal ». Il y est également promis la fin du «*Réflexes-Arlésienne*». Les enquêtes (le FN et l'argent, le Gud, les intégristes, la FPIR, les skins, les Hooligans en Europe) côtoient les interviews sur les Roms avec Claire Auzias, sur l'Affaire Guingouin avec Michel Taubmann, sur la Yougoslavie avec Patrick Lecorre mais aussi Raymonde et les Blancs Blecs. On trouve toujours dans le cahier Europe des articles traduits de *Searchlight* ou de l'*Antifa Info Blatt*.

## 1996

Deux numéros pour les premiers mois de cette année et un numéro spécial «Face au sexisme, au machisme, au patriarcat...» réalisé par des militant(e)s du réseau *No Pasaran*. Selon ses géniteurs, ce hors-série est «entièrement consacré à l'antisexisme. Depuis un certain temps, des débats sur le sexisme, le machisme, le patriarcat, l'homophobie, traversaient nos groupes. De la lutte contre les cathos intégristes à la volonté d'installer entre nous des relations égalitaires, du ras-le-bol des pogos machos dans les concerts à la lutte des femmes algériennes, chiapanèques ou tibétaines, la nécessité de développer nos positions et une réflexion plus approfondie se faisait sentir. Nécessité de développer nos positions et une réflexion plus approfondie se faisait sentir. Nécessité également de connaître l'histoire des luttes féministes, de s'interroger sur l'ordre patriarcal et son rapport avec la société dans laquelle nous luttons ». Après cinq mois d'attente paraît le n°49 consacré à «La xénophobie au pouvoir» qui analyse la législation anti-immigrée française. Une double enquête dans ce numéro, l'une sur le MIL et sur la police intitulé «Le clan des Marseillais». Ce numéro 50 devait donc paraître en septembre 1996. Las...

## LE BEST OF...

Les mauvais jeux de mots, les calembours, les palimpsestes et les contrepétories ont toujours constitué le lot commun des différents numéros de *Réflexes*. Ne nous leurrions pas : ce sont eux qui, en fin de compte, ont assuré le véritable succès de la revue et non pas toutes ces enquêtes, interviews et autres dossiers dont on peut maintenant vous révéler qu'ils n'étaient qu'un prétexte pour placer un maximum de titres vaseux. Contrairement à ce que peut imaginer E. Ratier, *Réflexes* n'a jamais été soutenu par le grand lobby judéo-maçonnique mais bien par l'Empire du mauvais goût. Morceaux choisis :

### • Sur l'extrême-droite en général

- *Nouvelles Résistances mais vieilles guenilles...* [37]. Jeu de mot sur la création de NR.  
- *Châteaux cachés et bottes de cuir* [41]. Accroche d'un article sur la propriété du PNFE. Le titre d'un autre article consacre au même sujet est quant à lui un palimpseste d'un livre de Céline : *PNFE. D'un château l'autre* [42].

- *Le nouveau catalogue des trois fafs* [43]. À propos du petit commerce de C. Cornilleau.

- *Le MIL a plus d'un tour dans son SAC* [49].

- *Goldsmith-de Villiers : roi des vils et rat des chouans* [44].

- *De Villiers : le vicomte à dormir debout* [44].

### • Sur le FN et Le Pen en particulier

- *Ras le front !* [34]. Jeu de mot créée bien avant l'organisation du même nom...

- *GTDE : Ali Le Pen et les 40 voleurs* [42]. Ce palimpseste sert d'accroche à un article sur les avantages tirés par le FN et ses amis du financement européen. Le vrai titre est tout aussi mauvais : *GTDE : Le Pen parle et ment européen* [42]. Sur le même sujet, *FN : l'oeil de Strasbourg* [43] et *Les faux fils de Strasbourg* [43].

- *Skinheads ou le Le Pen prolétariat* [47]. Très mauvais jeu de mot sur l'origine sociale des skinheads (le lumpen prolétariat) pour le titre d'un article sur quelques figures du milieu bonehead en France.

- *Le GUD fait son trou au sein du Front* [46]. Référence explicite au symbole du GUD, à savoir le rat noir...

### • Sur les fascistes étrangers

- *Eugène veut sa terre blanche* [42]. Article sur l'Afrique du Sud et référence au nom du chef de l'AWB, Eugène Terreblanche.

- *Allemagne : les fils de Rudolf baissent* [43]. Jeu de mots avec Rudolf Hess, ex-dauphin d'Hitler.

### • LE MEILLEUR (avis personnel)

*Les fous de la messe* [46]. Cette superbe contrepétorie ouvrirait le numéro 46 consacré aux intégristes. Indépassable !

témoigne plutôt d'une politique réactionnaire.

Ce qui est en débat sur le plan politique est l'alternative entre le front républicain, c'est-à-dire l'union antifasciste politicienne ou la liaison entre l'attaque de fond du capitalisme et la lutte antifasciste et antiraciste.

**10.** LE DERNIER constat est celui de l'ambiguïté du système avec les étrangers. Il est vrai que l'on peut constater le même genre d'ambiguïté pour la drogue ou les armes.

En effet, d'un côté il les exclut politiquement et idéologiquement, mais de l'autre il s'en sert allègrement. Le système capitaliste a toujours besoin d'immigrés, on le voit pour les conditions de travail (salissures, temps de travail, pénibilité, horaires, etc.). C'est le cas dans le bâtiment, la restauration, les emplois de maison, le nettoyage, les entretiens divers (les exemples des centrales nucléaires ou de l'amiante sont connus). Il en a besoin pour le coût du temps de travail et la baisse des minima admissibles.

Les lois anti-immigrés servent bien à faire pression sur la main-d'oeuvre salariée notamment celle d'origine étrangère puisqu'il est impossible d'expulser tous les irréguliers. Cela a entre autres comme conséquence de faire monter les prix du passage des frontières et non pas de les dissuader ou des empêcher.

De plus il dit les refuser ici alors qu'il les crée au niveau planétaire, ce qui questionne la notion de réfugié. Vu la puissance du système au niveau mondial, est-il encore raisonnable de faire une différence entre les diverses sortes de réfugiés : politique, économique, écologique, en fonction de leur âge ou de leur sexe pour les femmes et les enfants ?

En clair ce système est incapable d'assumer les conséquences humaines de son fonctionnement autrement qu'en maintenant la séparation et les discriminations, l'oppression et l'exploitation. Nous sommes bien en face du problème de la reproduction et de la continuation de la domination capitaliste et impérialiste.

**11.** En conséquence se posent quelques questions. Tout d'abord pourquoi demander aux "étrangers", "immigrés" d'être plus clairs que les français ? Nous avons déjà un problème de dénomination, combien de temps demeure-t-on un "étranger" ?

Comment penser construire l'Europe sans accepter la singularité des autres cultures, sans assumer l'unité dans la diversité ? Notre incapacité à accepter notre propre diversité augure mal de la construction européenne d'un point de vue humain. Le marché, lui,

accepte toutes les diversités et absorbe le multiple à condition que cela se vende ou s'achète, qu'augmente ainsi le capital.

Il faut noter ensuite l'incapacité de la gauche à comprendre l'évolution du capitalisme. Le poids de la gestion a remplacé la volonté de transformer la réalité sociale. Nous sommes face à une crise du progrès et une crise du sens, une crise de notre civilisation dans laquelle penser à l'avenir de l'humanité revient forcément à se poser la question de l'action politique ou du laisser faire.

On comprend alors la nécessité de se poser la question «pourquoi ?», donc du rôle du sens commun médiatique et spectaculaire qui donne les réponses avant les questions.

Si les mouvements de population ont des causes, pourquoi en rester seulement aux droits en général et aux droits de l'homme en particulier ? Le droit est déjà différentieliste au niveau français et européen tout en étant officiellement compatible avec les droits de l'homme. En ce qui concerne les droits politiques ou sociaux, il est net que les droits sont inégaux. Pour les personnes "étrangères", il n'y a pas de droit de vote, pas de liaison entre la régularité du séjour et les droits sociaux (la préférence nationale est en marche depuis 1993). Remarquons aussi l'absence de liberté de circulation en Europe pour les non-européens.

À ce sujet il faut noter l'humour de l'ultime trouvaille de Debré alors qu'il était encore ministre de l'Intérieur : la notion de "sans-titre". La dénomination policière renvoie ici à celle de "sans qualité", d'inexistant, de sans être. Debré est devenu «l'effaceur». Il faut gommer le nom pour pouvoir expulser les personnes.

Ne pas poser la question du changement du droit et de la transformation sociale revient à penser qu'il peut y avoir un capitalisme «propre» et réformable.

Mettre la gauche face à ses responsabilités et ses carences est une nécessité pour aller de l'avant. Sans la gauche, un certain nombre de mesures antisociales et anti-immigrés n'auraient jamais pu être prises. Ensuite nous devons dépasser le blocage mental qu'elle induit pour tenter de résoudre la question de la crise politique dans laquelle nous sommes plongés.

C'est pour cette raison que nous devons reposer la question de la citoyenneté et de la représentation politique. La notion de citoyenneté est issue de la révolution française, elle est liée à la démocratie parlementaire. On peut la reprendre telle qu'elle a été développée dans la revendication de «nouvelle citoyenneté», c'est à dire en la déconnectant de la nationalité et en lui donnant un contenu actif et autogestionnaire et de démocratie directe quel que soit le lieu, les domaines concernés, l'âge ou l'origine des

personnes qui la mettent en oeuvre.

Participer aux luttes est une évidence, mais en acceptant le multiple, le mouvant, l'éphémère, la liaison entre la forme et le fond. À chaque fois que l'on peut le faire, il est nécessaire de transmettre la mémoire des luttes, de tirer le ou les bilans pour l'avenir. Il est également nécessaire de respecter les possibilités d'appropriation des personnes en mouvement pour éviter le rejet de la politique par crainte d'être récupéré.

Il semble indispensable de viser la durée dans l'affirmation politique sans retomber dans les erreurs du passé où la durée signifiait ou signifie reproduction du pouvoir et bureaucratisation (vie des regroupements pour eux-mêmes), c'est à dire en essayant que les fins et les moyens soient un peu en cohérence.

Autre nécessité, penser à construire et reconstruire des réseaux, des associations en vue de l'autonomie radicale pour dépasser l'éparpillement actuel.

Sur le plan des revendications il serait souhaitable de reprendre la notion de réfugié en l'étendant à tous les domaines, suivant en cela l'exemple de la lutte des femmes pour l'asile en raison des persécutions ou oppressions liées à leur sexe.

Lier les revendications ponctuelles avec la critique de fond du système tend à éviter d'être piégé par le seul travail de dossier, le cas par cas et la guérilla juridique.

Mais la connaissance des difficultés à allier le travail de terrain concret (cas personnels, luttes, suivi militant pour l'action politique et pratique, coût financier, élargissement de la mobilisation, etc...) et la critique globale de la société incitent à la prudence sans céder sur le fond.

La lutte pour l'interculturel devient importante et elle peut rejoindre la question de l'affirmation politique et culturelle. On peut ainsi se référer à l'exemple du Brésil où la musique et la danse permettent l'affirmation plurielle.

On peut se poser la question de savoir si l'ethnisation n'est pas négative parce qu'elle est réactive. Mais pour devenir positive il serait nécessaire que saute le verrou de "l'unité nationale", c'est à dire le modèle de l'unicité républicaine française centralisatrice et assimilatrice. Il faudrait que les communautés puissent s'affirmer dans la positivité, en particulier dans le domaine culturel ou politique et pas seulement de façon religieuse ou marchande.

La question de savoir si le problème de l'interculturel devient primordial fait partie des questions à résoudre. Inévitablement ceci amène à réfléchir à ce que doit être la ou les solidarités. La voie du mélange et de l'autonomie radicale est notre horizon, c'est un défi que nous tenterons de relever. **PH. C.**

# L'ORDRE MORAL

## jusque sous les couettes

**Dix ans d'opposition  
à l'avortement.**

**Entretien avec**

**Fiammetta Venner<sup>1</sup>.**

**Quel est le bilan des dix dernières années concernant la remise en cause des droits des femmes ?**

— Le mouvement d'opposition à l'avortement commence dans les années 1970. Vers 1985-1986, les groupes anti-IVG (le premier groupe qui développe les commandos est celui de Xavier Dor) choisissent de ne plus appliquer leurs méthodes antérieures de lobbying et de prise en charge de la femme et décident de passer à une violence plus active. Ils sont favorisés par l'implantation du FN dans les circonscriptions électorales françaises et également par l'arrivée « d'amis américains » recherchés pour vols, incendies et attentats à la bombe dans les cliniques américaines. Et puis, il y a l'Église qui aide leur mise en place. Le mouvement Provie ne veut pas seulement remettre en cause le droit à l'avortement mais aussi la contraception, l'information à l'école, le préservatif...

**Quel est l'état actuel des politiques natalistes en France ?**

— Les politiques natalistes à l'égard des femmes correspondent au retour de la droite au pouvoir. Notamment dans la deuxième législature où l'on voit certains députés comme Colotto Codaccioni rédiger des rapports auprès de Balladur pour une nouvelle politique nataliste. Pendant ces deux années de cohabitation, la présence de Simone Veil

a permis de freiner tout ce qui remettait en cause le droit des femmes à être libres et à gérer leur vie.

Les politiques natalistes françaises sont médiocres. Les politiques de droite comme de gauche n'ont pas encore compris qu'avant de faire trois enfants il fallait déjà en faire un. Ils favorisent le deuxième, le troisième enfant, voire le quatrième mais jamais le premier. Quant aux politiques familialistes, ce sont des politiques libérales essayant de limiter les frais. Cependant le salaire maternel, dans les programmes et dans les théories des partis de droite comme le RPR, est très important. Lors des législatives, le FN a dû réaliser un nouveau programme, les femmes au sein du FN s'opposant depuis des années au salaire maternel. Au même moment le RPR s'appropriait l'idée et le terme de salaire maternel. Le FN adopta alors le terme de salaire parental. Les « extrémistes » n'étaient plus le FN mais le RPR.

Il est clair qu'il existe un vrai projet chez certains hommes politiques qui vise à ramener les femmes au foyer et à les rendre responsables du chômage. Quant à amener les femmes à faire des enfants, les politiques qui tentent de le faire ne sont pas viables.

**Quelle est l'importance des commandos et de leurs actions dans les centres IVG ?**

— Le commando est très important, il constitue le délit d'entrave à l'IVG. Il se soit en s'accrochant aux tables d'opérations, en bloquant une clinique pendant une journée ou en empêchant physiquement une femme de se faire examiner. Dans ce cadre, les commandos ont été très nombreux puisqu'on en compte 140 depuis ces dix dernières années. Mais il y en a eu probablement plus de 300, dans la mesure où l'on considère le commando comme un délit d'entrave à l'IVG et sans leur compte de lobbying par exemple.

**Mais il existe d'autres entraves que les commandos...**

— La remise en cause du droit des femmes à avorter ne se fait pas que par les commandos. Ils sont la forme la plus visible, la plus médiatique, mais aussi la plus dangereuse. Cette remise en cause est également gouvernementale, le fait de ne plus financer les associations locales, le fait de ne plus rembourser les pilules mini dosées par exemple.

**Depuis la loi Neiertz de 1992, les groupes anti-IVG peuvent être poursuivis pour délit d'entrave à l'avortement. Quelles sont les sanctions pénales encourues ? Peut-on encore parler de vide juridique ?**

— A un moment donné on était obligé de les arrêter et les poursuivre pour vols. La loi Neiertz a permis de parer à ce vide juridique. Mais les plaintes sont-elles assez nombreuses ? Le fait de bloquer une clinique, comme le fait souvent le groupe SOS-Tout Petit de Xavier Dor est un délit d'entrave et nécessite une condamnation. Le problème est que la préfecture lui donne l'autorisation de manifester. Ce droit commuquera-t-il à être donné ? Le problème n'est plus le vide juridique mais les plaintes déposées contre les agresseurs. Les hôpitaux et les médecins harcelés ne vont pas forcément porter plainte. Les procès et les plaintes qui ont abouti se sont fait très rapidement en deux ou trois ans, ce qui est peu pour des affaires judiciaires de ce type. Les commandos ont des peines de plus en plus lourdes, la complaisance des juges est rare, même s'il est remarquable que les membres de commando sont en général condamnés à de la prison avec sursis et qu'ils accumulent justement ces sursis sans qu'ils se transforment en prison ferme ; le cas de la Pitié-Salpêtrière qui a dû faire appel est une exception.

La jurisprudence est en notre faveur mais ce sont surtout les plaintes des hôpitaux qui sont nécessaires.

### Pourquoi cette réticence des cliniciens et des médecins à porter plainte?

– Le fait de ne pas avoir parlé de ces commandos avant 1990, alors que des actions similaires étaient réelles depuis 1986 est un problème personnel de la part des responsables d'hôpital auquel on peut également ajouter des craintes de représailles qui empêchent ainsi de nombreux médecins de porter plainte suite à des actions commandos. Quant aux peines encourues, les assaillants risquent entre trois mois et trois ans de prison et entre deux mille et trente mille francs d'amende seulement pour le délit d'entrave.

### La question de l'IVG a été au centre de nombreux débats à l'Assemblée nationale. Quel était le projet d'amnistie en faveur des commandos voté le 19 juillet 1995 ?

– L'amnistie concernait tout le monde, de celui qui avait des contraventions au commando, le gouvernement n'ayant pas décidé d'amnistier en plus les commandos. Il n'est pas du tout certain que les commandos aient été au courant immédiatement, Xavier Dor semblait assez surpris de l'opportunité qui lui était ainsi donnée, contrairement aux députés qui en étaient parfaitement conscients. À l'Assemblée nationale, un projet de loi Provie passerait s'il n'était pas dénoncé médiatiquement. La CADAC a "réveillé" les députés de gauche permettant ainsi de déclencher une très forte mobilisation visant à porter un amendement à cette amnistie sur les commandos. Des amendements complémentaires sont passés au sénat amnistiant les commandos et permettant la poursuite des "Pro choix". En effet l'avortement n'est pas légal en France, l'information le concernant est interdite comme pour la contraception, sauf dans certains cas si les femmes sont en détresse et si le médecin est d'accord. La commission paritaire entre l'assemblée et le sénat a émis un texte réaffirmant d'une part la condamnation des commandos mais également l'application de la loi Veil interdisant la propagande pour l'avortement. Ce qui impliquait à plus ou moins court terme la poursuite pénale du planning familial, en particulier par des associations qui pourraient essayer d'entamer des procédures judiciaires contre l'un de leurs plus proches adversaires. Néanmoins il n'y a pas eu de réelle offensive à l'égard du planning. La manifestation du 25 novembre 1995 a permis de limiter les éventuelles velléités du gouvernement en ce sens.

### Les associations anti-IVG, ainsi que certains parlementaires ont des liens avec l'Église et l'Opus Dei. Comment sont définis ces réseaux ?

– La venue du pape a été fortement célébrée dans les milieux traditionalistes. Le Pape y est vu comme un grand dignitaire. En 1988, sa tournée en Alsace-Lorraine a donné naissance à l'association anti-IVG la Trêve de Dieu et à une dizaine de commandos dans cette région, commandos plus musclés que ceux de Xavier Dor. Un certain nombre d'ecclésiastiques et de réseaux entre clercs et laïcs étaient à ce moment «remerciés» par la Trêve de Dieu. Il y a des liens solides entre l'Église et les opposants à l'IVG. Ces réseaux sont également établis entre des parlementaires, Christine Boutin, parlementaire étiquetée UDF, étant considérée comme un diplomate du Vatican. Cette députée est de fait ambassadrice d'un autre pays, qui plus est théocratique, ce qui est choquant dans un pays laïc. À titre de comparaison, la situation aurait été aussi choquante si en 1933 un député français avait été ambassadeur d'Allemagne.

### Quelles sont les positions des traditionalistes lors des venues du pape en France ?

– La situation a changé, en raison d'une réelle mobilisation contre la venue du pape qui ne passe pas aussi inaperçue que sa visite de 1988. Lors de l'épiscopat français réagit, les traditionalistes suivent ses positions, par exemple lorsqu'il déclare en 1990 : «Nous sommes contre l'avortement mais éviter la violence.» Les commandos se sont arrêtés pendant trois mois. Et la réaction négative de l'épiscopat à l'encontre de Jean Vanier. Il est arrivé qu'un député a déclaré : «Le pape est le chef de l'Église qui a le mot de la loi bon ou pas.» Le Pape est l'un des plus grands opposants à l'avortement et il ne partage pas de liens avec les Pro-Life américains. Les réseaux français sont par ailleurs très éloignés des réseaux américains. Ils ont été créés une année comme Dieu des commandos. On peut effectivement constater un manque de potentiel mobilisateur de l'Église dans la population catholique.

### Quelle est la véritable influence des pro-life américains sur les groupes français ?

– Le commando en tant que méthode a été inventé en France en 1986. Il a été exporté aux États-Unis en 1987, puis réintroduit en France en 1988. Provie International est un vaste réseau de rencontres et de conférences. Il y a un réel échange puisque la documentation américaine est disponible en France, les infos sont transmises par Internet. Par contre, il ne semble pas y avoir de hiérarchie au sein de ce type de réseau.

Les nombreux échanges ne sont plus à démontrer : les échanges financiers, dans les deux sens mais également les échanges de méthodes. Avant l'attentat d'Oklahoma City, tous les Provie connaissaient la méthode pour faire exploser un immeuble avec du fumier par exemple.

Trechman est le théologien de l'homicide justifié : les hommes doivent, au moyen d'armes, veiller à faire appliquer l'ordre moral, éventuellement en assassinant ceux qui s'y opposent.

### Il y a huit mois, à Montréal, s'est déroulé un congrès de Human Life International.

Il semble que ce soit un lieu de rencontre des différents groupes anti-IVG.

As-tu des informations sur cette nébuleuse ?

– Human Life International représente l'implantation catholique aux États-Unis. C'est un prêtre, proche du pape, qui s'attache à ce que les protestants se catholicisent par l'intermédiaire de leur lutte contre l'avortement. C'est un réseau important, la plupart des bracts que l'on trouve en France proviennent de Human Life. Même si ses membres font très peu de commandos, leurs brochures sont utilisées par des commandos français. Ils se font d'ailleurs remarquer à Haïti, dans les bidonvilles où ils font circuler des rumeurs sur le vaccin contre le tétanos, qui serait un vaccin abortif, et incitent à ne pas se faire vacciner. Ils provoquent ainsi des morts en série. Ils ont par ailleurs ravivé le mouvement d'opposition à l'avortement dans certains pays catholiques comme la Grèce.

### Quelle est la situation européenne ?

– En Pologne il y a une éternelle lutte entre Provie et Prochoix. D'après une chercheuse, auteur d'un livre sur la Pologne, l'avortement comme l'Église sont très populaires, quoique la population commence à se lasser

de la politique cléricale.

En ce qui concerne l'Irlande, la situation est étonnante car il y a, comme dans chaque pays, des opposants.

L'Espagne a connu une très grosse opération commando semblable au commando américain mais qui fut de courte durée, une semaine il y a quelques années.

En fait, il y a des attaques d'opposants au nom de technologies donnant la possibilité aux femmes de saupoudrer d'enfanter.

**Il a démontré le travail commun avec la partie réactionnaire de la droite classique. Quelles sont les relations entre les assos anti-IVG et le FN ?**

– Il y a une volonté au sein du FN de s'opposer à l'avortement. Il y a eu des divergences internes. 69 % des lecteurs de *Nouvel Hebdo* sont pour l'avortement, mais malgré les divergences des responsables favorables à l'avortement, les opposants restent majoritaires dans ce parti.

**Quelles sont les figures des Provie qui font partie de l'extrême-droite ?**

– En 1990, au congrès de Laissez les vivre, on comptait de nombreux députés FN. Leur présence était importante lors du dernier congrès de Permanence qui s'est tenu en novembre 1995. Le FN est très impliqué dans le mouvement anti-IVG, Xavier Dor est au FN, quand à Claire Fontana, la présidente de Trêve de Dieu, elle est la fille de Gobry proche de Chrétienté Solidarité et travaillait sur Radio Courtoisie, avant de vouloir dépasser l'extrême-droite classique. Christine Boutin est sans doute trop vichyste pour accepter les compromis avec le FN. On note ainsi l'existence de deux droites mais le FN est le point de départ de ces groupes. Le Cercle Renaissance subventionne les associations anti-IVG tandis que le journal *Présent* s'est toujours fait le relais des informations du mouvement Provie.

**En comparant les « victimes » de l'avortement aux victimes du génocide juifs, certains groupes ne permettent-ils pas ainsi de le relativiser ?**

– Deux associations importantes organisent des pèlerinages à Auschwitz. L'Alliance chrétienne regroupant de nombreuses associations sous la direction de Michel Villette, organisait, un fois par an, un pèlerinage à cheval de la Drôme à Auschwitz avec des scouts équestres. L'autre association est

l'Union des Nations Européennes (UNECE), dirigée par Winfried Wuermeling, fils d'un ministre allemand de la Famille d'Adenauer. Son frère, médecin, avait fait « survivre » un foetus quelques minutes après la mort de sa mère, des suites à un accident.

Wuermeling développe l'infamie selon laquelle l'avortement est responsable du plus grand génocide de tous les temps en ce qui concerne au Zyclon B.

**Il est l'auteur d'un livre sur les opposants à l'avortement intitulé *L'opposition à l'avortement les lobby au commando*. Comment a-t-il été accueilli par les opposants à l'IVG ?**

– Ce livre est une synthèse de l'histoire du mouvement Provie qui commence dans les années 1970. Au même temps que le mouvement Pro-choix. Il comprend également de nombreuses analyses de discours et des analyses portant sur les différents groupes anti-IVG.

Lors de sa parution, le livre n'a pas suscité une grande réaction chez les opposants. Bien que Claire Fontana fut dérangée par certains détails la concernant, la Trêve de Dieu ne m'a pas pourrâché. Les poursuites engagées

par certains Provie portèrent plus particulièrement sur l'implantation d'un commando et sur son sabotage et sur leurs liens avec l'extrême droite et les mouvements Provie américains.

Le procès fut l'objet d'un non-lieu car le dossier présenté par les associations anti-IVG était illisible pour les juges. Leurs avocats étant des bénévoles. Provie, ils ont la possibilité de poursuivre en diffamation les militants Pro-choix. Un comité de soutien s'est alors mis en place pour les frais d'avocat et les délibérations sont en attente. Ce livre est un état des lieux du mouvement de l'opposition à l'avortement et non un livre polémique.

**Dans un autre ouvrage intitulé *L'extrême droite contre les femmes*, coordonné par l'Université des femmes et Charte 91, tu réalises une enquête de terrain sur les femmes au sein de l'extrême droite. Quel est le rôle de ces femmes ? Peut-on parler d'un féminisme de droite ?**

– Cette enquête sur les femmes de droite est en plusieurs parties réalisées par une équipe dont est membre Claudie Lesselier. Elle explique que la représentation des femmes dans l'extrême droite n'existe qu'en tant que

vierge ou que mère. Dans cette enquête de terrain, je me suis plus attachée aux militantes et comment elles gèrent l'image que l'on a donnée d'elles.

Ces femmes sont très impliquées dans les mouvements d'extrême droite et doivent s'affirmer sans cesse par rapport aux militants de sexe masculin. Cependant, dans les groupes nationalistes réactionnaires, elles sont plus « soumises » en raison de leur non adhésion parentale au groupe national radical. C'est à dire pour simplifier que si les parents sont déjà militants, elles n'ont pas à militer. En ce qui concerne l'AGRIF, ce sont des femmes qui réalisent dans l'ombre de Bernard Antony tout le travail de l'association.

La particularité de ce travail réalisé en collaboration avec Claudie Lesselier est que nous avons découvert que les femmes assument ou n'assument pas du tout l'image que l'on donne d'elles, ce qui étonnant dans ce courant politique.

On peut parler d'un féminisme de droite, d'un féminisme différentieliste se basant sur la revendication de la différence entre les hommes et les femmes. Sexe biologique et social sont similaires pour ces militantes nationalistes. La complémentarité de l'homme et de la femme cantonne le rôle de celle-ci dans celui de mère. Il faut des droits spécifiques aux femmes comme la maternité par exemple.

**Quelle est la définition des féministes de droite concernant l'homosexualité ?**

– L'extrême-droite fonctionne sur l'égalité entre le sexe et le genre. Les femmes ont pour rôle majeur celui de procréer. Le métissage est bien entendu interdit. L'homosexualité est la transgression d'une différence fondamentale, puisque la différence est inversée. Aux États-Unis, partant du fait qu'il n'y a pas de différence transgressable, on note l'existence de groupes homosexuels Provie. Ce sont des homosexuels politiques qui s'abstiennent de tout rapport, sexuel puisque ces rapports ne peuvent pas être voués à la procréation.

# La peste brune en Europe

## ...et de quelques moyens de s'en débarrasser

### Dix ans de néo-fascisme et de nationalisme en Europe du Nord et de l'Ouest

**D**ANS une perspective internationale, les antifascistes doivent se pencher sur les événements des dix dernières années. Il serait malhonnête de brosser le tableau d'une vague de néo-fascisme s'appêtant à déferler sur l'Europe du Nord et de l'Ouest, mais il est indéniable que les forces réactionnaires fascisantes et d'ultra-droite ont opéré de significatives percées tout au long de la décennie passée.

Ce processus s'est déclenché en France en 1986, quand Le Pen et son Front national ont engrangé leur premier réel soutien lors d'élections nationales (ils étaient déjà présents au Parlement européen). Ainsi lancés, ils ont travaillé à consolider cette base électorale d'un minimum de 2 millions de voix, avec des pics à 4, 5 millions d'électeurs prêts à défendre leur programme raciste, antisémite et autoritaire. Les succès du FN furent le catalyseur qui tira l'extrême droite de l'isolement où elle avait végété, aux confins de la vie politique, depuis l'écrasement du Troisième Reich en 1945.

Entre 1945 et 1986 il y eut bien sûr des exceptions, tel le poujadisme en France dans les années 50, mais elles furent avant tout les résultats de certaines conjonctures politiques, et non pas les prémisses d'un développement à long terme. 1986 marqua ce saut qualitatif et permit l'émergence de partis électoraux d'extrême droite et fasci-

sants - modelés sur le FN pour certains - dans divers pays européens. Tous ont profité de la manne des politiques restrictives de plus en plus racistes et inhumaines, que les grands courants politiques et les États ont progressivement mis en place dans ces pays. Que l'immigration en Union européenne (UE) se soit peu à peu tarie n'entame pas la croissance de l'extrême droite. Au contraire, la répression de l'État quasi ininterrompue, les mesures policières, les campagnes de presse sur le sujet et l'«Europe forteresse» ont, dans l'UE, servi à renforcer l'extrême droite en gratifiant sa rhétorique d'un vernis de légitimité.

On a ainsi assisté dans divers pays au désenclavement de cette droite extrême ou néofasciste, et ce qui fut dès lors une inexorable marche de l'avant soulève de graves questions politiques que le mouvement antifasciste n'a sans doute pas encore bien pesées. Pour une nécessaire compréhension critique de la situation, il nous faut distinguer entre les pays concernés, dont chacun présente une histoire, une tradition et une culture politique qui lui sont propres. Procéder à cette mise à plat implique que nous posions les différences - d'ordre politique par exemple - existant entre les nombreuses organisations d'extrême droite comme étant d'égale importance à leurs points communs. Sans cette démarche préalable nous ne pourrions pas déterminer où plane la plus grande menace, réelle ou en puissance.

La différence cruciale est celle qui sépare le néo-fascisme comme danger politique de celui qui se cantonne, pourrait-on dire, à n'être qu'une forme d'activité violente met-

tant en péril la sécurité publique et individuelle, voire en troublant l'ordre et la loi.

Dans la première catégorie - l'extrême droite comme menace politique - on peut ranger les pays suivants : l'Italie bien sûr, l'Autriche, les Flandres en Belgique, la France, les Pays-Bas, l'Allemagne et la Suède. Pourquoi ceux-là ? Et en quoi la menace est-elle d'ordre politique ? La réponse est simple. Depuis 1945, lorsque la dictature d'Hitlers'effondra, le fascisme et ses avatars furent très isolés en Europe du Nord et de l'Ouest. Les zélotes d'Hitler étaient peu appréciés et pour les plus perspicaces d'entre eux, la tâche majeure consistait à trouver un moyen de sortir de l'ombre. Ainsi le néo-fascisme, phénomène politique marginal, opéra sa transformation quand il commença à obtenir une certaine résonance parmi la population et se retrouva en position de gagner et de consolider une base électorale, de s'introduire dans la vie politique à différents échelons.

#### L'IRRUPTION DU FRONT NATIONAL

Ce qui s'est alors passé est que depuis 1986 en particulier, quand le FN a ouvert une première véritable brèche lors d'élections nationales, des organisations à l'idéologie néo-fasciste mais dotées d'une stratégie électorale et légaliste ont pu percer de même. Elles ont démontré qu'elles pouvaient susciter l'adhésion populaire.

Cela a d'autres conséquences : la droite traditionnelle conservatrice craint l'ascendant de l'extrême droite, la social-démocratie redoute le racisme latent de sa propre base électorale, et toutes deux ont aisément cédé devant leur peur de ces organisations.

Dans les pays cités plus haut, les partis d'extrême droite ou néo-fascistes se présentant à des scrutins ont, depuis 1986, assuré l'élection de leurs candidats à des institutions démocratiques et parlementaires locales, municipales, nationales et européennes.

En Italie, et chose incroyable, presque à l'insu de nombreux antifascistes, la coalition Forza Italia-Alliance nationale-Ligue du Nord forma même un gouvernement néo-fasciste entre mars et décembre 1994. A eux trois ils rassemblèrent plus de 15 millions de voix. Heureusement, leur volonté programmée d'enterrer la Constitution italienne explicitement antifasciste et avec elle la démocratie italienne, a échoué. Ils étaient à la tête du gouvernement mais pas de l'État. A aucun moment ils n'ont détenu le pouvoir effectif. Finalement c'est une combinaison d'incompétence politique, de soupçons de corruption pesant sur Berlusconi et de grèves massives contre les plans du gouvernement qui provoquèrent la chute de celui-ci.

À Anvers dans la région flamande de Belgique, le Vlaams Blok fasciste est si bien implanté qu'il obtient 28% des voix aux élections nationales, et environ 21% dans la région alentour. Le résultat? Dix-sept députés au Parlement belge.

En France, au premier tour de l'élection présidentielle de 1995, Le Pen, candidat du Front national, a recueilli plus de 4,5 millions de voix. Alors que le FN ne compte qu'un député à l'Assemblée nationale, il en a onze au Parlement européen et en France même, il est aux commandes de quatre villes d'importance : Orange, Marignane, Toulon et Vitrolles. Dans le même temps, on notera que l'adoption de versions édulcorées de certains points du programme du FN par les gouvernements successifs – de «gauche» et de droite –, suggère que le soutien à ce parti a peut-être atteint un point culminant.

En Autriche la situation est alarmante. Le «yuppie néo-fasciste», laudateur des SS, Jörg Haider et son Mouvement de la liberté (ancien Parti libéral) se sont imposés sur l'échiquier politique comme figures de poids. Les partis politiques traditionnels ne peuvent plus éluder leurs prises de position.

Aux dernières élections, la presse bourgeoise s'est félicitée de la chute du vote pour le Mouvement de la liberté, de 22,6% à 22,08%<sup>(1)</sup>. Ce qui fut passé sous silence, c'est que le nombre de voix a en fait augmenté de 31 000, pour atteindre 1 029 000. Cela sur un total de 5,8 millions de suffrages. *Die Freiheitlichen* est à présent la mieux représentée de toutes les formations d'extrême droite en Europe, avec 41 sièges sur les 183 du Parlement autrichien.

Dans les autres pays, comme les Pays-Bas ou la Suède, l'extrême droite a remporté des sièges dans des assemblées municipales ou régionales. Ces victoires sont moins spectaculaires mais elles restent inquiétantes car révèlent une fois de plus un fort appui des populations, acquis en grande partie à la faveur d'un discours raciste, anti-immigrés et contre le droit d'asile.

L'Allemagne et la Suède sont des cas à part dont nous traiterons plus loin. Le point principal étant que depuis la seconde moitié des années 1980 la situation s'est modifiée, moins rapidement toutefois qu'au cours des cinq ou six dernières années, depuis la chute du bloc soviétique et la réunification allemande.

Là où les néo-fascistes ont été élus ou bien là où ils ont fidélisé un électorat de masse, les partis démocratiques sont devenus nerveux et leur ont laissé mettre à l'ordre du jour des questions sur le racisme, le droit d'asile, la loi et la sécurité. Le lien en Autriche par exemple, entre les lettres piégées de néonazis et les litanies de Haider réclamant un État policier, est évident.

#### JOUER À SE FAIRE PEUR

Nous devons avoir une approche réaliste des choses et garder le sens de la mesure. Ainsi est ridicule cette panique de certains prétendus antifascistes britanniques – ceci de l'avis même de *Searchlight* –, lorsqu'un membre du British National Party est élu dans une assemblée locale au cours d'un scrutin insignifiant. C'est encore plus grotesque quand les mêmes suggèrent que la mouvance néo-fasciste en Grande-Bretagne est aussi menaçante que celle planant sur l'Europe continentale.

Comment pourrait-elle l'être? En Grande-Bretagne cette nébuleuse compte 4 500 membres au maximum pour ses trois principales composantes : le British National Party, le groupe terroriste néo-nazi Combat 18 et les *boneheads* de Blood and Honour. Quelques précisions : sur ces 4 500 la moitié tout au plus militant. Combat 18 n'a pas plus d'une centaine de partisans. Blood & Honour a scissionné. On peut en tirer deux conclusions. En premier lieu, si un pays de 55 millions d'habitants est incapable de contrôler 2 700 activistes néo-nazis, nous pouvons sérieusement nous faire du souci. Par ailleurs, comment comparer des gens qui font moins de 1% des voix avec d'autres qui,

(1) Depuis lors, le parti de Haider a à nouveau progressé, puisqu'il a obtenu plus de 28% des voix aux élections européennes d'octobre 1996.





dotés d'une pratique différente mais de la même idéologie, recueillent jusqu'à 20% des suffrages comme en Italie, en Belgique et en Autriche, dans certaines régions de France?

- (<sup>1</sup>) Union chrétienne démocrate-Union chrétienne sociale : partis au gouvernement
- (<sup>2</sup>) Parti national-démocrate d'Allemagne
- (<sup>3</sup>) Ligue allemande pour le peuple et la patrie
- (<sup>4</sup>) Union du peuple allemand

Cela nous amène à l'Allemagne et à la Suède, où l'extrême droite constitue une menace à la fois d'ordre politique et terroriste. Pourtant même là les situations sont à confronter, sur la base de cultures politiques assez différentes.

L'Allemagne, pour d'évidentes raisons historiques, et à présent de plus en plus pour des raisons géostratégiques, est la clé de la situation en Europe du Nord et de l'Ouest. L'effondrement de la République démocratique allemande (RDA) et la nette dérive nationaliste amorcée à l'occasion d'une réunification éclair – onze mois entre la chute du mur de Berlin le 9 Novembre 1989 et le retour de la RDA dans le giron de la RFA (il

serait d'ailleurs plus juste de parler d'annexion) – furent de puissants stimulants pour les néo-fascistes et ont facilité leur accroissement rapide.

#### L'INSTRUMENTALISATION DE L'EXTRÊME-DROITE

L'atmosphère nationaliste exaltée par le gouvernement d'Helmut Kohl fut également l'occasion pour l'extrême droite de fonctionner

- (<sup>5</sup>) Parti libéral des travailleurs
- (<sup>6</sup>) Front nationaliste
- (<sup>7</sup>) Jeunes nationaux-démocrates
- (<sup>8</sup>) Nationaldemokratische Partei Deutschlands : Parti national-démocrate d'Allemagne

ouvertement, et d'agir en instrument du pouvoir dans la volonté de celui-ci de retirer de la Constitution l'article 16, qui garantissait le droit d'asile. Ainsi, entre 1990 et 1993 l'Allemagne fut le théâtre d'une vague de violence fasciste organisée, de terreur et de meurtres, dont on ne trouve l'écho que dans la République de Weimar pré-hitlérienne.

Entre 1990 et 1993 soixante-quinze personnes ont perdu la vie à cause de gangs néo-nazis, et pour la seule année 1993, 23 000 actes criminels sont à mettre au compte de ces émules du fascisme. Pendant tout ce temps le gouvernement de Kohl s'est tenu à l'écart. La

terreur fasciste fut exploitée au Bundestag à des fins de ralliement du vote des sociaux-démocrates (SPD), afin que la majorité y dispose des deux tiers nécessaires pour réécrire l'article 16. Ce n'est pas un hasard si le SPD a fini par céder alors qu'un incendie ravageait un foyer de travailleurs vietnamiens à Rostock, à l'apogée du pogrom d'août 1992 dans cette ville.

Des pogroms comme ceux de Hoyerswerda et de Rostock sont à nouveau des éléments de la politique allemande. De même pour les victoires électorales de l'extrême droite qui, bien que sa frange la plus radicale fut l'objet d'une certaine répression après que son utilité fut épuisée, ne peut plus être ignorée, en particulier parce qu'elle fonctionne comme alibi et justification de la dérive à droite du CDU/CSU<sup>2</sup>. En mars 1996 dans le Bade-Wurtemberg, les Republikaner (REPs) ont une fois de plus prouvé leur importance. En dépit des pronostics de la presse et des médias ils ont obtenu 437 000 voix aux élections du Parlement régional (Landtag), devenant ainsi le premier parti d'extrême droite à être réélu depuis 1945.

Le vote REPs est lié aux sérieux problèmes que connaît l'Allemagne mais également à une restructuration de la scène activiste néonazie. C'est sans surprise que dans le Bade-Wurtemberg des membres de groupes interdits prêtèrent leur concours au REPs. Il

s'agit d'ailleurs en partie d'une nouvelle stratégie de la frange radicale, que la répression de l'État pourtant peu énergique a fragilisé plus que prévu. La décision fut donc prise par les activistes d'infiltrer les principaux partis électoraux d'extrême droite : le Nationaldemokratische Partei Deutschlands (NPD)<sup>3</sup>, les REPs, la Deutsche Liga für Volk und Heimat (DL)<sup>4</sup>, et, dans une moindre mesure, la Deutsche Volksunion (DVU).

Le vote dans le Bade-Wurtemberg démontre qu'il existe un vaste électorat potentiel pour une espèce de néo-fascisme « acceptable » ou « respectable ». Certains militants ralliés à cette idée ont franchi le Rubicon. Ce vote prouve aussi que le nouveau nationalisme de la droite classique ne comble toujours pas une portion conséquente de la population.

On distingue désormais clairement quatre tendances au sein des radicaux, en dehors de ce qu'on peut déduire de leurs choix d'infiltrer tel ou tel parti électoral.

#### UN NÉO-FACISME PROTÉIFORME

Tout d'abord les « traditionalistes », regroupés autour de ce qui reste de l'ex-Freiheitliche Deutsche Arbeiterpartei (FAP)<sup>6</sup> de Friedrich Busse, organisation qui tente de survivre malgré sa mise hors-la-loi. Cette fraction est en grande perte de vitesse.

Vient ensuite le Gesinnungsgemeinschaft der Neuen Front (GdNF) qui s'est consolidé en dépit d'une faible visibilité. Il s'est surtout consacré au développement de son réseau à travers les babillards (BBSs), et au renforcement de la HNG, une structure pour ses militants incarcérés. Des indications suggèrent que le GdNF s'est même agrandi.

La troisième tendance est issue du FAP et s'est constituée autour de Thorstein Heise, en Saxe-Anhalt. Elle s'est exclusivement investie sur la scène skinhead d'extrême droite, dans le but de mettre sur pied une culture musicale de rock nazi qui servirait aux activistes de vivier à recrues. Heise a noué de solides liens avec les terroristes britanniques néo-nazis de Combat 18.

Enfin, de loin les plus importants, les néo-nazis *modernisers* qui comptent le poseur de bombes Peter Naumann, les « dissidents » du FAP Glenn et Andre Goertz, et Stefan Hupke membre du Nationalistische Front (NF)<sup>7</sup>. Ils ont tenté de se regrouper autour du magazine des Junge Nationaldemokraten (JN)<sup>8</sup> *Einheit und Kampf* et se servent des JN comme d'une façade pour un genre de nouveau national-bolchévisme. Cette dernière tendance bénéficie de l'appui de l'ex-lea-

der du NPD<sup>9</sup> Günter Deckert – aujourd'hui sous les verrous – et du soutien de Meinolf Schönborn – qui doit être prochainement incarcéré – ancien chef du NF interdit. Parmi leurs sympathisants on trouve également la direction de la Wiking Jugend (Jeunesse Viking), dissoute elle aussi. Les partis d'extrême droite se présentant aux élections cumulent ensemble autour de 56 000 militants, et la frange radicale environ 5 000.

En Suède, où il y a deux ans la formation d'extrême droite Sverige Demokraterna (SD)<sup>10</sup> fit son score le plus élevé avec 26 000 voix et remporta des sièges dans des conseils locaux, c'est la branche activiste qui a pris l'initiative. L'ancien groupe terroriste VAM<sup>11</sup> baptisé par la suite réseau Storm, a transformé l'an dernier son magazine *Storm* en une publication très «pro». *Nordland*, et au début 1996 l'organisation est devenue la National Alliance (NA).

La NA, ainsi nommée en référence à la plus grosse organisation néonazie américaine, possède un noyau dur de 250 membres et un cercle de 500 à 600 sympathisants. Sa source d'inspiration n'est pas Adolf Hitler mais Robert J. Matthews, l'ancien chef du groupe américain terroriste d'extrême droite The Order. Matthews fut liquidé par le FBI en 1985.

#### LE MARCHÉ SKINHEAD

La NA cherche surtout à gagner l'appui des jeunes. Actuellement elle ne dirige pas moins de six labels de disques et sociétés de vente par correspondance de CD, qui, pour la seule année 1995, ont produit plus de 30 albums de rock nazi. Le marché de la bimbeloterie néonazie offre des débouchés croissants : la mouvance skinhead à Stockholm par exemple, s'est multipliée par dix (de 100 à 1 000 individus) entre 1990 et 1996. Les nazis et le «nazi-chic» sont en vogue parmi beaucoup de jeunes Suédois.

L'alliance entre les magazines *Nordland* et *Resistance* (publication des néo-nazis américains Hammerskin), a scindé en deux blocs la mouvance internationale skinhead d'extrême droite. En Allemagne, *Nordland* est déjà distribué gratuitement à partir de *Nationaler Beobachter* à Francfort-sur-l'Oder, et *Moderne Zeiten*, le magazine allemand le plus coté de rock nazi, est réapparu sous le nom de *Nordrock* avec un design identique à celui de *Resistance*.

L'autre pan de la scission bonehead rassemble Combat 18 en Grande-Bretagne – qui tire son inspiration violente de The Order –, sa façade Blood & Honour et le cadre de l'ex-FAP Thorsten Heise à Northeim. Dans la dernière parution de *Nordland*, l'éditeur de *Resistance* George Hawthorn a qualifié Combat 18 de «traîtres à la race blanche». Le NSDAP-AO, réseau international néonazi le plus radical, semble soutenir *Nordland* et *Resistance*. La question est de savoir quelles sont les organisations les plus conséquentes, les plus dangereuses et les plus nuisibles. En Norvège, au Danemark, en Finlande et dans d'autres pays, la frange militante est mince et sans poids.

En France il n'y a pas véritablement de scène activiste en dehors de la centaine de nostalgiques d'Hitler appartenant au PNFE. Le FN est la seule organisation de poids à l'extrême droite, et tous les fascistes d'«envergure» en sont membres. En Italie, s'il existe une mouvance militante elle demeure sous l'étroite coupe de l'Alliance nationale. Dans ces deux pays la violence nuit aux objectifs des néo-fascistes. En Autriche, il y a un militantisme bien organisé, mais qui fonctionne comme la cinquième roue du carrosse de Haider.

Il n'y a que l'Allemagne et la Suède où les activistes ont plus d'importance que les partis électoraux d'extrême droite. Cela découle de leur potentiel de violence, et, en Suède en particulier, du passage à l'acte terroriste. Ils cherchent aussi à influencer sur la culture des jeunes et même à instaurer la leur. Mais au sens strict ils sont politiquement sans influence et ne représentent un réel problème que pour les antifascistes, les victimes de leur déchaînements haineux et la police. En Allemagne, leur ralliement au NPD, Junge Nationaldemokraten, Deutsche Liga... relève plus d'un instinct de conservation face aux mesures d'interdiction de l'État que d'une stratégie expansionniste.

Doit-on ignorer ces militants fascistes sous prétexte qu'ils sont politiquement inconsequents ? Bien sûr que non. Ils doivent être combattus bec et ongles car leur charge de violence et de terreur demeure intacte et parce que, plus rapidement peut-être que le mouvement antifasciste, ils se sont appropriés les outils de communication de cette fin de vingtième siècle : magazines clinquants pour les jeunes, CD, usage imaginaire – de leur part – des babillards (BBS) et de l'Internet. Nous devons poursuivre nos efforts pour combattre et défaire ces indésirables, mais il nous faut évaluer leurs forces avec réalisme.

Il est révolu ce fascisme aux bottes de cuir et à la chemise brune, à la croix gammée portée en brassard. Les fascistes les plus dangereux aujourd'hui sont d'avantage susceptibles de s'habiller au goût du jour et d'être très «médiatiquement présentables». La vieille image d'Épinal hitlérienne des dictateurs des années 30 est morte et entermée. Le fascisme, malheureusement, ne l'est pas. Pas plus que le terreau social du racisme, de l'antisémitisme et du nationalisme sur lequel il s'épanouit.

#### UN MOUVEMENT ANTIFA EN CRISE

En Allemagne par exemple, des forces plus nombreuses et beaucoup plus dangereuses occupent à présent l'arène politique. En même temps que ces courants émergent, le mouvement antifasciste (antifa), unique résidu de la gauche allemande, traverse une grave crise. Sa capacité de mobilisation a décliné, même contre les activistes fascistes. Ses troupes se sont réduites et ne cessent de diminuer. Le mouvement ne gagne pas assez de jeunes – ce n'est plus en vogue d'être antifasciste – pour remplacer les nombreux et bons militants qui ont raccroché pour diverses raisons, essentiellement parce qu'ils

(<sup>10</sup>) Démocrates suédois

(<sup>11</sup>) Vitt Ariskt

Moistand : Résistance aryenne blanche



se sont trop démenés, qu'ils sont démoralisés et que la résignation finit par les terrasser. Des magazines régionaux implantés depuis longtemps sont en danger et la mouvance antifa est en train de perdre son cadre.

Comment l'expliquer ? Seulement par une moindre visibilité des militants nazis ? Parce que la terreur, à l'échelle où on l'a connue entre 1990 et 1993, a disparu ? C'est plus complexe. En fait, le vrai problème vient d'un manque d'analyse politique et d'une sévère crise idéologique. Ce contre quoi il faut lutter en Allemagne n'est pas simplement le néo-fascisme mais le nationalisme, dont le fascisme quelle que soit sa forme n'est qu'un aspect. Ce nouveau nationalisme, bienséant, «grand public», dont le discours puise largement dans celui de la Nouvelle Droite, est beaucoup plus inquiétant. Il a, à sa manière, désarmé les fascistes et les antifascistes. Ce nationalisme inédit, récent, est le nouveau nationalisme agressif et expansionniste de la droite classique qui a intégré très rapidement les changements de la situation géopolitique allemande depuis 1989 et l'éclatement de l'URSS.

Le vrai projet de la droite traditionnelle, dont les buts sont beaucoup plus étendus et le potentiel plus explosif que ceux du projet néo-fasciste, est aussi autrement menaçant dans la mesure où il est soutenu — où il découle même — du pouvoir de l'État allié aux organes de répression.

#### LE DOUBLE VISAGE DU NATIONALISME

Cela signifie qu'il y a en fait deux desseins nationalistes en Allemagne : le premier est celui des impérialistes allemands ranimés, qui sont regroupés au sein de la CDU-CSU, dans des fractions du SPD (sociaux-démocrates) jusqu'aux Verts, et dont les principales bases sont les Vertriebenerbaende des «expulsés» d'après-guerre hors des anciens territoires allemands, les Burschenschaften (confréries d'étudiants ultra-nationalistes) et les militaires. L'autre projet est celui des antiquités fascistes et autres nostalgiques du nazisme.

Ces projets peuvent évoluer parallèlement sans se croiser. Il arrive qu'ils se rencontrent, comme lorsque les nouveaux nationalistes instrumentaliseront les gangs néo-nazis pour que le SPD rallie la majorité au Bundestag afin que soit modifié l'article 16 (voir supra). Parfois ils s'opposent : après avoir agité en tous sens l'épouvantail fasciste, les nationalistes ont usé de la répression pour l'écraser et mettre hors-la-loi onze de ses organisations. Les rapports de pouvoir entre ces deux courants sont indéniables.

Jusqu'à présent, c'est un fait que les antifas ont partiellement échoué

à saisir ce qui se passe et ont non moins partiellement refusé de le reconnaître. Le problème est tout simplement devenu trop grand. Les antifascistes savent comment se comporter face à dix *boneheads* dans la rue — pas toujours — mais pas devant des démonstrations militaires de la Bundeswehr, comme la parade au flambeau de la Grosse Zapfenstreich à Berlin les laissant désarmés. Pour beaucoup, les forces de ce nationalisme-là sont trop écrasantes.

Il en résulte un grand vent de résignation...un «que peut-on faire» généralisé. C'est une réaction humaine normale et nous ne devons pas nous asseoir pour nous juger. Toutefois, il est évident qu'en tant que mouvement international antifasciste nous devons renoncer à nous concentrer exclusivement sur une scène allemande néo-nazie diminuée, et évoluer vers une politique non pas seulement antifasciste mais antimilitariste, contre la guerre et contre la préparation de la guerre. Cela signifie se fixer sur la politique étrangère de l'Allemagne, et pas uniquement en liaison avec les livraisons d'armes pour la meurtrière guerre menée par les Turcs au Kurdistan mais, plus près de nous, la politique qu'elle mène en République tchèque. Cela implique une attention accrue portée aux activités de plus en plus agressives des revanchistes allemands, et se consacrer d'avantage à démasquer des organisations plus que tendancieuses soutenues par l'État, comme la Verein für Das Deutschtum im Ausland (Ligue pour le germanisme à l'étranger).

Enfin, cela suppose que nous prenions beaucoup plus au sérieux l'internationalisme. Ces dernières années, seule une minorité du mouvement antifasciste a tenté et est parvenu à construire de vrais, de solides et d'efficaces liens internationaux. *Reflexes*, avec *Searchlight* et *Antifaschistisches Infoblatt*, peuvent se féliciter d'être les moteurs de cette minorité.

Maintenant que nous sommes confrontés à ces problèmes plus vastes, la nécessité de l'internationalisme devient une urgence. Nous devons continuer à susciter une prise de conscience à l'échelle internationale des nouveaux dangers et, en ce qui concerne l'Allemagne, ne pas générer un stupide chauvinisme anti-allemand — l'antifascisme des crétiens — mais renforcer la solidarité avec les antifascistes et les antimilitaristes de ce pays.

Nous devons le faire même dans notre propre intérêt.

Dix ans après la création de *Reflexes*, le combat se poursuit mais certains de nos ennemis ont changé. Et les conflits les plus violents restent à venir.

Graeme Atkinson

Coordinateur européen du magazine *Searchlight*

**NO PASARAN : un mensuel radical pour s'informer et agir contre les exclusions, le racisme, le fascisme, la xénophobie...**

**NO PASARAN : du matériel : livres, affiches, autocollants, badges, tee-shirts, sweats-shirts...**

**NO PASARAN!**

**NO PASARAN, 21 ter rue Voltaire 75011 Paris  
Tél : 01 43 46 54 95 - fax : 01 43 72 15 77  
Adresse e-mail reflex@ecn.org**

**Libertaire, égalitaire, solidaire**

une histoire, notre histoire... reflex au fil des ans

**REFLEX**

MENSUEL

**CET HOMME est DANGEREUX !!!**

N° 05

Prix : 10 Frs

**SAC**

**DENONCEZ-LE !**

**EDITO**

Exemple 1987 révisé par les révisés contre Charles de Gaulle... Les révisés de la République ont donc appliqué le 20 mai 1968 à la France l'indépendance pour une France qui ne sera jamais révisée ni par le monde ni par elle-même.

Exemple 1987 révisé par les révisés contre Charles de Gaulle... Les révisés de la République ont donc appliqué le 20 mai 1968 à la France l'indépendance pour une France qui ne sera jamais révisée ni par le monde ni par elle-même.

**REFLEX**

MENSUEL

**"RÉVISIONNISTES": TOUJOURS PLUS CONS!**

**LES JUIFS N'ONT JAMAIS EXISTÉ !**

N° 10

Prix : 10 Frs

Exemple 1987 révisé par les révisés contre Charles de Gaulle... Les révisés de la République ont donc appliqué le 20 mai 1968 à la France l'indépendance pour une France qui ne sera jamais révisée ni par le monde ni par elle-même.

**REFLEX**

MENSUEL

**1988: A BAS LA STÉRÉO!**

Exemple 1987 révisé par les révisés contre Charles de Gaulle... Les révisés de la République ont donc appliqué le 20 mai 1968 à la France l'indépendance pour une France qui ne sera jamais révisée ni par le monde ni par elle-même.

**REFLEX**

MENSUEL

N° 14

Prix : 10 Frs

MARS 1988

Exemple 1987 révisé par les révisés contre Charles de Gaulle... Les révisés de la République ont donc appliqué le 20 mai 1968 à la France l'indépendance pour une France qui ne sera jamais révisée ni par le monde ni par elle-même.

**REFLEX**

MENSUEL

**VOILA DE QUOI NOUS AVONS PROTÉGÉ MALIK QUSSEKINE !**

Exemple 1987 révisé par les révisés contre Charles de Gaulle... Les révisés de la République ont donc appliqué le 20 mai 1968 à la France l'indépendance pour une France qui ne sera jamais révisée ni par le monde ni par elle-même.

**REFLEX**

MENSUEL

Prix : 12 Frs

**Pour une Europe ouverte et solidaire Contre une Europe de l'exclusion, du racisme et du fascisme**

**FORA OS FASCISTAS!**

**FUCK OFF NAZI SKINS!**

**A MORTI GLI FASCISTI!**

**Kesta, ta?**

**NAZIS RAUS!**

**SCALPONS LES!**

**NO PASARAN!**

**FUERA LOS FASCISTAS**

**NAZIS DEHORS!**

**SPECIAL EUROPE**

**REFLEX**

MENSUEL

N° 25/26

15 FRS

**IL EST REVERU**

**ECLATER OU ZINA!**

Exemple 1987 révisé par les révisés contre Charles de Gaulle... Les révisés de la République ont donc appliqué le 20 mai 1968 à la France l'indépendance pour une France qui ne sera jamais révisée ni par le monde ni par elle-même.

# EUROCOOPS

## du mythe à la réalité

**L'Europe des polices et de la sécurité est en construction. Mais derrière le masque légal et démocratique se cache souvent une réalité qui l'est bien moins.**

**Bilan d'une décennie.**

La période de 1986 à 1996 a vu l'évolution rapide d'une «Europe de la sécurité intérieure». La politique du Marché unique lancée au début des années 1980 a éveillé l'ambition des acteurs de la «sécurité intérieure» de s'accompagner la suppression des contrôles aux frontières intérieures de «mesures compensatoires». Dans un premier temps, cela a mené à la (re)naissance de structures informelles pour la coopération des polices, par exemple le groupe Trevi, structure parallèle du conseil

des ministres européens de l'Intérieur et de la Justice. La coopération dans le cadre des accords de Schengen, commencée dans un premier temps pour accélérer le processus de création du marché unique, est par la suite devenue une autre arène importante de la coopération policière et surtout un laboratoire pour la coopération au niveau de l'Union Européenne.

Avec l'installation d'Europol à La Haye aux Pays-Bas, la coopération des polices en Europe est entrée dans une nouvelle dimension. Cette institution se situe dans le cadre de la coopération intergouvernementale, prévue par l'article K des accords de Maastricht. Alors que la

création d'un État européen demeure une perspective plutôt lointaine, les structures de ce futur État dans le domaine de la police sont en train d'être mises en place avec des missions qui sont aussi douteuses que leur légitimation démocratique.

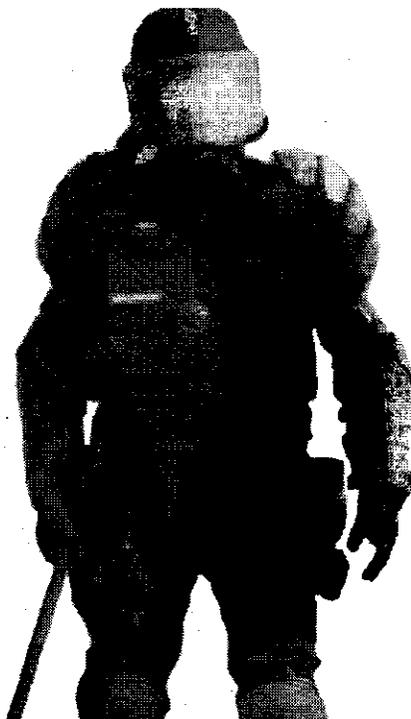
### COOPÉRATION INTERNATIONALE, CHANGEMENTS AU NIVEAU NATIONAL ET CRISES DU TRAVAIL POLICIER<sup>1</sup>

Les policiers et les politiciens protagonistes de la coopération policière en Europe donnent souvent l'impression que cette coopération n'est qu'une réponse naturelle des États nationaux et d'un futur État européen à la suppression des contrôles aux frontières intérieures. Cela semble avoir une certaine logique. Dans une Europe sans frontières, tous les criminels auraient la possibilité de se déplacer sans être contrôlés et de poursuivre leurs activités dans les pays voisins.

À y regarder de plus près, cela n'est qu'une partie de la réalité. La fonction des frontières comme «filtre» pour arrêter des criminels a toujours été relative. Les contrôles aux fron-

tières sont un vrai obstacle uniquement pour les moins doués qui passent avec des matières illégales ou avec des papiers qui provoquent leur arrestation. Le trafic de petites quantités de stupéfiants («trafic de fourmis») constitue le plus grand facteur dans les bilans d'arrestations aux frontières. Cela veut dire que les frontières n'ont jamais été un «filtre» efficace contre la criminalité. Pourtant, les contrôles aux frontières sont devenus un instrument efficace contre l'immigration. Basés sur des critères extérieurs (la couleur de la peau), ces contrôles mènent au renvoi d'un grand nombre d'étrangers du tiers monde désirant se rendre dans les pays d'Europe occidentale. Cela explique qu'en France, les gouvernements de droite ont soutenu les «mesures compensatoires» malgré leurs réticences à l'encontre de l'abandon d'une partie de la souveraineté nationale dans le domaine de la police.

Au niveau de la police judiciaire, la coopération au sein d'institutions comme Schengen et Europol ne peut pas être analysée d'une façon isolée. Elle est directement liée à l'évolution de la politique de «sécurité intérieure» au niveau national depuis les années 1970. Les polices à ce niveau étaient jusque dans les années 1960 des instruments du pouvoir contre des menaces intérieures. Depuis les années 1970, cette situation a profondément changée. Les polices sont devenues l'expression institutionnelle d'une politique basée sur la promesse de sécurité individuelle au sens large. Dans des systèmes politiques comme ceux de la France ou de la RFA, la promesse de protection contre toutes sortes de risques et d'insécurité a gagné une place importante dans les discours politiques, ce que montre la présence du thème de la «sécurité intérieure» dans toutes les campagnes électorales. Le rôle des polices a été considérablement revalorisé par cette politique. En même temps, elle a contribué à une crise d'efficacité du travail



<sup>(1)</sup> Sur ce sujet: Hartmut Aden, *Polizeipolitik und rechtliche Steuerung der Polizeiarbeit in Europa im Kontext von Veränderungsprozessen in den Nationalstaaten, dargestellt am Beispiel Frankreichs, Deutschlands und der Niederlande*, thèse de doctorat, université de Hanovre 1996-1997.

policier. La sécurité dans le sens d'absence de criminalité se révèle d'autant plus être une illusion que la politique se limite à «lutter» contre les effets et néglige les causes sociétales de la délinquance.

Les promesses de sécurité faites pendant les campagnes électorales ont pourtant considérablement renforcé la position des polices judiciaires. Pour ne pas perdre leur crédibilité, les promesses de sécurité doivent mener à des effets visibles, par exemple sous la forme d'activités policières renforcées. Ainsi, la police judiciaire a été modernisée et renforcée considérablement dans tous les pays d'Europe occidentale depuis les années 1970. Elles ont dépassé leur rôle traditionnel d'élucider les crimes déjà commis sur la base de procédures bureaucratiques et sous le contrôle de la justice. Aujourd'hui, les stratégies sont de penser les interventions de la police avant même que le crime ait été commis. Cette nouvelle forme de prévention dépasse largement la petite délinquance pour laquelle la prévention est une stratégie de politique d'intégration sociale, pratiquée surtout par des gouvernements sociaux-démocrates. Le «crime organisé», construction plutôt artificielle qui résume des formes de criminalité très diverses sous un seul titre, a surtout la fonction de convaincre le grand public, mais aussi les milieux politiques de la nécessité de nouvelles compétences et moyens techniques pour le travail policier.

La coopération internationale des polices dans le cadre d'Interpol, de Schengen, d'Europol et d'autres structures se situe directement dans ce contexte. Dans une période d'internationalisation de tous les domaines politiques, la promesse de sécurité perdrait de crédibilité si elle ignorait cette nouvelle dimension. La stratégie de créer de nouvelles structures policières élargit au niveau international la politique qui prétend pouvoir garantir la sécurité en multipliant les structures répressives. En même temps, cela facilite le travail des responsables de la politique intérieure. À chaque fois qu'un nouveau problème surgit, on confie la réaction aux institutions de coopération. Dans cette logique, la convention sur Europol contient une «liste de réserve» avec des types de criminalité pour lesquels Europol pourrait devenir compétent dans les années à venir sur simple décision du Conseil européen. Comme au niveau national, la politique poursuivie est une politique répressive au lieu d'une politique qui viserait les causes de la criminalité pour laquelle un consensus serait souvent difficile à trouver.

#### LA «LUTTE CONTRE L'IMMIGRATION» COMME OBJECTIF CENTRAL DE LA COOPÉRATION

Une caractéristique importante de l'évolution de la coopération policière en Europe

est le rôle accru que joue la «lutte contre l'immigration».

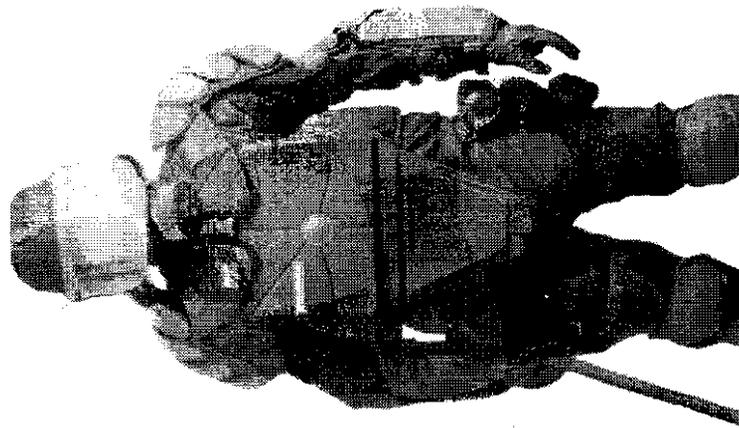
Depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, l'immigration et l'arrivée de réfugiés ont toujours été définies comme des problèmes de sécurité dès que l'intégration des nouveaux-arrivés posait des difficultés. Depuis les années 1980, cette logique a été transférée au niveau européen.

La «lutte contre le crime organisé» sert de légitimation des ambitions européennes de la part des polices judiciaires. L'importance que les «mesures compensatoires» pour la suppression des contrôles aux frontières ont gagné depuis les années 1980 ne s'explique qu'en partie par cette stratégie de légitimation. En même temps, l'immigration et l'arrivée de réfugiés sont devenues des thèmes de la politique intérieure, et cela pour deux raisons : la mobilité croissante due aux moyens de transport modernes et à la communication mondiale ont pour conséquence que les migrations causées par des conflits politiques, la faim, etc. ne se limitent plus à une seule région du monde. Les pays riches voient donc arriver un grand nombre de réfugiés de toutes les régions du monde. Dans la perspective de la politique intérieure, cela constitue un problème parce que le niveau de vie des pays industrialisés pourrait être mis en cause par l'arrivée massive de réfugiés du tiers monde. Le profit que l'extrême droite xénophobe pourrait tirer de l'angoisse d'une partie de la population face à l'arrivée d'un nombre croissant de réfugiés constitue une raison supplémentaire pour les acteurs de la politique intérieure en Europe de faire de la «lutte contre l'immigration» un sujet de politique commune. Cette coopération est donc directement liée à la stratégie des grands partis politiques de regagner leurs électeurs sensibles à des idéologies xénophobes.

La coopération dans le cadre de Schengen et de TREVI - aujourd'hui du «troisième pilier» de l'Union européenne - sert donc en grande partie à réaliser la «lutte contre l'immigration». Le Système Informatique Schengen (SIS), par exemple, contient surtout les données des demandeurs d'asile rejetés. Le nombre des criminels recherchés par la voie du SIS est presque une quantité négligeable comparée au nombre d'étrangers non-désirés fichés dans cette banque de données.

#### DE LA COOPÉRATION INFORMELLE AU «TROISIÈME PILIER» DES ACCORDS DE MAASTRICHT

La coopération des polices en Europe n'a pas seulement gagné en importance au cours de la décennie passée. Parallèlement, les



stratégies d'institutionnalisation et de légitimation de la coopération ont évolué d'une façon importante.

Au début, la coopération «informelle» avait des avantages incontestables du point de vue des acteurs de la «sécurité intérieure». Dans une structure «informelle», loin du regard critique de la presse, de l'opposition parlementaire et du grand public, des mesures de coopération étaient possibles qui autrement auraient été difficiles à imposer, notamment dans le domaine du terrorisme. Dans ce dernier, l'attitude de chaque pays européen face aux diverses formes de terrorisme pratiqué dans les pays voisins était plutôt hétérogène. En plus, la coopération «informelle» était bien acceptée par les policiers habitués à traiter les grandes affaires criminelles sous le régime du secret total.

Avec l'ampleur que la coopération a prise pour la «lutte» contre le trafic de drogues illégales, les formes diverses de terrorisme, les autres formes de criminalité et notamment contre l'immigration, une coopération discrète dans un cadre informel devenait de moins en moins possible. Trop important était devenu le nombre des fonctionnaires impliqués dans les groupes de négociation et dans les ateliers destinés à la coopération «opérationnelle», pour pouvoir garder le secret face au grand public et face au regard critique de la presse. Par conséquent, la stratégie a changé au début des années 1990 : les accords de Schengen ont déclenché un grand débat public lors de la ratification dans les pays-membres et lors de la mise en place du Système Informatique Schengen. L'ancien groupe TREVI a été intégré dans la structure de coopération intergouvernementale au sein du «troisième

(<sup>1</sup>) Sur les controverses concernant le rôle des frontières comme «filtres» contre la criminalité : Heiner Busch *Grenzenlose Polizei ?*, Münster, Westfälisches Dampfboot, 1995, pp. 37 et passim ; en langue française : Coordination Asile Suisse et al. *Europe! Montrez Patte blanche*, Genève (CETIM), 1993.

(<sup>2</sup>) Voir sur cette continuité historique : Gérard Noiriel *La tyrannie du national. Le droit d'asile en Europe 1793-1993*, Paris, Calmann-Lévy, 1991.

pilier» de l'Union européenne avec l'entrée en vigueur des accords de Maastricht en novembre 1993. La création d'Europol fut

(<sup>5</sup>) D'après les statistiques du Ministère allemand de l'Intérieur, le SIS contenait 4 069 010 notices (personnes, voitures, armes) le 10 juin 1996 dont 2 507 162 d'origine allemande (424 382 étrangers indésirés contre 1 151 criminels recherchés seulement) et 1 361 005 d'origine française (179 227 personnes ; 447 675 voitures ; 2 498 armes).

#### LOGIQUE DE CENTRALISATION ET MULTITUDE COORDONNÉE DES STRUCTURES

L'évolution de la coopération policière depuis les années 1980 fait partie d'un processus de centralisation des activités policières en Europe et renforce celle de ces structures au niveau national.

(<sup>6</sup>) Sur les fonctions législatives du discours sur la menace de la «sécurité intérieure», voir l'analyse par Didier Bigo «Du discours sur la menace et de ses ambiguïtés», in *Les Cahiers de la Sécurité intérieure*, Nr. 14, 1993, pp. 179-196.

travaille les informations, Interpol a très tôt contribué à la centralisation des informations pour le travail policier.

Egalement au début du XX<sup>e</sup> siècle s'est développée une coopération internationale au niveau de la politique criminelle. C'est par exemple l'interdiction de certaines drogues qui résulte de cette coopération au niveau des Nations Unies dans laquelle les États-Unis se sont imposés avec leur politique prohibitionniste. Depuis les années 1970, les structures de coopération policière se sont multipliées. Comme nous l'avons déjà évoqué précédemment, cette coopération intensifiée se base aujourd'hui sur quatre types de légitimation : la prohibition

de certaines drogues, les différentes formes de terrorisme et, depuis la fin des années 1980, l'immigration et le «crime organisé». Dans ce cadre ont été créées des structures

de consultation (par exemple le Groupe Pompidou ou le United Nations Drug Control Program pour la lutte contre les stupéfiants), des structures de coopération opérationnelle (par exemple le Police Working Group on Terrorism, l'échange d'agents de liaison, entre autres dans le cadre du «troisième pilier» de l'Union européenne et la coopération dans les régions frontalières), une institution avec une structure technique comme Schengen (SIS) et finalement Europol, institution internationale disposant d'une grande autonomie<sup>5</sup>. Ceci ne constitue pas seulement une certaine centralisation des activités policières au niveau international. La coopération renforce aussi le poids des structures centrales des polices au niveau national. Tous les États-membres sont obligés de créer des structures de coordination au sein de leurs ministères et de leur polices pour faire valoir les intérêts nationaux au sein des structures de coopération, pour décider quels fonctionnaires sont envoyés aux réunions internationales, etc. Schengen et Europol ne fonctionnent qu'avec des structures centralisées au niveau national qui assurent l'échange des informations. De cette manière, les gouvernements des pays-membres créent au niveau international des contraintes qui renforcent ensuite la centralisation des structures policières au niveau national et à la modernisation de l'équipement, surtout dans le domaine de l'informatique.

La multitude des structures peut donner une impression chaotique de la coopération dans le domaine de la «sécurité intérieure». En fait, la multiplication des structures a plusieurs fonctions : elle crée une certaine concurrence entre les différentes structures de coopération, ce qui peut contribuer à un gain d'effets au total. La modernisation d'Interpol depuis la fin des années 1980 qui a accompagné le déménagement de cette institution de Paris à Lyon montre que la multiplication des structures peut mener à une sorte de «concurrence productive». Pendant les années 1990, une autre fonction s'est ajoutée à cette multitude des structures : la politique commune de «sécurité intérieure» permet aux pays européens de se profiler comme compétent dans ce domaine politique dans la perspective de créer des conditions stables pour le commerce mondial. Cela explique pourquoi l'Union européenne met la «sécurité intérieure» à l'ordre du jour de toutes les structures internationales depuis quelques années.

Si le spectateur extérieur et même le fonctionnaire de police envoyé à une multitude de conférences internationales qui traitent du même sujet peuvent avoir l'impression d'un chaos de structures, cela est trompeur. Depuis la fin des années 1980, la CEE voire

l'Union européenne a pris le rôle du coordinateur, d'abord dans un groupe de travail («groupe de Palma») chargé de coordonner les différentes structures et de veiller sur leur efficacité. Depuis l'entrée en vigueur des accords de Maastricht, c'est la structure de groupes de travail et des coordinateurs du «troisième pilier» qui a pris ce rôle.

#### CONCLUSION

La coopération des polices en Europe a évolué d'une façon importante pendant la période de 1986 à 1996. Les acteurs de la «sécurité intérieure» ont réussi d'imposer des structures quasi-étatiques pour la «lutte contre l'immigration, le terrorisme, et le crime organisé».

Il reste pourtant plus que douteux que ces structures soient capables de résoudre les problèmes politiques qui se cachent derrière le discours menaçant des acteurs de la «sécurité». Comme au niveau national, ces structures bureaucratiques renforcent le poids de l'État. Elles ne seront par exemple pas capables d'imposer aux gens de ne plus utiliser des drogues plus ou moins nocives ou de mettre fin à la distribution inégale de la richesse dans le monde et aux crises politiques dans les pays du tiers monde qui sont à l'origine d'une partie des migrations internationales.

L'officialisation de la coopération policière en Europe dans le cadre de Schengen et du «troisième pilier» des accords de Maastricht est en premier lieu une stratégie de légitimation des activités de coopération qui ont considérablement gagné en ampleur durant la décennie passée. Cette légitimation accrue a affaibli la critique d'un public largement fixé sur la légitimation politique et juridique des activités internationales. La définition de l'efficacité de la coopération et de sa nécessité est restée l'affaire des acteurs policiers eux-mêmes. Ce qui mériterait pourtant d'être critiqué d'avantage, c'est le fait qu'une politique qui se limite à «lutter» contre les effets des problèmes et ne prend pas en compte leurs causes contribue à long terme à aggraver les problèmes au lieu de les résoudre.

Hartmut ADEN

**DEVENEZ OBSERVATEURS ET  
FAITES-NOUS PARVENIR DES  
TÉMOIGNAGES  
AINSI QUE LES COUPURES DE  
PRESSE, CONCERNANT LES  
VIOLENCES POLICIÈRES,  
PUBLIÉES DANS LES JOURNAUX  
DE VOTRE RÉGION**

Observatoire des Libertés publiques  
7/9, passage Dagorno  
75020 Paris



# REFLEX<sup>95</sup> Notes de lectures

**Fiammetta Venner**  
**L'opposition à l'avortement**  
**du lobby au commando**

Éditions Berg international, Paris, 1995.

Depuis 1990, on assiste à la multiplication de commandos anti-IVG aux actions violentes (tant physiques que morales) à l'encontre des centres IVG. Comment en est-on arrivé à relancer le débat sur le libre accès à l'avortement que l'on croyait clos depuis 20 ans ? C'est la question que pose Fiammetta Venner avec *L'opposition à l'avortement du lobby au commando*. L'auteur relate l'histoire de la conquête d'un droit et celle des divers groupes de pression politiques, religieux et médicaux qui s'y sont opposés dès les années 1970. Après une description détaillée de l'idéologie et des stratégies de ces «chevaliers» de l'ordre moral, Fiammetta Venner analyse la nébuleuse des réseaux de soutien de ces commandos. Il s'agit notamment des liens avec les «provie» américains -qui n'hésitent pas à tuer- mais aussi des relations nouées avec l'église catholique et l'*Opus Dei*, les extrêmes droites européennes et des parlementaires bon teint...

Une partie annexe, très riche en documentation, permet d'avoir des informations précises sur la cinquantaine de groupes anti-IVG répertoriés avec leurs implantations, leurs actions, et les poursuites judiciaires (témoignant d'un vide juridique incontestable). Cet ouvrage est, à mon avis, le plus complet sur la question des opposants à l'avortement. Fiammetta Venner en fait ainsi un outil supplémentaire (qui lui a valu des poursuites judiciaires lors de sa parution) dans la lutte pour faire avorter leurs actions criminelles.

**Fiammetta Venner**  
**L'extrême droite contre**  
**les femmes**

Éditions Luc Pire, Bruxelles, 1996.

Écrit à la suite d'une rencontre organisée par l'Université des femmes et du mouve-

ment Charte 91, *L'extrême droite contre les femmes* est une vaste étude des extrêmes droites européennes (belge, allemande et française).

C'est une étude d'un point de vue historique, à travers l'article de Rita Thalman (auteur du livre *Être femme sous le III<sup>e</sup> Reich*) qui montre la réaction des organisations de femmes devant la montée du nazisme, et l'article de Jacques Yerna concernant les réactions ouvrières face à la montée de l'extrême-droite belge.

En se basant sur des dispositifs sociaux et fiscaux, Hedwige Peemans-Poulet réalise ainsi une importante analyse des politiques natalistes actuelles.

Ce livre permet ainsi une analyse plus approfondie du rôle de la femme au sein des mouvements d'extrême-droite (cf l'article de Jo De Leeuw et l'enquête de terrain de Fiammetta Venner).

Ouvrage spécialisé sur l'extrême droite, il a la particularité d'apporter une réflexion sur les motifs qui poussent ces femmes vers de telles orientations politiques et sur la représentation de la femme par l'extrême-droite : la femme représentée comme objet de désir ou cantonnée au simple rôle de reproductrice?

**Walter Laqueur**  
**Histoire des Droites**  
**en Russie, des centurles noires aux**  
**nouveaux**  
**extrémistes**

Éditions Michalon, 140 frs.

Les ouvrages sur l'extrême-droite russe sont rares en français et les quelques ouvrages publiés ces dernières années portaient essentiellement sur Jirinovski. L'historien anglais Walter Laqueur a publié il y a trois ans un ouvrage de synthèse, aujourd'hui traduit en français, qui comble un manque important. Laqueur est particulièrement intéressant dans ses descriptions des nationalistes grands russes, pré- et post-révolutionnaires ainsi que sur les liens entre communisme et nationalisme, dans l'Union

soviétique et dans l'immigration. Suivent deux longs chapitres sur la nouvelle droite russe, c'est-à-dire les "partisans d'une Russie forte, antilibéraux et antidémocrates" pour qui "seul un régime dictatorial pourrait sauver le pays ; ils sont partisans d'un appareil d'État fort, centralisé, ainsi que de puissantes forces de sécurité".

La situation actuelle plus que confuse et le poids du nationalisme russe exacerbé rendent plus que nécessaire et urgente la lecture de ce livre, surtout que l'auteur nous avertit dans son introduction que "le nationalisme peut encore constituer un levier capable de mobiliser les mécontents et les défavorisés... C'est la tendance russe, consacrée par l'usage, au radicalisme et à l'extrémisme, à la poursuite impitoyable d'une idée ou d'un idéal, au mépris de tout bon sens. Les Russes ont adopté le socialisme et à partir de cette doctrine politique qui, ailleurs, a abouti à la social démocratie et à l'État providence, ils ont édifié un monde de cauchemar. On peut craindre que, de la même façon, le nationalisme, capable dans le meilleur des cas de galvaniser les énergies, ne finisse, alimenté par la haine et l'égoïsme, et faisant fi de toutes les autres valeurs, par accoucher d'un nouveau monstre".

**Manuel Abramowicz**  
**Les Rats noirs.**  
**L'extrême droite**  
**en Belgique francophone**  
 Bruxelles, éditions Luc Pire.

Manuel Abramowicz est journaliste et militant antifasciste, il a voulu faire de son livre "un outil de formation et d'information, au service de tous ceux qui veulent répondre aux thèses absurdes et suicidaires des néofascistes". À vocation pédagogique son livre débute par des définitions simples du national-catholicisme, nationalisme-révolutionnaire, du communautarisme et solidarisme. Ensuite les entrées sont multiples : la chronologie, l'étude des programmes, des biographies, l'analyse électorale. L'auteur

termine son ouvrage par la présentation des structures du Front national belge et de ses dissidences. La conclusion, même si elle est écrite pour des lecteurs d'outre-Quévrain, n'est pas sans rappeler la situation française : "après les premiers succès significatifs de l'extrême droite francophone (...) la presse parle de "retour aux années trente" et compare grossièrement l'extrême droite à celle d'hier (...). Le schéma semble trop simple et divise les démocrates sur la réponse à apporter à la progression du vote anti-politique. De plus une telle adéquation n'apporte pas de solution à la lutte antifasciste. Les électeurs d'extrême droite ne sont pas sensibles à l'argument pédagogique de la similitude des discours"(...) "Le Front national n'a pas de doctrine propre. Mais les repères idéologiques qu'il s'est appropriés viennent, pour leur majorité, de l'Histoire du fascisme européen".

**Karl Laska**  
**Le banquier noir**  
 Le Seuil, 130 frs.  
**Pierre Péan**  
**L'extrémiste**  
 Fayard, 150 frs.

Quel est le point commun entre l'ancien président d'Interpol, Carlos, Ben Bella, Leon Degrelle, le grand mufti de Jérusalem, Jean Jardin - l'éminence grise de la Quatrième république -, Waddi Haddad du Front Populaire de Libération de la Palestine, Klaus Barbie et Michel Raptis dit Pablo - cofondateur de la IV<sup>e</sup> Internationale?

François Genoud. En effet celui-ci cultivait des amitiés éclectiques à droite comme à gauche, à l'extrême droite et l'extrême gauche, comme d'autres les roses... Celui qui fut successivement et additionnellement, nazi suisse, militant pro arabe, appui logistique à l'indépendance algérienne puis banquier du Front de Libération Nationale, agent littéraire de tout ce qui pouvait trainer comme nazis allemands ou belges, soutien

en prison pour Carlos, Eichmann, Barbie..., et contact pour les militants palestiniens les plus extrémistes méritait au moins deux livres (plusieurs autres sont en préparation). Alors que celui du journaliste de *Libération* Karl Laske se concentre sur le Genoud éditeur des anciens dignitaires nazis, Péan tente de comprendre la personnalité complexe de Genoud. Il est vrai que Péan a un avantage, il a été choisi par Genoud, avant de mourir, pour être son biographe. Reste à la lecture de ces ouvrages un certain nombre de questions. D'une part les contradictions du personnage "un extrémiste fasciné par la révolution et l'anarchie mais qui se réclame de l'ordre nazi" (dixit Péan), "Tel un vieux soldat - qu'il n'a jamais été -, François Genoud est resté fidèle à son armée, au III<sup>e</sup> Reich et à Hitler" (Laske). Autre sujet d'interrogation, le rôle et les liens avec les services de renseignements. Ces derniers sont présents tout au long de sa vie ; pendant la guerre, il est considéré comme agent allemand par l'Abwehr (service secret allemand) et agent suisse par le Service de renseignement de l'Armée suisse. Ensuite on le retrouve ami de nombreux maîtres espions "Paul Dickopf, Hans Rechenberg (Allemagne), Fathi-el-Dib (Égypte), le général Grossin (France), Moumen el-Honi (Libye), Lakhali-Ayat (Algérie), Pillard (Suisse), Walid Gordji (Iran), Nassiri (Iran)" et Péan formule une hypothèse "surtout dans sa période pro-palestinienne, je n'exclus pas du tout qu'il ait pu se faire véritablement «instrumentaliser» à son insu, en servant d'appât au Mossad", le service de renseignement d'Israël. Karl Laske semble préférer l'hypothèse soviétique "Officiellement, il n'y a eu aucun contact. Mais force est de constater qu'au sein des réseaux figurent des hommes qui ont vraisemblablement agi sous le contrôle des services spéciaux de l'Est, notamment dans la mouvance palestinienne radicale, sans oublier Carlos lui-même".

**Jean-Yves Camus**

(Sous la direction)

**Les extrémismes de l'Atlantique à l'Oural**  
CERA, éditions de l'aube,  
165 frs.

Cet ouvrage indispensable à tout militant et chercheur antifasciste est un véritable annuaire des mouvements d'extrême droite (le coordinateur préfère le terme de "droites radicales") européens qui complète un précédent ouvrage *Les droites nationales et radicales en France* (de Jean Yves Camus et René Monzat, Presse universitaires de

Lyon, 1992). Chaque pays européen, même le plus petit, est étudié selon le même schéma : présentation politique du pays, partis politiques, groupes extra-parlementaires, skinheads. Les articles sont écrits par des spécialistes souvent universitaires du pays. Dans son introduction Jean-Yves Camus restitue la problématique de l'extrême droite en Europe. À l'ouest, "la prise de pouvoir par les partis nationaux-populistes reste improbable" et la montée de l'extrême droite est "une conséquence de la modernisation des sociétés et de la perte des repères individuels" mais aussi "on peut l'interpréter comme une sorte de coût politique de l'unification européenne, lié à un déficit d'explication du processus d'intégration communautaire et à une crise de l'État-nation". Alors qu'en Europe centrale et orientale "deux types d'extrémisme, politique s'y développent : le premier, conséquence directe de l'effondrement de l'économie et des structures sociales issues des régimes collectivistes, consiste en une progression des mouvements nationalistes anti-libéraux, qu'ils soient d'extrême droite ou stalinien dogmatiques. Le second, lié à l'histoire des balkans et de l'Europe centrale ou orientale, est l'extension de l'idéologie de «purification ethnique», au terme de laquelle l'État-nation disparaît au profit de l'État-ethnie (...), avec la réhabilitation des régimes autoritaires d'avant-guerre ou de la période 1939-1945".

**Stetson Kennedy**

**Introduction**

**à l'Amérique raciste**

L'aube poche

**J'ai appartenu au**

**Ku Klux Klan**

Editions de l'aube, 139 frs.

Écrit dans les années 50, ce *Guide to racist America*, a été traduit dans le monde entier avant d'être publié aux États-Unis en... 1990. Il se présente comme un "simulacre" de guide de la discrimination au pays de l'Oncle Sam. L'auteur, "un Blanc du Sud, descendant d'une famille de confédérés pur sucre, à qui, depuis la naissance, chaque institution du sud s'était chargé d'enseigner la doctrine de la suprématie blanche...", analyse l'apartheid américain dans tous les secteurs de vie sociale et politique : logement, travail, études, mariage, vote... des années avant la conquête des droits civiques. Nous ne pouvons que reprendre le souhait de l'auteur dans sa préface de 1996 : "ce petit guide servira, je l'espère, à nous rappeler que les États-Unis, qui aiment tant se présenter comme «leader du monde libre», n'ont jamais

connu de réelle liberté tout au long de leur histoire, et sont loin d'en avoir fini avec le racisme et l'intolérance".

Dans *J'ai appartenu au Ku Klux Klan*, Stetson Kennedy, aujourd'hui âgé de 80 ans raconte son infiltration du KKK dans l'immédiate après-guerre ou comme le lui a dit une fillette noire de cinq ans à Dallas : "Vous espionnez les méchants Blancs, et puis vous venez nous raconter ce qu'ils mijotent". Après avoir écrit un ouvrage qui dénonçait la falsification historique (propagé entre autres par le livre et le film *Naissance d'une nation*) qui faisait du KKK le protecteur du Sud contre "la canaille noire, les profiteurs sudistes et les politiciens yankees", il souhaite s'attaquer à "la brigade des draps de lit". Prenant le nom de famille de son oncle ancien du Klan, il passe les différents niveaux de l'organisation jusqu'à être le témoin impuissant d'une bastonnade mortelle. Ce livre est une plongée dans l'univers du Sud, des petits blancs, de leurs rancœurs et frustrations. Il faut lire le récit d'une réunion du Klan où chacun vient demander au Klan de corriger la femme adultère, une sanction pour un Noir qui a manqué de respect. On voit aussi l'importance de la pénétration quotidienne du Klan de l'après-guerre, l'ensemble des chauffeurs de taxi d'Atlanta, les flics, les juges et les politiciens lui donnant ainsi une force inégalée. Travaillant en liaison avec diverses organisations et services officiels dont le FBI, Stetson Kennedy rendra public son expérience et sera la cause de nombreux procès et désagréments pour le Klan. À partir de ce moment, il deviendra un homme traqué...

**Michael Novick**

**White Lies White Power**

Common Courage Press,

Monroe, \$ 14.95.

A commander à Part

P.O. Box 1990, Burbank,

CA 91507, États-Unis.

Écrit par un des militants antifascistes les plus actifs aux États-Unis, qui anime *Turning the Tide*, trimestriel de People Against Racist Terror (PART), *White Lies White Power* veut illustrer le combat contre les suprémacistes blancs et la violence de l'extrême-droite. Ce n'est pas simplement une description de l'extrême droite américaine mais "une invitation au lecteur de prendre part à la lutte, de faire partie de la solution" au sens du slogan des Blacks Panthers dans les années 1960 : "Vous êtes autant une partie du problème qu'une partie de la solution". Tirant le bilan de plus de

quarante ans de lutte antiraciste, dont chaque décennie a eu ses maîtres-mots : 1950 et 1960 au racisme analysé comme une ségrégation s'est opposé à l'intégration qui a eu pour conséquence de détruire les institutions sociales et l'indépendance économique de la communauté noire. Dans les années 1970 et 1980, le racisme n'est vu que comme une discrimination économique et les solutions, que ce soit l'affirmative action libérale ou le color-blindness conservateur n'ont pas eu beaucoup d'impact. Actuellement le problème est réduit aux crimes haineux, dont le prêche de "tolérance" n'a même "pas commencé à rayer la surface des causes de la violence". L'ouvrage examine ensuite plusieurs aspects de l'influence de l'extrême droite américaine : à l'intérieur des forces de police et de l'armée, dans les mouvements anti-IVG, le mouvement environnementaliste, le parti populiste, à la télévision contre les nouveaux immigrants, les homosexuels, ou la gauche.

**Simon Pietri**

**De la République**

**à l'État français,**

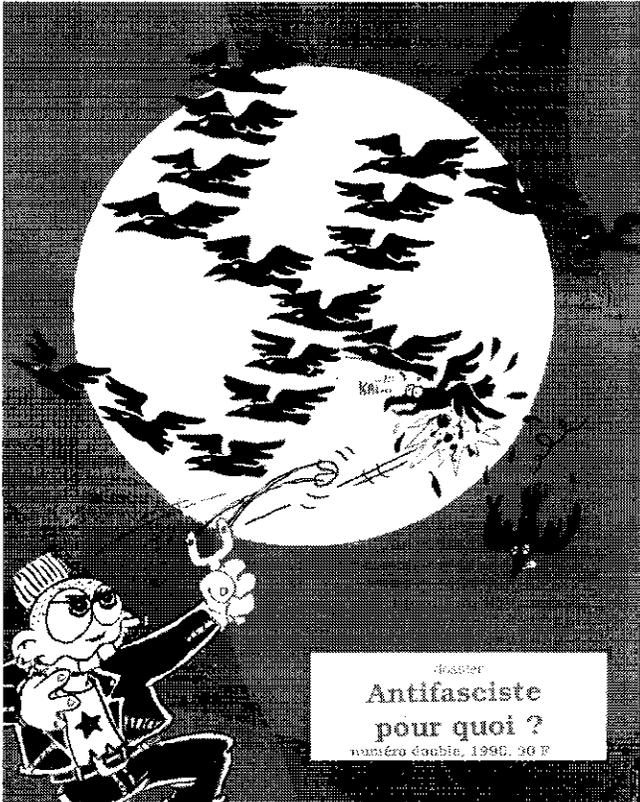
L'Harmattan.

Jean Lévi, journaliste et auteur d'un ouvrage sur Georges Albertini (chez le même éditeur) et Simon Pietri professeur d'histoire tente de comprendre la défaite militaire française et comment la République a pu disparaître en quelques jours et s'instaurer un régime totalitaire l'État français. Pour eux, "c'est le résultat d'une politique d'abandon des valeurs démocratiques" et "la détermination de divers secteurs de la société d'imposer, par tous les moyens, la domination des forces de l'argent". À travers l'étude de presse conservatrice (les auteurs réfute le terme étude historique, il préfère celui de dossier d'histoire), ils montrent les aspirations des classes possédantes dès le début des années 1930 à l'instauration d'un pouvoir fort, inquiètes devant le progrès de la gauche puis affolées par le Front populaire. Le chapitre sur la vision de la presse de droite des premières années du nazisme en Allemagne est particulièrement éclairant. Le rappel de la virulence de l'antisémitisme dans la presse conservatrice et d'extrême droite ainsi que la xénophobie au pouvoir (enfermement et discrimination des étrangers dès la fin des années 30) remettent aussi en perspective et dans la continuité historique la politique antisémite qui sera celle de Vichy.



# REFLEXes

17 25023



# REFLEXes

Bimestriel antifasciste • 20 F • mai 1997

n°46

INTERVIEW AVEC  
RAYMONDE  
et les Blancs-flecs

## Les fous de la Messe

Les intégristes contre le droit des femmes



EXTRÊME DROITE  
Le GUD fait son trou au sein du Front  
POLICE  
La FPIP (suite et fin)

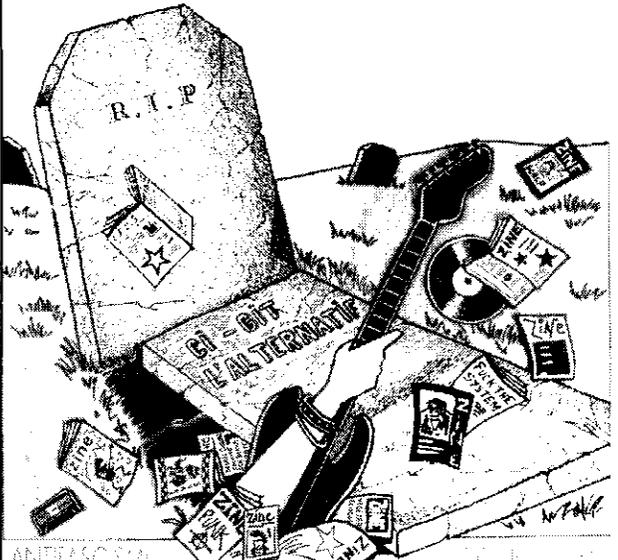
Étranger  
**LES MILICES AUX ÉTATS-UNIS**

# REFLEXes

n°32

octobre 90

## LA MAUVAISE HERBE REPOUSSE TOUJOURS



ANTIFASCISME  
Le FN s'est rentré  
JABASH la mauvaise herbe à  
St Quentin

CR SE DU GOUT  
Le FN swingue avec Sodan

ÉTRANGER  
Une chance au grillage,  
deux chances au tirage.

# REFLEXes

n°40

20 francs

INDIGNES  
NED-NAZIS EN  
EX-YOUGOSLAVIE

QUAND L'EXTRÊME DROITE  
SE MET EN CULTURE

NATIONAL BOLCHEVISME  
UNE VEILLE MENCHINE

C'EST À LA MISÈRE  
QU'IL FAUT S'ATTACHER  
DES NOUVEAUX IMMIGRÉS



ÉTRANGER:  
Allemagne • Afrique du Sud • Angleterre

# Buenaventura Durruti

Todos adelante ninguno hacia atrás. 2 CD. Ed. nato

## Vivan las utopias !

Bernard Vitet, Jean-Jacques Birgé

La belle au bois en vain  
Attendra le réveil  
Car nul ne revient  
Du pays du sommeil  
Ni son roi ni ses frères  
Partis pour la croisade  
Ne reverront leur terre  
C'est tout pour la ballade

On récolte ce qu'on sème  
Les hommes ont l'art divin  
D'inventer des systèmes  
Qui sont tous inhumains  
Théoriciens du nombre  
Ils réduisent les têtes  
Camouflant dans leurs ombres  
Ce qu'ils tiennent des bêtes

Qu'avez-vous à m'offrir  
De tous les animaux  
L'homme est bien le plus sot  
Qu'avez-vous à m'offrir  
L'ordre est le pire désordre  
J'ai la vie pour la mordre

Nomenclature sénile  
D'arrogants parvenus  
Ou banquiers nécrophiles  
C'est le pouvoir qui tue  
Jusqu'à ses propres fins  
Don de l'irrationnel  
Services des services  
Secrets de polichinelle

Qu'avez-vous à m'offrir  
Je ne veux pas de métier  
Si ce n'est celui d'aimer  
Qu'avez-vous à m'offrir  
Quelle bible est votre livre  
J'ai la rage de vivre

Eteins vite la lumière  
Ecoute les oiseaux  
Etouffe les prières  
Et les systèmes sociaux  
Soigne bien tes voisins  
La théorie s'écroule  
En face d'un être humain  
Car l'horreur c'est la foule

Qu'avez-vous à m'offrir  
Si la terre me possède  
Son fantôme m'obsède  
Qu'avez-vous à m'offrir  
Je ne veux rien posséder  
Même ma liberté

## !Ya Basta !

Subcomandante Marcos, nov. 95

Nous sommes une armée de rêveurs  
et pour cette raison nous sommes invincibles  
Comment ne pas vaincre avec cette imagination  
qui emporte tout ?

Nous ne pouvons pas perdre  
Ou plutôt nous ne méritons pas de perdre

l'héroïne del Pueblo